

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1920.

Projet de loi

accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et
aux établissements d'utilité publique⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à votre examen est conçu dans un esprit très libéral. Il répond au besoin de groupement et d'activité collective qui pousse les hommes à associer leurs efforts, dans des institutions permanentes, pour atteindre plus sûrement des buts élevés, placés au-dessus des intérêts personnels, inspirés, soit par des préoccupations scientifiques, artistiques, religieuses, soit par des sentiments de dévouement, de charité et de progrès social.

Il considère la personne morale comme un organisme naturel, indispensable à la continuité de l'activité collective, ayant besoin, pour vivre, du droit reconnu à l'individu de posséder, d'acquérir, de transmettre, d'agir en justice et de recevoir des libéralités par des donations ou des legs. Il l'admet sous une double forme; — sous la forme de l'association créée par une collectivité de personnes, qui, possédant un patrimoine en vue du but social, poursuit l'œuvre commune sous la protection des tribunaux, sous le contrôle de l'opinion publique et avec le minimum d'intervention gouvernementale; — sous la forme de fondations ou établissements d'utilité publique, créées avec l'autorisation du gouvernement, par une volonté initiale, mais se perpétuant dans le cadre de statuts approuvés, sous le contrôle du gouvernement avec le concours renouvelé d'administrateurs.

(1) Projet de loi, n° 375 (Session 1919-1920).

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechevynck, était composée de MM. Tibbaut, Allard, Harmignie, Poncelet, Wauwermans, Pussemier.

Ce projet de loi se rapproche ainsi du droit anglo-saxon qui oriente l'initiative privée vers la générosité prévoyante en permettant aux individus d'affecter des biens à des fins durables, représentées par des sociétés ou des institutions, et qui a rempli l'Angleterre et les Etats-Unis d'œuvres et de corporations d'ordre moral, témoignages vivants de l'activité désintéressée de citoyens cherchant à servir la cause de l'intérêt général sur le large terrain des sciences, des arts, de la religion, de l'assistance sociale.

La justification juridique du projet de loi est faite dans un Rapport annexe de la Commission consultative du Département de la Justice, qui est un document de premier ordre, fait de méthode, de logique, de science et de clarté (1).

L'opinion publique, dit ce rapport, paraît unanime; et il faut s'en féliciter. Car la Belgique a vécu depuis 1830 dans une situation anormale, que signalait déjà M. Paul Janson, dans les développements de sa proposition de loi organisant le droit d'association (3 février 1909). Elle a consacré solennellement dans la Constitution le droit de s'associer et elle n'a pas accordé de moyen légal pour exercer ce droit dans sa plénitude. L'article 20, en stipulant : « Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive », répond à un des besoins de l'âme belge. Mais par un des phénomènes, dont l'explication ne peut se trouver que dans l'esprit de défiance, l'association, qui est la caractéristique de la vie nationale et dont l'exubérance inspire à l'étranger de l'admiration, parfois aussi une fine ironie, n'a pas de statut, de vêtement juridique, d'organisation légale lui assurant le droit de vivre, de faire les actes révélant sa vie propre à l'instar de la vie des individus.

Le projet de loi en proposant d'accorder la personnalité civile aux associations à but moral ainsi qu'aux établissements d'utilité publique, comble la lacune. Il est destiné à devenir la loi organique des personnes morales sans but lucratif, et il marquera un progrès juridique considérable en assurant le triomphe d'une idée qui s'est fait jour lentement, mais, qui, sous l'impulsion des faits sociaux, s'est imposée avec une force irrésistible.

* * *

Au moment où le droit civil belge arrive à ce tournant, il n'est pas sans intérêt de constater l'hésitation qu'il a mise à desserrer les entraves des sociétés ou associations, même de celles qui se créent dans un but commercial. Il a marché par de patientes étapes que nous indiquions en ces termes dans les développements de la proposition de loi tendant à accorder la personification civile aux associations internationales à but scientifique (*Documents parlementaires*, 25 juillet 1913) :

« C'est d'abord la loi du 13 mai 1873 sur les sociétés supprimant les autorisations officielles et ajoutant aux formes existantes de société à capital fixe la société coopérative à capital et à personnel variables.

» C'est ensuite la loi modificative du 22 mai 1886 qui substitue au système malaisant des nullités celui de la publicité et de la responsabilité.

(1) Composition de la Commission consultative : Président, M. Ch. Dejongh, président du Conseil de Législature; MM. Maurice Vauthier, professeur à l'Université libre de Bruxelles, Nerinx, professeur à l'Université libre de Louvain, Pladet, échevin de la ville de Bruxelles, Servais, procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles.

» C'est la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières qui permet aux sociétés de prendre la forme des sociétés commerciales sans perdre leur caractère civil.

» C'est la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes qui reconnaît à l'organisation de l'assistance mutuelle la forme souple créée par la pratique séculaire.

» C'est la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles qui donne aux intérêts professionnels, même d'ordre moral, le moyen de s'organiser et de se défendre dans des associations à personnification civile. »

C'est, enfin, la loi du 23 octobre 1919 qui tend à accorder la personnification civile aux associations internationales à but scientifique et dont la proposition fut inspirée par le rapport sur la Convention relative à l'Institut international d'agriculture de Rome. (Rapport déposé le 14 juin 1907.) Elle a une portée peu ordinaire, puisqu'elle peut s'appliquer aux associations qui ne comptent parmi ses administrateurs qu'un seul belge et qu'elle permet au Gouvernement « de conclure avec des États étrangers des traités » pour l'établissement d'un statut international des associations scientifiques internationales sur la base de la loi », envisageant ainsi la possibilité de créer un type de statut planant au dessus des frontières. Mais, à raison même des avantages faits à l'activité des étrangers, elle a, par suite d'un amendement apporté à la proposition primitive, subordonné la reconnaissance de la personne civile à l'intervention du pouvoir exécutif. Le Gouvernement promet d'ailleurs aux Chambres de proposer bientôt un régime de droit de commun pour la personnification civile des associations ou institutions belges à but moral. Le Premier Ministre et le Ministre de la Justice ont tenu parole par le dépôt du projet de loi en discussion.

* * *

Il serait superflu de rentrer ici dans les débats qui ont favorisé l'éclosion de l'œuvre législative.

Qu'il nous suffise de citer les auteurs belges, qui ont participé brillamment à la lutte livrée autour de l'idée de la personnification civile des associations à but moral : MM. Van den Heuvel, Van Overbergh, Edmond Picard, Alphonse Leclercq, Prins, Vermeersch, Hermans, Wodon, van Biervliet, l'Institut Solvay avec MM. Mareq, Vauthier et P. Errera. MM. Biebuyck, Eugène Baudoux, Henri Lambert, enfin Van Cleemputte qui a élevé à la défense de cette idée un véritable monument de science juridique.

Dans son rapport sur la proposition de loi accordant la personnification civile aux associations internationales à but scientifique, il expose d'une façon magistrale les théories en présence, il analyse les études et les initiatives importantes qui ont paru dans les divers pays et qu'il dit postérieures, pour la plupart, au dépôt de cette proposition, et il montre le courant irrésistible qui conduit au projet actuel. (*Documents de la Chambre*, 1910, II, p. 782.)

Nous ne pouvons que nous y référer en nous contentant de relever un

fait capital qui a marqué dans l'évolution des idées, à savoir : l'adhésion de la Fédération des avocats de Belgique, qui, sur l'initiative de M. Paul Janson, auteur d'un projet de loi, consacra plusieurs séances à la discussion de la question ; le 15 février 1908, elle émit un double vœu, l'un qui est déjà réalisé, en faveur de la reconnaissance de la personnification civile des associations internationales à but scientifique, et l'autre en faveur des idées que consacre le projet en discussion.

Ce vœu s'énonçait comme suit :

« La Fédération des avocats belges.

» Déclare :

» 1° Qu'il y a lieu d'admettre toutes les associations à but non lucratif, qui le voudront, à la personnification civile, moyennant la simple formalité de l'immatriculation ;

» 2° Que la personnification civile, ainsi concédée, doit impliquer le droit de posséder et d'acquérir, mais que, quant aux dons et legs, les dispositions n'auront leur effet qu'autant qu'elles auront été autorisées par le Gouvernement conformément à la loi. »

» C'était, au fond, ajoute l'honorable M. Van Cleemputte dans son rapport, la proposition de l'honorable M. Tibbaut : l'immatriculation n'est pas plus que la publication, et la même assemblée admettait l'une et l'autre avec la même faveur et au même instant ; cela correspond à ce que les sociétés scientifiques et artistiques ont indiqué dans leur pétition ».

*
* * *

Le projet de loi actuel apparaît comme l'aboutissement logique, comme la conclusion pratique de ces débats. Ils n'auront pas été stériles puisqu'ils auront fait introduire dans notre législation, avec la reconnaissance des personnes morales, un principe de justice et de vie. L'esprit de solidarité s'est développé dans la société moderne avec le progrès des idées et aussi avec l'abondance des ressources créées par la puissance de la production. Il éprouve le besoin de se manifester par des largesses faites à des institutions d'intérêt public. Les grandes fortunes qui se sont fondées sur l'industrie et le commerce tiennent souvent à se rendre utiles et à associer le nom de leurs possesseurs à des œuvres scientifiques, morales, religieuses, bienfaisantes, destinées à leur survivre. La communauté a tout intérêt à favoriser ce mouvement, à faire droit aux aspirations généreuses qui ne demandent qu'à se manifester. Il faut leur permettre de collaborer à l'intérêt général par la création et la dotation d'associations ou d'établissements d'intérêt moral ou public, dont l'existence légale sera un hommage permanent, rendu à la fois à l'activité éclairée de citoyens généreux et à la qualité maîtresse de la nation qui cherche dans l'esprit d'association l'une de ses grandes forces morales.

Jusqu'ici le législateur belge avait vécu d'expédients. Il se contentait généralement de consacrer par des lois spéciales des institutions ou des

sociétés sans but lucratif, qui s'étaient imposées au respect par le succès⁽¹⁾, laissant aux autres le régime incomplet du contrat innommé, qui ne crée pas d'individualité juridique et fait des membres des copropriétaires indivis.

Ce procédé n'était ni logique ni encourageant. Il encombrait les travaux du Parlement déjà surchargé, et, bien plus, il contrariait les œuvres au moment de la naissance et de la première croissance, alors que la liberté de mouvement leur est le plus indispensable. C'est ce que nous avons déjà fait remarquer dans la discussion de la loi donnant aux universités de Bruxelles et de Louvain la personnalité civile qu'on refusait à l'Université nouvelle ou Institut des Hautes Études.

Pareil régime est contre nature. Il refuse de reconnaître l'existence des êtres moraux jusqu'au moment, où, malgré ces entraves, ils ont développé, en marge de la loi, une force vitale s'imposant finalement à la reconnaissance légale. Il oblige des œuvres dignes d'intérêt à cacher leur naissance et leur croissance dans des expédients et des pratiques de fortune, alors qu'il faudrait leur laisser le droit de s'épanouir au grand air de la liberté et du droit commun.

Le projet de loi créera une atmosphère juridique favorable à l'éclosion et à l'épanouissement de ces milliers d'organismes qui caractérisent la physiologie sociale du pays, et qui collaborent à sa vie intellectuelle, morale, charitable, au grand avantage de la communauté.

La Belgique, qui occupait déjà une place honorable par sa législation libérale sur l'activité collective à but commercial, se classera parmi les pays

(1) *Associations et établissements auxquels a été conférée la personnalité civile par des lois spéciales.*

1. — Universités de Bruxelles et de Louvain. Loi du 12 août 1911, *Moniteur* du 21/22 dito.
2. — Association internationale à but scientifique. Loi du 25 octobre 1919, *Moniteur* du 5 novembre 1919.
3. — Ecole coloniale d'Anvers. Loi du 8 mars 1920, *Moniteur* du 11 avril 1920.
4. — Ligue patriotique belge contre l'alcoolisme. Loi du 12 mars 1920, *Moniteur* du 25 dito.
5. — Société des ingénieurs et industriels. Loi du 12 mars 1920, *Moniteur* du 26 dito.
6. — Société royale belge de géographie. Loi du 12 mars 1920, *Moniteur* du 23 dito.
7. — Touring Club de Belgique. Loi du 12 mars 1920, *Moniteur* du 23 dito.
8. — Moto Club de Belgique. Loi du 12 mars 1920, *Moniteur* du 23 dito.
9. — Ligue vélocipédique belge. Loi du 12 mars 1920, *Moniteur* du 23 dito.
10. — Société royale de philanthropie de Bruxelles. Loi du 23 mai 1920, *Moniteur* du 30 mai 1920.
11. — Universités de l'Etat à Gand et à Liège. Loi du 3 juillet 1920, *Moniteur* du 29 dito.
12. — Fondation Universitaire. Loi du 6 juillet 1920, *Moniteur* du 29 dito.
13. — Ecole des Mines et de Métallurgie, Faculté technique de la province du Hainaut, à Mons. Loi du 7 juillet 1920, *Moniteur* du 29 dito.
14. — Œuvre du Grand Air pour les Petits, à Bruxelles. Loi du 7 août 1920, *Moniteur* du 23 dito.
15. — Société protectrice des enfants martyrs. Loi du 7 août 1920, *Moniteur* du 23 dito.

avancées par l'organisation de l'activité collective à but moral ou intellectuel. Elle lui réserve une double armature juridique dont elle est libre d'user ou de ne pas user, une association nationale résultant du projet en discussion, qui crée un régime de droit commun pour les personnes morales et une association internationale résultant de la loi du 25 octobre 1919, qui permet à l'initiative privée de se concerter de pays à pays et d'agir sur le terrain scientifique, par des associations internationales, à l'instar des institutions officielles, que les Etats créent par des traités et dont la Société des Nations est l'exemple le plus saisissant par la largeur de la conception et la hauteur du but.

* * *

Les institutions belges qui ont reçu la personnalité civile par des lois spéciales devront se soumettre à la loi organique, et y adapter leurs statuts. Celles, qui, au nombre de six, ont été reconnues par la loi du 12 mai 1920, en ont été prévenues expressément.

Toutefois une exception s'impose pour les associations internationales à but scientifique, pour les universités de Bruxelles et de Louvain et pour la Fondation universitaire, qui ont reçu un statut juridique, particulièrement large, par les lois du 12 août 1911 et du 6 juillet 1920.

La loi du 12 août 1911 a été votée à la presque unanimité, à la suite de négociations qui se sont poursuivies entre le Gouvernement et les universités et qui ont assuré à celles-ci un régime spécial, tout de faveur. Elle est une loi d'espèce, d'exception, laissant aux universités la plus complète indépendance vis-à-vis des Pouvoirs publics et leur garantissant pour l'avenir l'autonomie dont elles ont joui dans le passé.

Les travaux législatifs sont significatifs. L'exposé des motifs est formel :

« Le Gouvernement, dit-il, n'entend porter aucune atteinte directe ou indirecte à la liberté dont les universités jouissent actuellement. Il a la conviction profonde qu'elles entendent, avant tout, conserver l'indépendance complète qu'elles ont toujours possédée et dans laquelle elles voient, à juste titre, la raison de leur vitalité, le trait distinctif de leur physionomie et le gage de leur popularité. Elles ne consentiraient pas à renoncer entre les mains du pouvoir à cette prérogative qui leur est précieuse, et il est vraisemblable qu'elles refuseraient un bienfait s'il devait devenir pour elles une entrave ».

Le Parlement n'a pas moins vanté l'autonomie des universités comme une condition de leur existence. Filles de la liberté elles leur doivent leurs succès et ne sauraient vivre sans elle.

« La loi, disait à la Chambre le rapporteur M. Van Cleemputte, se refuse à s'immiscer en quoi que ce soit dans leur gestion, ou à les contrôler. Dans le haut enseignement tout contrôle est une sujétion, et, au surplus, le contrôle le plus efficace s'exerce par les universités elles-mêmes sous les yeux de l'opinion. »

« D'un autre côté, disait au Sénat le rapporteur comte Goblet d'Alviella, il ne s'agissait pas non plus de présenter aux universités, en échange des statuts juridiques que leur concède l'État, des chaînes dorées qui entravent leur autonomie dans le présent et dans l'avenir ».

Les discussions brillantes qui se sont déroulées au Parlement sont remplies de ces témoignages de confiance pour les deux grandes institutions, qui ont fait honneur à la cause de la liberté, qui ont laissé leur empreinte sur la haute culture belge et qui, par les travaux de leurs professeurs et de leurs élèves, ont augmenté l'éclat dont rayonne le nom belge à l'étranger.

Dans ces conditions on ne comprendrait pas qu'on leur enlevât, par un effet rétroactif de la loi, les garanties d'indépendance données aussi solennellement. On ne comprendrait pas que, conformément au régime proposé des établissements d'utilité publique, le Gouvernement vint contrôler la gestion, et s'attribuât le droit de provoquer éventuellement la révocation des administrateurs. Aussi la Section centrale est-elle d'accord avec le Gouvernement pour les laisser en jouissance du statut spécial octroyé par la loi du 12 août 1911.

La Fondation universitaire, reconnue par la loi du 6 juillet 1920, s'est acquise également une situation privilégiée. Elle est due à la générosité de la Commission For Relief in Belgium qui a le droit de désigner un délégué au sein de l'administration. Ce serait méconnaître les intentions des fondateurs que de supprimer ce régime de faveur justifié par la générosité de leur geste et par la noblesse de leurs intentions.

L'exception s'étend aux universités de l'État à Gand et à Liège, — à l'École Coloniale d'Anvers, — et à l'École des Mines et de Métallurgie, Faculté technique de la province du Hainaut; à Mons, qui ont bénéficié des largesses de la Fondation universitaire et qui ont obtenu respectivement la personnification civile par les lois du 3 juillet 1920, du 8 mars 1920 et du 7 juillet 1920.

* * *

La loi proposée, en facilitant la poursuite de fins durables par des organismes jouissant de la personnification civile, ne peut étonner ceux qui croient que le droit est vivant, et se transforme dans un effort constant pour s'adapter aux circonstances économiques et sociales. Elle consiste à mouler les formes juridiques sur les situations de fait qui se déroulent sous nos yeux.

Les œuvres, qui, malgré l'imperfection de la législation actuelle, demeurent permanentes sur le terrain choisi pour leur activité, qui survivent aux membres et qui lèguent leur tâche sociale de génération à génération, sont innombrables au point que si, par un coup de force, elles venaient à disparaître brusquement, la physionomie de la Belgique s'en trouverait profondément modifiée.

La loi nouvelle, en leur offrant la personnification civile, se contente de reconnaître un phénomène social et d'en faciliter la manifestation..

Elle le fait en accordant aux associations à but moral les avantages de l'individualité juridique qui a été accordée depuis de longues années aux sociétés commerciales, et elle reconnaît ainsi que les œuvres désintéressées, à portée purement morale, méritent autant d'égards que les sociétés créées pour la poursuite d'avantages matériels.

Mais la différence des buts poursuivis amène nécessairement des différences dans les modalités du régime juridique.

La société commerciale, tout comme la société civile des articles 1832 et

suivants du Code civil, est dominée par l'intérêt matériel des associés et est par conséquent limitée par le temps comme l'existence humaine; la loi en fixe la durée maxima à trente ans sauf pour des cas exceptionnels spécifiés.

La société à but moral, tout comme l'établissement d'utilité publique, est dominée par le but moral qu'elle poursuit et qui peut prétendre à la pérennité.

Il en résulte, comme conséquence logique, que l'existence de ces deux organismes ne doit pas être limitée quant à la durée et que l'intérêt des associés, des fondateurs ou des gérants, doit pouvoir être subordonné à la réalisation de l'objet collectif au point de leur faire perdre, à eux et à leurs héritiers, tous droits sur le patrimoine social en cas de démission, d'exclusion ou de décès, et au point de faire transmettre à des institutions similaires le patrimoine délaissé par une institution dissoute.

Mais cette conception, qui inspire le projet gouvernemental, ne porte pas atteinte à la liberté des conventions et des dispositions. Elle n'interdit ni aux associés, ni aux fondateurs, d'en restreindre la portée dans le cadre des statuts, par exemple en limitant la durée de l'être juridique, ou en permettant aux associés, aux fondateurs ou à leurs héritiers, le droit de désigner les membres ou les dirigeants, de déterminer leurs droits sur le patrimoine social, plus spécialement en cas de liquidation.

La loi a assez de souplesse pour donner aux initiatives le champ le plus large et pour laisser à la manifestation des aspirations généreuses les modalités les plus variées.

*
* *

Ce n'est pas que le Gouvernement entende abdiquer sa mission d'intérêt général. Il propose dans le projet de loi un système d'intervention, qui, s'il est réduit au strict nécessaire, doit cependant avoir une suffisante efficacité et dont les conditions diffèrent sensiblement suivant qu'il s'agit d'associations ou d'établissements d'utilité publique.

Le Gouvernement s'est tracé pour ligne de conduite de chercher des garanties contre les abus, moins dans une intervention encombrante que dans la publicité, dans le contrôle de l'opinion publique, dans la confection rationnelle des statuts et dans l'action tutélaire des tribunaux.

Il estime que les meilleurs moyens d'inspirer de la confiance aux citoyens, dont on sollicite les initiatives bienfaisantes, est de les mettre, le plus possible, à l'abri de l'action des autorités politiques, qui subissent le flux et le reflux de l'opinion publique, qui n'ont pas, pour juger, l'atmosphère sereine de l'autorité judiciaire, et dont les décisions changeantes peuvent laisser planer l'incertitude sur le sort des institutions soumises à leur tutelle. La Section centrale s'est ralliée à cette conception et en a même, d'accord avec le Gouvernement, tiré les conséquences logiques en élargissant le plus possible le champ de l'action judiciaire.

L'association sans but lucratif aura peu de contact avec le Gouvernement. Elle naît et s'éteint sans intervention gouvernementale, suivant la volonté des associés, tout comme la société civile ou la société commerciale, et elle acquiert, de plein droit, l'individualité juridique du jour où les statuts, les

noms, prénoms, professions, domiciles de ses administrateurs sont publiés aux annexes du *Moniteur*.

Elle règle et manifeste son existence suivant des statuts, qu'elle peut faire librement, mais qui doivent contenir les éléments essentiels au fonctionnement normal d'une société ou collectivité, et qui doivent garantir à la fois les droits des associés et ceux des tiers.

Mais elle doit agir au grand jour pour permettre, non seulement aux associés et aux créanciers, mais aussi à l'opinion publique, de juger de son activité. La publicité de tout ce qui est essentiel dans l'organisation et dans la gestion est une des garanties les plus sûres contre les abus. Elle porte nécessairement sur la composition de l'association et de son administration, ainsi que sur les comptes et bilans.

Mais si l'une de ces prescriptions est méconnue, la sanction n'est plus à chercher dans la nullité ou l'inexistence de l'association, mais dans une diminution de sa capacité juridique. Elle ne pourra plus, suivant les cas, ni invoquer le bénéfice de l'individualité juridique vis-à-vis des tiers qui pourront l'invoquer contre elle, ni recevoir des libéralités.

La dissolution et la liquidation dépendent aussi de la volonté des associés qui, par les statuts ou par l'assemblée générale, fixent le sort du patrimoine de l'association dissoute soit volontairement, soit judiciairement. Les tribunaux peuvent en connaître à la requête d'associés, de tiers ou du Ministère public, et ils statuent sur les conflits qui peuvent naître avec les liquidateurs.

Dans ses grandes lignes, le régime proposé se rapproche de celui auquel sont soumises les sociétés civiles et commerciales et qui, par une longue expérience, a conquis la confiance publique.

Le Gouvernement, organe de la Puissance publique, ne revendique que le droit de se prononcer sur la libéralité faite aux associations sans but lucratif, conformément à la règle qui est inscrite à l'article 910 du Code civil et qui subordonne à l'autorisation d'un arrêté royal les dispositions entre vifs ou par testament, faites au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique.

Même ainsi limitée, l'intervention gouvernementale provoque des appréhensions. Si, sous l'influence de passions politiques, elle s'exerçait avec parti pris, elle pourrait menacer les œuvres dans leur développement ou dans leur existence et enlever ainsi la confiance des bienfaiteurs qui en sont les créateurs et les soutiens.

La Section centrale s'est demandée s'il ne serait pas possible de laisser, également en cette matière, le dernier mot à l'autorité judiciaire et d'organiser un recours aux tribunaux contre la décision du Pouvoir public. Mais la solution est pleine de difficultés. Il ne s'agirait pas seulement, en l'espèce, de protéger des droits civils contre les lésions occasionnées par une décision administrative; il s'agirait de soumettre cette décision elle-même à une revision. C'est donc un conflit direct entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, conflit que le principe de la séparation des pouvoirs

inscrit dans la Constitution a voulu écarter. Il en serait autrement s'il existait une juridiction du contentieux administratif. Mais la législation belge n'est pas encore arrivée à ce stade d'évolution qui est franchi déjà dans des pays voisins.

Il est vraisemblable que le Gouvernement n'abusera pas de son droit d'intervention. Il agirait, en le faisant, non seulement contre l'intention du législateur, mais aussi contre l'intérêt bien compris de l'État; car il arrêterait la multiplication et le développement des œuvres qui peuvent soulager sa mission d'intérêt général.

Le Gouvernement a un rôle bien plus important à jouer en matière d'établissements d'utilité publique qui se fondent, non en vertu de conventions, mais en vertu d'une volonté unilatérale, survivant au donateur pour réaliser l'objet indiqué dans les statuts. Il doit autoriser la donation créatrice, approuver les statuts et, en l'absence d'une collectivité propriétaire du patrimoine, surveiller la gestion, provoquer éventuellement en cas de vacance, la nomination d'administrateurs ou, en cas de besoin, y procéder lui-même en vertu d'une décision judiciaire.

Mais le Gouvernement ne peut pas porter atteinte à la volonté créatrice, qui sert de fondement à l'établissement, et qui, formulée dans les statuts, forme la charte obligatoire aussi bien pour les administrateurs que pour les pouvoirs publics. La crainte d'une spoliation directe ou indirecte n'a pas de raison d'être. Les principes du droit civil, notamment le droit de révocation des donations pour cause d'inexécution des conditions, contribueraient au surplus à la dissiper.

* * *

Il nous suffira, dans cette partie générale de l'exposé, de signaler le titre III qui s'occupe des dispositions fiscales. Il est logique de demander aux êtres moraux, dont la vie est illimitée et dont les biens échappent ainsi aux droits de succession, une contribution compensatoire aux charges de l'État, sous la forme d'une taxe annuelle forfaitaire. Le principe ne soulève guère de discussions, mais il en est autrement de l'application. Si le taux de la taxe était trop élevé, la loi serait énervée et n'aurait que le mérite d'une belle étiquette. La matière imposable elle-même s'échapperait. Il ne se créerait ni associations, ni établissements d'utilité publique. La Section centrale, après avoir cherché à atténuer, par diverses formules, les effets de la taxe de 50 centimes par cent francs, que le projet de loi propose d'établir sur la valeur de l'actif brut, a cherché un terrain d'entente en proposant d'abaisser le taux de la taxe à 10 centimes et d'admettre la base simple de la masse des biens sans distraction des charges.

* * *

Il est à espérer que la législation nouvelle inspirera confiance par l'esprit libéral qui l'anime et donnera un nouvel élan aux œuvres morales, qui assistent l'État dans sa lourde mission, lui faisant une auréole du désintéressement, du dévouement, de la générosité et de l'esprit de prévoyance de ses citoyens.

EXAMEN DES ARTICLES.

Les articles de la loi, groupés en trois titres, sous les rubriques : Associations sans but lucratif, Etablissements d'utilité publique, Dispositions fiscales, permettent de suivre aisément le jeu du mécanisme qui est proposé pour le fonctionnement des deux types nouveaux de personnes morales.

La Section centrale, dans l'étude qu'elle en a faite, y a apporté quelques modifications auxquelles s'est ralliée la commission consultative du Ministre de la Justice. Celles qui concernent le fond sont peu nombreuses et ne troublent pas l'économie de l'ensemble. La plupart portent sur la rédaction qui a été mise en rapport avec la terminologie de la législation existante en matière de sociétés. Quelques articles nouveaux ont été ajoutés et un reclassement par matière a été jugé utile pour faciliter l'étude de l'ensemble.

Dans l'analyse des articles nous suivrons le numérotage du texte proposé par la Section centrale qui se rapporte d'ailleurs au numérotage du projet de loi.

TITRE I.

Associations sans but lucratif.

ART. 1, 2 et 2^{bis}. — *Éléments constitutifs.*

L'article premier est l'affirmation du principe général qui domine la matière. La personnalité civile est reconnue de droit à toute association « sans but lucratif ». L'association n'a rien à demander ; elle acquiert son droit à l'existence légale par le fait même de sa naissance. La naissance se produit par la convention sociale à laquelle doit participer un minimum légal de trois personnes ; mais elle ne sort ses effets que du jour où les annexes du *Moniteur* ont publié les statuts, ainsi que les noms, professions et domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts. Cette dernière disposition est reportée de l'article 1^{er} dans un article 2^{bis}.

Le but moral, qui doit caractériser l'association, exclut l'esprit de lucre, c'est-à-dire les opérations industrielles ou commerciales ou la recherche d'un gain matériel pour les membres. Les sociétés qui s'y livrent ont leur régime de droit commun et ne méritent pas les faveurs, notamment la pérennité, consacrées par le projet de loi.

Le désintéressement du but ne se perd pas par la recherche d'avantages matériels accessoires, qui sont indispensables pour permettre à l'association de vivre et d'atteindre son but plus élevé d'ordre moral ; les cotisations, le prix des fournitures, la rémunération de services ne vicient pas le caractère de l'œuvre si celle-ci n'en est pas dénaturée en enrichissant ses membres.

Ainsi le service de limonadier organisé au sein d'un cercle littéraire n'est qu'un accessoire qui ne modifie pas le but social.

La recherche d'un gain matériel qui exclut le but désintéressé pourrait se réaliser d'une façon indirecte, par exemple en spéculant sur les avantages ou bénéfices que laisserait aux membres, après la dissolution de l'association, le partage de l'actif accru. Ces questions de fait relèvent de l'appréciation des tribunaux.

L'article premier ne limite pas le but que la collectivité entend poursuivre. Le projet du Gouvernement énumérait en termes généraux quelques-uns des caractères qu'elle peut avoir, et y ajoutait les termes extensifs « ou autres » ; il donnait ainsi à son énumération une portée exemplative.

On avait fait remarquer qu'il aurait pu mentionner le caractère sportif ; et la remarque était fondée, puisque le sport prend dans les sociétés modernes une importance grandissante et est l'objet de groupements, aussi nombreux qu'actifs. Il était donc logique de compléter l'énumération par les mots « de sport » ; mais ce n'était pas indispensable, puisque l'énumération n'avait rien de limitatif et que les associations agissent, comme les individus, sous leur responsabilité et dans la limite du licite.

La Section centrale a jugé qu'il serait encore plus simple de supprimer une énumération qui n'a rien de limitatif et qui n'est qu'un commentaire.

A cet égard, il importe de signaler ici la différence du régime proposé pour les établissements d'utilité publique. Ceux-ci, comme nous le verrons à l'article 18, ne reposent pas sur des conventions, mais sur une volonté initiale, que le Gouvernement peut approuver mais qui doit se mouvoir dans un cadre déterminé.

Les publications imposées dans le système du projet de loi seront faites aux annexes du *Moniteur*, dans le « Recueil des actes concernant les associations sans but lucratif jouissant de la personnalité civile ». Leur place y est tout indiquée.

* * *

L'article 2 impose l'insertion dans les statuts de dispositions destinées à éclairer le public sur la vie de l'association et à défendre l'intérêt de ses membres. Leur énumération suffit à les justifier ; mais il y a lieu de la compléter :

Il importe de faire connaître, dès le début, les noms, prénoms, professions, domicile et nationalité des associés. La liste, aux termes de l'article 6, doit en être publiée annuellement par le dépôt au greffe du Tribunal civil. Ces indications sont de nature à renseigner le public sur le caractère de l'association, mieux que ne peuvent le faire des définitions.

La Section centrale s'est demandée s'il ne fallait pas exiger que l'association ait, à sa naissance et au cours de son existence, un nombre minimum de membres. Si, à sa création, elle doit compter au moins les deux membres nécessaires pour faire une convention, on peut se représenter qu'elle continue son existence avec un seul membre. C'est la solution admise dans certains pays. D'autres pays exigent un minimum de deux membres. La Section centrale propose d'en exiger trois, suivant le vieil adage : « tres faciunt collegium ».

Un membre aurait voulu limiter l'existence de l'association sans but lucratif à une durée de trente ans, tout en sauvegardant le droit de prorogation ; mais la Section centrale estime que la durée doit être en rapport avec le but qui, le plus souvent, n'est pas limité par le temps. C'est la solution déjà admise pour les mutualités et les unions professionnelles.

Les statuts doivent contenir les diverses indications qui constituent les éléments principaux de la constitution et du fonctionnement de l'association. Ils doivent former l'objet d'un acte authentique ou sous seing privé, et être livrés à la publicité par la voie des « annexes du *Moniteur* ».

Le défaut de publicité ou ses lacunes ne peuvent pas nuire au tiers qui peut les invoquer contre l'association pour lui contester la capacité juridique. Elles n'entraînent pas la nullité de l'association. La même sanction est prévue par les articles 5^{bis}, 6 et 6^{bis} pour l'absence de publication ou pour le cas où la société ne compte plus, parmi ses membres, au moins trois cinquièmes de Belges. Ces dispositions ont été groupées dans un article 17^{quater}. La solution proposée s'impose après l'expérience désastreuse qui a été faite, en matière de sociétés commerciales, par la sanction de la nullité donnée à l'irrégularité des actes.

L'article 2^{bis} n'est que le déplacement de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}.

ART. 5, 4, 4^{bis}, 4^{ter}, 5 *Assemblée générale.*

Les associés doivent eux-mêmes avoir des garanties vis-à-vis de l'administration de l'association. C'est pour mieux assurer leur collaboration que l'article 3 rend nécessaire une délibération de l'assemblée générale pour les actes essentiels : la modification des statuts, la nomination et la révocation de l'administrateur, l'approbation des budgets et des comptes et la dissolution de la société. Il est inutile de mentionner dans l'énumération le 1 et le 2 de l'article 3 qui le confondent avec la naissance de l'être moral.

*
* *

L'article 4 impose la convocation de l'assemblée générale dans les cas prévus par les statuts et, en outre, lorsque un cinquième des associés en fait sa demande.

*
* *

Le droit des associés doit être protégé contre l'arbitraire des administrateurs. Les articles 4^{bis} et 4^{ter} (anciens articles 8 et 9) prescrivent des garanties pratiques. Ils exigent notamment que tous les membres de l'association soient convoqués aux assemblées générales, mais ils ne prescrivent pas la modalité qui peut varier suivant les pratiques et les traditions des localités. Il ne faut ni la publication au *Moniteur*, ni la lettre recommandée. Les modes ordinaires suffisent, tels que l'envoi d'avis verbal ou écrit par le messenger, l'appariteur, le concierge ou la convocation par la poste. Si des conflits surgissaient, les tribunaux décideraient de l'existence d'une fraude, d'un dol ou d'une faute pouvant porter préjudice à l'association ou à des membres, et ils pourraient éventuellement annuler la décision des assemblées convoquées irrégulièrement.

Il semble pratique de laisser aux associés la faculté de se faire représenter à l'assemblée par un associé ou même, si les statuts l'autorisent, par un

tiers. Cette faculté est l'objet d'un amendement. Comme les intérêts matériels des associés s'effacent devant le but poursuivi en commun, il est logique d'établir en principe l'égalité des votes et le vote des décisions à la majorité des voix. Mais ce serait gêner inutilement la liberté des conventions que d'empêcher les associés d'en décider autrement dans les statuts. Cette considération justifie aussi le droit de déroger par les statuts à la règle qui défend de voter des résolutions en dehors de l'ordre du jour.

*
* *

L'article 5 exige, pour les modifications aux statuts, outre la mention de l'objet dans la convocation, la présence des deux tiers des membres et le vote à la majorité des deux tiers des voix. Lorsque la modification des statuts consiste dans le changement de l'objet social, il est de règle d'exiger l'adhésion de l'unanimité des associés; mais cette exigence paraît excessive en une matière où l'absence d'intérêts personnels provoque plus aisément des abstentions ou des absences. Aussi, l'article 5 n'exige-t-il que l'unanimité des membres présents à l'assemblée, qui délibérera valablement si elle représente les deux tiers des membres. Mais il faut prévoir le cas où l'association ne parvient pas à réunir le nombre voulu de membres, et, à peine de la condamner à l'immobilité, il faut lui permettre de convoquer une seconde assemblée qui puisse statuer sans cette condition. Dans ce cas, l'homologation de la décision par le tribunal serait une garantie. C'est la solution proposée par la Section centrale.

ART. 5bis, 6, 6bis. *Publicité.*

Comme le public doit pouvoir connaître la modification aux statuts, l'administration et la composition de l'association, il est logique d'exiger la publication de ces éléments essentiels. La liste annuelle des membres avec indication de leur nationalité et domicile devra être déposée au greffe du tribunal civil et tous les actes devront porter la mention « Association sans but lucratif ». Ces dispositions s'inspirent de la législation sur les sociétés coopératives.

ART. 10. *Démission, exclusion.*

Tout membre est libre de quitter l'association, par exemple, par une simple lettre de démission adressée à l'administration; mais il perd son droit sur le fonds social et il ne peut réclamer le remboursement des cotisations.

Le même sort est fait au membre exclu.

Il en est de même, à plus forte raison, pour les héritiers de l'associé décédé.

Mais les statuts peuvent stipuler le contraire. Ils doivent pouvoir s'adapter aux modalités diverses auxquelles les associés entendent subordonner leur collaboration généreuse.

Le but désintéressé, que les associés poursuivent en commun et qui dépasse

la préoccupation des intérêts individuels, doit mettre l'avoir de l'association à l'abri des prétentions de ses membres; ceux-ci, en se retirant ou en subissant l'exclusion, ne peuvent pas porter atteinte à la permanence de l'institution; ils n'ont aucun droit à faire valoir sur le patrimoine qui a été constitué pour des fins durables et qui incorpore les cotisations payées.

Un membre peut s'exclure spontanément en refusant de payer les cotisations; il est censé démissionnaire. Encore faut-il qu'il y ait refus et non simple oubli ou retard. L'administration peut le constater par les modes usuels sans devoir recourir à l'intervention de l'huissier ou de lettre recommandée.

L'exclusion par l'assemblée générale est une mesure de rigueur qui exige la majorité des deux tiers des voix. Elle suppose aussi des convocations régulières avec mention de cet objet à l'ordre du jour. Les droits restent toujours protégés par le recours aux tribunaux, qui, s'ils n'ont pas de tutelle à exercer sur l'assemblée générale, peuvent cependant examiner la régularité des actes incriminés.

ART. 11, 12 et 12^{bis}. — *Administration.*

Le conseil d'administration est qualifié pour gérer les affaires de l'association et pour la représenter aux actes judiciaires et extrajudiciaires; mais il semblerait pratique de suppléer aux lacunes de statuts qui ne prévoient pas la délégation de pouvoirs.

Un amendement proposé à l'article 11 pour compléter comme suit le paragraphe premier.

Il (le conseil d'administration), peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même, si les statuts ou l'assemblée générale l'y autorisent, à un tiers.

*
* *

La responsabilité civile est la conséquence de la jouissance des droits civils. L'association, en naissant à la vie civile, en a les avantages et les désavantages; tout comme l'individu, elle trouvera dans la responsabilité, les conseils de prudence et de respect des droits d'autrui. Toute société bien organisée doit avoir à sa base cette règle élémentaire de morale en vertu de laquelle le droit de vivre et d'agir comporte le devoir de réparer les conséquences de ses fautes ou des fautes de ses préposés. C'est le droit commun. Les organes exécutifs de l'association qui, à l'exemple des trustees anglais, peuvent différer des organes des sociétés commerciales, la représentent et engagent sa responsabilité.

La Section centrale a jugé opportun de reproduire dans l'article 12^{bis} la règle usuelle qui limite la possession immobilière pour les institutions à durée illimitée.

ART. 13 et 13^{bis}. — *Libéralités.*

Le droit de recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires est une nécessité pour les sociétés à but moral; il constitue le plus souvent la prin-

cipale source de leurs revenus; aussi cette disposition, qui est consacrée par l'article 13, forme-t-elle un des fondements de la loi projetée. Mais elle vise plutôt la constitution d'un avoir important qui augmente le patrimoine et qui assure l'avenir.

Elle ne s'applique ni aux cotisations, ni au rachat de celles-ci, ni au produit de collectes ou de souscriptions dont le total représente généralement un grand nombre de dons anonymes de moindre importance, ni aux dons manuels, c'est-à-dire aux dons de sommes peu importantes en égard à la fortune et à la situation des donateurs.

Ces indications ont été données par le Département des Finances, qui résume ainsi sa jurisprudence et qui n'a pas l'intention de la modifier. Il n'a pas suivi le projet de la Commission consultative qui proposait de soumettre à une autorisation du gouvernement toute libéralité « y compris les dons manuels ». Il n'y a donc pas d'innovation.

La libéralité ainsi entendue devra être autorisée par le Gouvernement. C'est le moyen de contrôle qui se justifie par le fait que l'État introduit dans la vie un être moral, qui n'a pas de terme déterminé pour son existence, qui peut par conséquent prolonger son action indéfiniment et se constituer un patrimoine échappant aux causes ordinaires de liquidation.

Nous avons signalé dans la partie générale les appréhensions qu'éveille le danger de l'arbitraire gouvernemental et l'impossibilité, dans l'état actuel de notre droit public, de trouver un contre-poids dans un recours judiciaire. Mais le gouvernement n'a pas intérêt à abuser de son droit d'intervention pour contrecarrer le développement des associations sans but lucratif. Le pays et le Parlement n'admettraient pas que l'arbitraire gouvernemental frappât de stérilité une loi libérale qui répond au besoin de donner aux aspirations généreuses le moyen pratique de se réaliser en toute sécurité.

L'association ne peut jouir de la faveur de recevoir des libéralités qu'à la condition de s'être soumise à la publicité imposée par les articles 2^{bis} et 5^{bis} et d'avoir déposé au greffe du tribunal civil ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins les comptes des dix derniers exercices annuels. Ce n'est guère une restriction, puisque son application dépend de la libre volonté de l'association, qui trouvera dans cette restriction, un encouragement pour veiller à la régularité de la gestion et à la publication des comptes.

La Section centrale a jugé opportun de marquer, par une disposition formelle — article 15^{bis} — que les droits des tiers et des héritiers réservataires des donateurs et des testateurs trouvent dans le recours à l'autorité judiciaire le moyen de se défendre efficacement.

ART. 14, 14^{bis}, 15, 15^{bis}, 15^{ter}, 15^{quater}, 17^{bis} et 17^{ter}. — *Dissolution.*
Liquidation.

Le pouvoir judiciaire est le protecteur des intérêts privés et publics; aussi l'article 14 lui réserve-t-il le droit de statuer sur la dissolution. Le Gouvernement n'y intervient pas; et ainsi disparaît le danger de l'arbitraire et des confiscations directes ou indirectes.

L'initiative d'une demande en dissolution peut être prise par un associé, par un tiers, ou par le ministère public représentant l'intérêt général. Leur intervention peut se justifier par divers motifs : impossibilité pour l'association de remplir les engagements anciens, méconnaissance de son but par l'affectation de son avoir à d'autres objets, violation des statuts, de la loi ou de l'ordre public.

Mais ici encore le projet veut limiter l'action de la justice à des mesures strictement nécessaires. Elle peut se borner à annuler l'acte incriminé et sauver ainsi l'existence de l'association, qui, instruite par cette expérience judiciaire, améliorera sa gestion ou son organisation. Le droit d'appel existe, en toute hypothèse, contre le jugement prononçant la dissolution ou statuant sur la liquidation. En cette matière l'intérêt moral peut échapper à toute évaluation. La Section centrale propose un article 15^{bis} qui règle la question du droit d'appel dans son ensemble.

L'esprit libéral du projet consiste en grande partie dans cet effacement de l'autorité gouvernementale au profit du Tribunal, qui est à l'abri des passions politiques et qui exerce une mission tutélaire. Il stimulera d'autant plus la générosité des citoyens qu'il garantira mieux le respect de leur volonté.

*
**

Le danger d'une confiscation indirecte apparaît surtout au moment de la dissolution. Aussi la Section centrale, développant dans l'article 14^{bis} le système du projet de loi, a-t-elle écarté de ce domaine l'action gouvernementale pour attribuer la compétence exclusivement aux tribunaux.

Le tribunal nomme le ou les liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront la destination des biens conformément aux statuts ou aux décisions de l'assemblée générale. Si ces indications font défaut, ils s'inspireront encore de la pensée des associés en recherchant l'affectation qui se rapproche le plus possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée; et les associés, tout comme le créancier et le Ministère public, peuvent appeler de leur décision au tribunal.

Le Gouvernement s'efface, laissant aux intéressés, aux liquidateurs et au tribunal, le soin d'appliquer les statuts, d'interpréter le but social, et d'y affecter encore si possible le patrimoine d'une association dissoute par son attribution à une œuvre similaire. On ne saurait trouver un système plus complet de garanties pour le respect de la volonté des associés.

*
* *

La liberté des conventions est à la base du régime nouveau. Les associés règlent eux-mêmes le sort du patrimoine social; ils le déterminent, une fois pour toutes, dans les statuts, et ils le mettent ainsi à l'abri de l'incertitude. Ils peuvent stipuler que les biens, en cas de dissolution, seront repris par les donateurs ou leurs héritiers, qu'ils seront partagés entre les associés dans des proportions déterminées, qu'ils seront affectés à une œuvre déterminée

ou à déterminer dans des conditions indiquées. Leur volonté sera la loi de la liquidation.

En cas de silence des statuts, l'assemblée générale, qui est maîtresse des destinées de l'association, exprime la volonté de la collectivité. Elle peut non seulement modifier les statuts, mais aussi prononcer la dissolution et diriger la liquidation dans les conditions fixées par la loi.

La Section centrale propose, à l'article 15, de subordonner le vote de la dissolution à la présence des deux tiers des membres et à la majorité des deux tiers des voix. Si le nombre de présents n'est pas suffisant, une seconde assemblée peut décider valablement à la majorité requise; mais sa décision devra être soumise à l'homologation du tribunal civil dont la décision est sujette à appel.

*
* *

Les règles, tracées pour la liquidation à la suite d'une dissolution volontaire, sont à peu près les mêmes que pour la liquidation nécessitée par une dissolution judiciaire. Tout intéressé ou le Ministère public peut provoquer une décision judiciaire pour nommer un ou plusieurs liquidateurs, si les statuts ou l'assemblée générale n'y ont pas pourvu. Il dispose éventuellement du droit d'appel.

*
* *

Tout ce qui concerne la liquidation : — résolutions de l'assemblée générale, décisions de justice, noms, professions et adresses des liquidateurs — doit être porté à la connaissance du public par la voie des annexes du *Moniteur*. C'est la garantie des tiers qui doivent pouvoir défendre leurs droits.

*
* *

L'affectation de l'actif ne se conçoit qu'après l'acquittement du passif. Elle doit être publiée aux annexes du *Moniteur*; mais les créanciers ne peuvent tenir indéfiniment en suspens le sort de cette affectation. La Section centrale propose de faire prescrire leur action par cinq ans.

ART. 17^{quater}. — *Sanction, Publication, Nationalité.*

La sanction pour le défaut de publication n'est pas la nullité de l'association, mais un affaiblissement de sa capacité juridique. L'association sera comme frappée de paralysie; elle ne pourra pas user des avantages de l'individualité juridique; mais les tiers pourront les invoquer contre elle; ils ne peuvent supporter les conséquences de ses fautes.

La même sanction est applicable au cas où l'association ne maintient pas la prédominance du caractère belge. La nationalité belge doit s'affirmer dans l'association par une majorité des membres belges, que l'article 17^{ter} propose de fixer au moins aux trois cinquièmes.

Cette mesure ne constitue pas une mesure de défiance contre la collaboration d'étrangers. La Belgique est le pays classique de la liberté et de l'hospitalité et elle a convié les étrangers à lui prêter leur concours pour la poursuite en commun de buts scientifiques. Non seulement elle admet à l'exercice de ses droits la personne morale étrangère, mais elle offre même la personnalité civile aux associations internationales à but scientifique, créées chez elle et dont l'administration ne compte qu'un belge.

TITRE II.

Les établissements d'utilité publique.

Art. 18.

Le droit pour les particuliers de créer des établissements d'utilité publique marque une orientation nouvelle. Il sort du cadre de notre Code civil, qu'il élargit pour le mettre en harmonie avec une évolution juridique se manifestant dans beaucoup de pays.

Le Code civil limitait la direction patrimoniale de l'homme à la durée de sa vie. Il l'empêche de se survivre en soumettant son patrimoine à des règles de gestion engageant l'avenir. La substitution n'est pas permise.

La création d'établissements d'utilité publique destinés à se perpétuer et à poursuivre un but, sans terme fixe, suivant des statuts imposés, est une conception hardie, qui est de nature à féconder les sources de la générosité prévoyante et à faire profiter l'intérêt général d'œuvres conçues et alimentées par des bienfaiteurs éclairés.

La volonté d'un particulier, agissant seul en dehors de toute convention, peut donc créer un être juridique qui disposera indéfiniment d'un patrimoine suivant ses instructions.

On comprend que le Gouvernement se réserve le droit d'approuver une décision qui peut avoir un retentissement prolongé sur l'activité nationale et immobiliser les biens pour des fins limitées.

Il a même indiqué un terrain d'activité. Le projet de loi répute institution d'utilité publique toute institution qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel, tend à la réalisation d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.

L'énumération de ces caractères n'est pas exemplative et elle est plus étroite que l'énumération faite primitivement par le projet de loi à l'article premier : elle ne comprend que le caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique et pédagogique, omettant ainsi les caractères politique, de bienfaisance et d'agrément.

Le mot philanthropique a un sens bien large ; il comprend les œuvres de bienfaisance ; il peut même dans une certaine mesure, comprendre les œuvres d'« agrément » ; car la distraction du corps et de l'esprit peut devenir une œuvre de philanthropie et même de pédagogie.

Peut-être ne serait-il pas inopportun d'ajouter à l'énumération le mot « sportif » qui n'est pas synonyme de frivolité ou de plaisir, mais qui évoque

l'idée d'hygiène, de santé, de formation physique, de voyage, de connaissances géographiques, et qui, dans les pays du Nord, occupe une grande place dans l'éducation physique de la race. Cette extension présenterait d'autant moins d'inconvénient que le Gouvernement, dans chaque cas d'application, a le droit d'approuver ou de désapprouver.

Toutefois il importe de faire remarquer que, dans la pensée de ses auteurs, le cadre du projet de loi est large. Il pourrait éventuellement être étendu à de nouvelles activités par une disposition législative.

On comprend que le projet de loi ait exigé un acte de disposition donnant toutes les garanties, c'est-à-dire, un acte authentique. Mais le testament olographe peut s'imposer par les circonstances.

Par amendement à l'article 18, la Section Centrale propose d'ajouter aux mots « par actes authentiques » les mots « ou par testament olographe ».

ART. 19.

Le projet de loi a soin de mettre ces actes à l'abri des contestations des héritiers et ayant-cause du donateur. Il leur enlève le droit de contester la validité de toute donation, faite en vue de créer un établissement d'utilité publique et communiquée au Gouvernement aux fins d'approbation. Mais cette restriction ne porte pas atteinte aux droits des créanciers et des héritiers réservataires qui ont le droit de prendre leur recours au tribunal. Ce recours ne pourrait-il porter éventuellement sur la validité? Le texte semble décider la négative. Le Gouvernement interrogé à ce sujet se déclare d'accord pour assurer leurs droits et pour le marquer d'une façon plus nette par un double amendement qui reprend le texte primitif proposé par la Commission consultative.

Le premier amendement interdit aux héritiers et ayant-cause, non pas d'attaquer la validité de la libéralité, mais de *retracter* la déclaration authentique faite par le fondateur. Ils sont même tenus, en cas de décès des fondateurs ou s'il n'y a pas d'exécuteur testamentaire, à communiquer au Gouvernement soit l'acte authentique, soit le testament.

Le second amendement introduit un article 23^{bis}, qui consacre le droit commun en permettant aux créanciers ou héritiers réservataires des fondateurs, donateurs ou testateurs, de poursuivre éventuellement l'annulation des actes faits en fraude de leurs droits, et même la dissolution de l'établissement d'utilité publique et la liquidation de ses biens.

Ces amendements suffisent pour faire respecter la volonté du fondateur pendant la période qui précède l'approbation du Gouvernement et pour en maintenir les effets dans les limites du Code civil.

La saisine attribuée à l'exécuteur testamentaire chargé de réaliser les instructions du testateur, est une mesure qui sauvegarde l'intérêt public visé par la donation.

ART. 19^{bis}.

Le Gouvernement, en donnant son approbation, règle les mesures d'exécution. Les actes de fondation sortent leurs effets du jour où ils ont été

communiqués au Gouvernement ou du jour du décès du fondateur. C'est conforme à la volonté présumée du fondateur qui peut néanmoins prendre d'autres dispositions.

ART. 20.

La personnalité civile ne sera conférée à l'institution que si ses statuts sont approuvés par le Gouvernement. Puisque le donateur est destiné à disparaître et qu'il n'existe pas d'associés propriétaires et gérants des biens, les statuts de l'établissement, constatant la volonté créatrice, constituent l'élément fondamental de son existence.

Aussi le projet exige-t-il que ces statuts contiennent les dispositions indispensables, parmi lesquelles, l'objet visé, le siège qui doit être nécessairement en Belgique, les noms, professions, domiciles et nationalités des administrateurs, ainsi que le mode selon lequel les nouveaux administrateurs seront désignés ultérieurement et la destination des biens au cas où l'institution viendrait à disparaître.

ART. 20^{bis}.

Si des modifications aux statuts s'imposent, elles peuvent être réalisées par un accord entre la majorité des administrateurs en fonction et le Gouvernement. Cette collaboration obligatoire est une garantie contre l'arbitraire. Le projet de loi prévoit que, si l'accord ne s'établit pas, la loi pourrait décider des modifications devenues indispensables.

Il ne s'agit pas de livrer les établissements d'utilité publique à la merci du législateur, mais de mieux en assurer la destinée dans des cas exceptionnels. Le respect de la volonté créatrice est la règle fondamentale qui s'impose à toutes les décisions.

ART 20^{ter}.

La publication s'impose pour les statuts, leurs modifications, les nominations, démissions, ou révocations d'administrateurs, avec la sanction spéciale de l'article 29 qui est la même que celle de l'article 17^{quater} et qui consiste à frapper l'être moral d'une incapacité relative.

ART. 21.

La commission consultative, consciente de faire une œuvre complète d'innovation ou de création, s'est attachée avec beaucoup de soin à prévoir dans son rapport le remplacement des administrateurs qui doivent garantir la continuité de l'œuvre.

Elle traite cette matière délicate avec beaucoup de doigté, laissant la plus grande place possible à la liberté des combinaisons. Les statuts doivent indiquer les procédés à suivre, tels que la cooptation, la nomination soit par une autorité publique, soit par des particuliers qui peuvent être désignés par leur qualité ou suivant des conditions déterminées d'avance, par exemple, les

professeurs de telle faculté universitaire, le médecin de tel hôpital, etc. Ce ne sont là que des suggestions. L'expérience complètera aisément ce que ces prévisions ont nécessairement de vague et d'imprécis. L'essentiel est que la liberté ne soit pas gênée inutilement. Elle sera assez féconde pour trouver les solutions et pour les améliorer progressivement. L'exemple des pays, comme l'Angleterre, engagés dans cette voie depuis des siècles, ne peut que faciliter la tâche.

ART. 22.

La publicité de l'article 22 qui porte sur le compte de l'exercice écoulé et sur le budget du prochain exercice est adaptée au droit de contrôle du Gouvernement. Elle doit se faire par la voie des annexes du *Moniteur*, comme pour les associations sans but lucratif placées plutôt sous le contrôle de l'opinion publique, et aussi par la communication directe au Gouvernement. Cette publication et cette communication doivent avoir lieu dans les deux mois de la confection du compte et du budget.

ART. 22^{bis}, 23 et 23^{bis}.

Les dispositions, auxquelles sont soumises les associations sans but lucratif au point de vue de la possession limitée des immeubles, de l'autorisation gouvernementale des libéralités, et du droit des créanciers ou héritiers, sont applicables aux établissements d'utilité publique.

ART. 24 et 25.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts. Ceux-ci peuvent naturellement prévoir des délégations de pouvoirs tant pour la gestion que pour les actes judiciaires.

L'établissement répond par tous ses biens de l'exécution de ses engagements et aussi des fautes de ses préposés ou représentants. C'est le droit commun applicable aux personnes physiques.

ART. 26.

Le Gouvernement exerce un contrôle sur l'utilisation des biens qui doit être faite conformément au but de l'institution. Mais il laisse au Ministère public le soin de provoquer les décisions judiciaires, que comporte une mauvaise gestion et dont la plus efficace semble être la destitution des administrateurs en défaut. De nouveaux administrateurs pourront être désignés en conformité des statuts, ou, si le tribunal le décide ainsi, par les soins du Gouvernement. Cette suprématie de la Justice est la meilleure garantie donnée aux donateurs contre toute tentative du Gouvernement de détourner l'œuvre de son but.

Une intervention judiciaire ou gouvernementale ne pourra se produire qu'à bon escient et pour des motifs graves. Elle ne s'inspirera pas d'un esprit formaliste ou bureaucratique, qui, le plus souvent, est la négation de l'esprit d'initiative, d'innovation et de générosité prévoyante, source féconde des œuvres sociales.

ART. 27 et 28.

La dissolution de l'institution peut être imposée par les circonstances, notamment par le fait qu'elle est incapable de rendre à l'avenir les services pour lesquels elle a été créée. Ici encore c'est le Tribunal qui, sur l'initiative du Ministère public, statue et nomme les liquidateurs, avec mission, après paiement du passif, de donner aux biens les destinations prévues par les statuts. Mais il faut tout prévoir, même l'impossibilité de réaliser les destinations statutaires. Dans ce cas exceptionnel, il n'est pas d'autre moyen que de permettre au tribunal d'autoriser les liquidateurs à remettre les biens au Gouvernement, qui leur donnera une destination se rapprochant, autant que possible, de l'objet en vue duquel l'institution a été créée. C'est toujours la volonté du fondateur, inscrite dans les statuts, qui s'impose au respect de tous ceux qui participent à la liquidation.

*
**

Le droit d'interjeter appel des décisions judiciaires à intervenir est une garantie supplémentaire. Il existe sans égard de l'évaluation de litige.

ART. 29.

L'omission des publications n'entraîne pas la nullité à l'égard des tiers qui, eux, peuvent l'invoquer contre l'institution. C'est la sanction prévue également dans le régime des associations sans but lucratif.

TITRE III.

Dispositions fiscales.

ART. 30 ET 31.

L'État, en permettant de posséder des biens à des œuvres ayant une existence illimitée, se prive d'une source de revenus normaux.

Il perd les droits qu'il percevrait au décès des particuliers détenteurs de ces biens, droits de mutation entre vifs ou droits de successions suivant que les titulaires des droits de propriété se trouvent ou non engagés dans les liens d'une tontine.

Il est logique que l'État cherche une compensation dans un droit annuel forfaitaire destiné à remplacer les droits fiscaux virtuellement perdus.

Le droit proposé par le projet de loi est de fr. 0.50 par 100 francs sans fraction à percevoir sur la valeur de l'actif brut. Il atteindra aussi bien les associations et établissements existant déjà en vertu de lois spéciales que ceux à venir, et le Gouvernement, par un amendement, propose de mettre sur le même pied, les associations internationales à but scientifique.

La charge peut devenir très sensible pour les grandes institutions. Ainsi la Fondation Universitaire, si elle disposait d'un capital de 100 millions, serait frappée d'une taxe forfaitaire annuelle de 500,000 francs, qui

s'ajoute à l'impôt ordinaire et qui diminue d'autant l'action bienfaisante. Il en serait de même si ce capital était réparti entre divers établissements d'utilité publique ou associations sans but lucratif. L'actif est frappé, qu'il soit productif ou non. La loi vise tout le patrimoine, immobilier et mobilier, non seulement les capitaux portant des revenus, mais aussi le mobilier improductif, mis au service du but social et d'un entretien onéreux; literies des hôpitaux, matériel de chirurgie, bibliothèques, etc., ainsi que les immeubles et locaux qui demandent des dépenses d'autant plus lourdes qu'ils sont affectés à des services d'utilité publique : musées, hospices, cliniques, auditoires universitaires, etc. Le passif n'est même pas déduit de l'actif.

Il va de soi que l'évaluation peut atténuer quelque peu les charges fiscales; les biens ainsi livrés à l'usage plus ou moins public ne sont pas estimés à la même valeur que les meubles et immeubles de rapport. Mais il n'en est pas moins vrai que ces charges fiscales sont lourdes et de nature à modérer la générosité des donateurs.

Il importe de remarquer que la taxe forfaitaire annuelle vient s'ajouter à l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire aux taxes mobilière et immobilière. Pour en mesurer l'importance, il suffit de constater que la taxe de fr. 0.50 par cent francs sur l'avoir total correspond, dans l'hypothèse d'un avoir produisant un intérêt de 5 p. c., à la taxe de 40 francs pour cent sur le revenu, et elle doit être payée même sur l'avoir, qui, au lieu de produire des intérêts, est improductif ou nécessite de grands frais d'entretien! Elle constitue donc pour la personne civile une charge qui double l'impôt cédulaire avec l'aggravation d'atteindre même le capital inerte et onéreux.

La taxe annuelle de fr. 0.50 paraît excessive et de nature à rendre inaccessibles les formes juridiques nouvelles offertes aux œuvres d'intérêt moral et d'utilité publique.

*
* *

L'administration a cependant essayé de la justifier par les considérations suivantes :

« La taxe établie par l'article 50 du projet est une taxe forfaitaire. Elle » tend à dédommager le Trésor de la perte qu'il éprouvera du fait que les » biens affectés au service des associations sans but lucratif ne seront plus » assujettis, dorénavant, aux droits des transmissions par décès.

« Sous le régime actuel, ces biens sont généralement frappés — lors du » décès des personnes au nom desquelles ils figurent — soit du droit de dona- » tion, soit du droit du succession.

« Dans la première hypothèse, le droit est, en règle de francs 15 p. c.

« Dans la seconde hypothèse, le droit est progressif par tranches, au » minimum de francs 10 p. c. et au maximum de francs 50 p. c. Il n'est pas » excessif de prendre comme moyenne le taux de 20 p. c.

« 15 p. c. + 20 p. c. = 35 p. c. $1/2$ = 17,50 p. c.

« On peut donc admettre que, sous la législation en vigueur, les biens des

» associations dont il s'agit sont passibles, au profit du Trésor d'un droit de
» francs 17,50 p. c. lors du décès de leurs propriétaires.

« D'autre part, d'après la statistique, il s'opère une mutation par décès
» tous les 25 ans environ. La taxe à payer annuellement, pour couvrir le
» Trésor de la perte qu'il subira du fait que dorénavant il ne percevra plus
» le droit de francs 17,50, doit donc être égale à $1/25$ de 17,50, soit francs
» 0.70 p. c.

« Nous avons réduit le taux à francs 0.30 p. c. dans la pensée qu'il ne faut
» pas surcharger les biens des associations sans but lucratif, et étant don-
» née, d'autre part, la circonstance que la taxe se percevra sur la valeur
» brute des biens. »

La loi du 16 août 1920, qui augmente de 50 p. c. les droits de succession et de donation en faveur de la dotation des anciens combattants est de nature à renforcer ce plaidoyer fiscal qui lui est antérieur.

Bien des éléments dans ce calcul prêtent le flanc à la discussion. Ils sont empruntés à des hypothèses qui ne sont pas toujours conformes à la réalité des faits et dont il suffit d'en indiquer quelques unes.

On suppose des transmissions par décès entre étrangers, alors que la succession entre parents est fréquente.

On suppose une succession importante à ce point que, dans l'échelle des droits, la part d'héritage subisse le droit élevé de 20 p. c. alors que ces parts ne constituent pas la règle.

On suppose une durée moyenne de possession de 25 ans, alors que des économistes documentés comme M. Wauwermans, l'évalue de 30 à 36 années.

On calcule la taxe à la 25^e partie du droit de succession à récupérer en 25 ans, alors que l'annuité, en s'accroissant de ses intérêts, atteint en moins de temps la somme à constituer.

Les données du calcul du Département des Finances sont donc sujettes à discussion. Elles se modifieraient notablement si, au lieu de considérer les biens en rapport avec des œuvres ou institutions sans individualité juridique, on les considérait dans leur situation normale, c'est-à-dire en possession d'un propriétaire ordinaire, qui les laisse en héritage à ses enfants ou parents à moins qu'il ne les ait fait sortir de son patrimoine par la vente. Les droits que le fisc peut prétendre compenser sont les droits qui seraient perçus sur ces opérations et qui sont inférieurs aux droits servant de base au calcul en discussion.

*
* * *

Pour essayer de diminuer les charges de la taxe proposée la Section centrale avait suggéré un double amendement. Elle avait proposé d'exempter de la taxe « les collections, les instruments et les objets mobiliers, affectés » exclusivement à l'enseignement, à l'assistance et au culte ». Elle avait aussi proposé de n'atteindre que la masse des biens, après distraction des

charges, et elle avait justifié ce dernier amendement par les considérations suivantes :

La perception des droits sur l'actif brut est la règle suivie pour l'application du droit d'enregistrement. Il en est autrement pour les droits de succession qui se perçoivent sur la valeur nette, c'est-à-dire l'actif diminué du passif. Logiquement le droit forfaitaire proposé tient plus des droits de succession que des droits d'enregistrement, puisque, en fait, il est appelé à remplacer avant tout ceux-ci, et l'on comprend que le projet de loi propose dans l'article 32 et suivants de le faire percevoir par les bureaux des droits de succession et suivant les règles des droits de succession. L'administrateur, il est vrai, prétend aujourd'hui que le droit de donation doit se percevoir au cas où, par un acte de société, des détenteurs de biens communs reportent leur part, par une clause de vente, sur la tête du co-propriétaire survivant. L'administration considère cette stipulation non comme une vente, mais comme une donation. Il est inutile d'entrer dans cette dissertation. Mais on croit pouvoir affirmer que ces tontines sont plus rares que les transmissions par décès soumise au droit de succession.

Il semblerait donc logique d'assimiler le droit forfaitaire au droit de succession et de le percevoir, comme celui-ci, sur la valeur nette.

Il y aurait d'autant moins d'inconvénients que le nouveau régime de l'impôt sur le revenu et sur le revenu global rend plus difficile l'intervention de tiers, prêts à se déclarer complaisamment créanciers de la personne morale. Ces tiers créanciers sont menacés doublement par la taxe mobilière et par la supertaxe.

*
* *

Les échanges de vues, qui ont eu lieu à l'intervention de la Commission consultative du Département de la Justice, ont amené la suivante : fixation de la taxe forfaitaire à fr. 0.10 pour cent francs à percevoir sur l'actif brut. La Section centrale en propose l'adoption.

ART. 32 ET 33.

La valeur vénale, sur laquelle se liquide la taxe, est calculée suivant les règles fixées pour les successions par la loi du 27 décembre 1817 et la loi du 11 octobre 1919, qui dans son article 15, n° 2 évalue l'usufruit établi pour un temps indéterminé au profit de corps moraux à un capital formé de vingt fois le montant du revenu; ce revenu est compté à raison de 4 p. c. de la valeur de la pleine propriété.

La déclaration de la consistance et de la valeur des biens se fait également suivant le régime des droits de succession. La police d'assurance, s'il en existe, doit y être jointe en copie; s'il n'en existe pas, le déclarant doit l'affirmer expressément.

ART. 34.

L'amende édictée par l'article 34 en cas de retard du dépôt de la déclaration a paru excessive.

La Section centrale estime qu'elle pourrait être fixée à 5 francs par semaine de retard.

Le régime proposé est celui qui est en vigueur en matière de succession.

ART. 35, 36, 37.

Ces articles reproduisent le système de sanction et de procédure en vigueur pour les droits de succession.

ART. 38.

A l'article 38, il faudrait, pour le commencement de l'application des dispositions finales, substituer au 1^{er} janvier 1921, le 1^{er} janvier suivant l'entrée en vigueur de la loi.

Dispositions transitoires.

ART. 39 ET 40.

L'article 39 mérite d'être souligné. Il facilite la régularisation des situations existantes en exemptant des droits proportionnels d'enregistrement et de transcription le transfert, dans les deux ans, des biens corporels, meubles et immeubles déjà affectés au service des organismes visés et en réduisant à un maximum de 25 p. c. du tarif légal les honoraires du notaire pour l'acte de transmission. Il envisage la double hypothèse d'associations ou établissements acquérant la personnalité civile et d'associations l'ayant déjà acquise.

TITRE IV.

Dérogations.

ART. 41.

Le Gouvernement propose, avec raison, d'apporter de l'unité dans le régime juridique des institutions et associations sans but lucratif. Celles, qui ont déjà reçu la personnalité civile par des lois spéciales, peuvent s'adapter aisément à la loi nouvelle qui devient le droit commun et qui admet les types les plus divers d'organismes. Elles auront, pour revoir leurs statuts, trois mois à dater de l'entrée en vigueur de la loi.

Les associations internationales à but scientifique gardent le régime juridique qui a été créé pour elles par la loi du 25 octobre 1919 ; mais elles seront soumises aux dispositions fiscales des articles 50 et suivants. Peut-être en éprouveront-elles une gêne ; mais il ne paraît pas logique de donner aux associations nationales une situation moins favorable qu'aux associations où peut dominer l'élément étranger.

Les Universités de Bruxelles et de Louvain, ainsi que la Fondation universitaire restent régies respectivement par les lois du 12 août 1911 et du 6 juillet 1920. Les raisons de cette exception ont été développées dans la partie générale.

La Section Centrale estime qu'il y a lieu d'accorder la même faveur aux trois institutions qui ont été les bénéficiaires de la Fondation universitaire : les universités de l'État à Gand et à Liège, l'École coloniale d'Anvers et l'École des Mines et de Métallurgie de Mons. Elles conserveront le régime juridique qui leur a été donné respectivement par les lois du 3 juillet 1920, du 8 mars 1920 et du 7 juillet 1920.

CONCLUSIONS.

Dans les sections il ne s'est produit aucune opposition au projet de loi. La section centrale l'a adopté à l'unanimité de ses membres, moins une abstention. Elle convie la Chambre à s'associer, par son vote, à cette œuvre de justice et de progrès, qui renforcera l'initiative privée dans sa manifestation la plus généreuse et qui servira à la fois les intérêts des particuliers, de la société et de l'État.

Le Rapporteur,

EM. TIBBAUT.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1921.

Wetsontwerp

waarbij aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u tot onderzoek is voorgelegd, is in een zeer ruimen geest opgevat. Het beantwoordt aan de behoefte van groepeerings en van gemeenschappelijke bedrijvigheid, waardoor de menschen er worden toe gedreven, hunne pogingen te vereenigen, in bestendige instellingen, om met meer zekerheid verheven doeleinden te bereiken, welke boven de persoonlijke belangen staan en ingegeven worden, hetzij door bezorgdheid voor wetenschap, kunst of godsdienst, hetzij door gevoelens van toewijding, van liefdadigheid en van socialen vooruitgang.

Het wetsontwerp beschouwt den rechtspersoon als een natuurlijk lichaam, als een lichaam onontbeerlijk voor de voortdurende van de gemeenschappelijke bedrijvigheid, dat, om te leven, het recht noodig heeft, hetwelk aan den eenling is toegekend om te bezitten, te verkrijgen, over te maken, in rechten op te treden en schenkingen te ontvangen door middel van giften of legaten. Dit wordt door het ontwerp in een dubbelvorm aangenomen: — in den vorm van de vereeniging tot standgebracht door eene gemeenschap van personen, welke, een vermogen bezittende tot het bereiken van het sociaal doel, het gemeenschappelijk werk voortzet onder de bescherming der rechtbanken, onder de controle van de openbare meening, en met de minst mogelijke tuschenkomst van de Regeering; — in den vorm van stichtingen of instellingen van openbaar nut, welke met de toelating

(1) Wetsontwerp, n^o 375 (Zittingsjaar 1919-1920).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Tibbaut, Allard, Harmignie, Poncelet, Wauwermans, Pussemier.

van de Regeering worden opgericht door een stichter, doch welke binnen het gebied, bepaald door goedgekeurde statuten, voortleven onder de contrôle van de Regeering met de hernieuwde medewerking van beheerders.

Zóó stemt het ontwerp overeen met het Angel-Saksisch recht, dat het privaaf initiatief aanzet tot vooruitziende edelmoedigheid door aan de private personen toe te laten goederen te bestemmen voor bestendige doeleinden, vertegenwoordigd door maatschappijen of instellingen; dank zij dit recht kwamen in Engeland en in de Vereenigde Staten tal van werken en instellingen van moreelen aard tot stand, welke de levende getuigen zijn van de belanglooze bedrijvigheid van burgers, die trachten het algemeen belang te bevorderen op het uitgestrekt gebied van de wetenschappen, van de kunsten, van den godsdienst, van den socialen onderstand.

Op juridisch gebied wordt het wetsontwerp gewettigd in een Verslag der Raadgevende Commissie van het Departement van Justitie; dit Verslag, als bijlage opgenomen, is een stuk van eerste gehalte, methodisch, logisch, wetenschappelijk en klaar opgesteld (1).

De openbare meening is, zóó luidt het in dit verslag, gansch gewonnen; daarover moeten wij ons verheugen. Immers, sedert 1830 verkeerde België in een abnormalen toestand, waarop reeds de heer Paul Janson wees in de toelichting van zijn wetsvoorstel tot regeling van het vereenigingsrecht (3 Februari 1909). Het recht van vereeniging werd plechtig in de Grondwet gehuldigd, doch het wettelijk middel om dit recht in zijne volheid te oefenen werd niet toegekend. Artikel 20, luidende: « De Belgen hebben het recht tot vereeniging; dit recht mag niet afhankelijk worden gesteld van preventieve maatregelen », beantwoordt aan eene behoefte der Belgische ziel.

De vereeniging, die in den aard zelf ligt van het nationale leven en waarvan de weelderige levenskracht verwondering en soms ook fijne spotternij in het buitenland afdwingt, bezit echter, door een verschijnsel waarvan de verklaring niet te vinden is dan in een geest van wantrouwen, geen statuut, geen juridische inkleeding, geen wettelijke inrichting, die haar het levensrecht verzekert, alsmede het recht om de handelingen te verrichten, waardoor haar eigen leven tot uiting komt op dezelfde wijze als het leven der eenlingen.

Deze leemte wordt aangevuld door het wetsontwerp, waar het voorstelt de rechtspersoonlijkheid te verleenen aan de vereenigingen met moreel doel, alsmede aan de instellingen van openbaar nut. Dit ontwerp is bestemd om de organieke wet te worden van de rechtspersonen zonder winstgevend doel, en op rechtsgebied zal het een aanzienlijke stap vooruit zijn, daar het de zegepraal verzekert van eene gedachte die langzaam is opgetreden, doch

(1) Samenstelling van de Raadgevende Commissie: Voorzitter, de heer Ch. Dejongh, voorzitter van den Wetgevingsraad; de heeren Maurice Vauthier, leeraar aan de Vrije Hoogeschool van Brussel; Nerinx, leeraar aan de Vrije Hoogeschool van Leuven; Pladet, schepen der stad Brussel; Servais, procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel.

zich, onder den aandrang der sociale gebeurtenissen, met eene onweersaanbare kracht op het voorplan heeft gedrongen.

* * *

Op het oogenblik dat het Belgisch burgerlijk recht dit keerpunt bereikt, is het niet van belang ontbloot vast te stellen hoe het geaarzeld heeft een eind te maken aan de belemmeringen die in den weg stonden van de maatschappijen of vereenigingen, zelfs van die opgericht met een handelsdoel. Met langzamen tred is het burgerlijk recht den weg opgegaan, waarop wij in de toelichting van het wetsvoorstel tot verleening der rechtspersoonlijkheid aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel (*Gedrukte stukken*, 23 Juli 1913) hebben gewezen in de navolgende bewoordingen :

« Vooreerst wordt door de wet van 18 Mei 1873 op de vennootschappen » elke officieele machtiging afgeschaft en de samenwerkende maatschappij » met veranderlijk kapitaal en personeel bijgevoegd de bestaande vormen » van vennootschappen met vast kapitaal.

» Vervolgens :

» De wijzigende wet van 22 Mei 1886 vervangt het schadelijk stelsel der » ongeldigheid door dat der openbaarheid en der aansprakelijkheid.

» De wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen laat aan de » maatschappijen toe, den vorm van handelsvennootschap aan te nemen, » zonder dat zij hun burgerrechtelijken aard verliezen.

» De wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand » geeft aan de inrichting van den onderlingen bijstand den lenigen vorm, » door eene eeuwenoude practijk in 't leven geroepen.

» De wet van 31 Maart 1898 op de beroepsvereenigingen verschaft aan de » beroepsbelangen, zelfs van moreelen aard, het middel om zich in te » richten en te verdedigen in vereenigingen met rechtspersoonlijkheid. »

Eindelijk, de wet van 23 October 1919 streeft er naar om de rechtspersoonlijkheid te verleenen aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijke doeleinden ; zij werd ingegeven door het verslag over de Overeenkomst betreffende het Internationaal Landbouwinstituut te Rome (Verslag ingediend op 14 Juni 1907). Deze wet heeft eene buitengewone beteekenis, vermits zij op de vereenigingen, die onder hare beheerders slechts één Belg hebben, kan worden toegepast en zij de Regeering machtigt « met vreemde Mogendheden overeenkomsten te sluiten tot instelling, op grond van de wet, van een internationaal statuut der internationale wetenschappelijke vereenigingen »; aldus beoogt zij de mogelijkheid, een statuut-type tot stand te brengen, dat geene landgrenzen kent. Doch, uit hoofde van de voordeelen zelf, toegekend aan de bedrijvigheid der vreemdelingen, heeft zij, door middel van een in het eerste voorstel gebrachte wijziging, de verleening der rechtspersoonlijkheid afhankelijk gemaakt van de tusschenkomst der uitvoerende macht. De Regeering beloofde overigens aan de Kamers, eerlang eene regeling van gemeene recht voor te stellen voor de rechtspersoonlijk-

heid der Belgische vereenigingen of instellingen met moreel doel. Het indienen van het aanhangige wetsontwerp is het bewijs, dat de Eerste Minister en de Minister van Justitie hun woord gestand deden.

* * *

Het ware overbodig hier opnieuw over te gaan tot de debatten, die het werk van de Wetgevende Kamers hebben bevorderd.

Het zal volstaan de namen der Belgen te vermelden, die op schitterende wijze hebben deel genomen aan den strijd voor de rechtspersoonlijkheid der vereenigingen met moreel doel : de heeren Van den Heuvel, Van Overbergh, Edmond Picard, Alphonse Leclercq, Prins, Vermeersch, Hermans, Wodon, van Biervliet, het Instituut-Solvay met de heeren Marcq, Vauthier en P. Errera, de heeren Biebuyck, Eugène Baudoux, Henri Lambert en, ten slotte, Van Cleemputte, die tot verdediging van deze gedachte een echt monument van juridische wetenschap heeft opgericht.

In zijn verslag over het wetsvoorstel, waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijke doeleinden, zet hij op meesterlijke wijze de in aanmerking komende stelsels uiteen, alsmede elk belangrijk initiatief en de studiën, welke in de onderscheidene landen voorkwamen en waarvan het meerendeel, naar hij zegt, na dit voorstel tot uiting kwamen ; hij toont ons de onweerstaanbare strooming, waardoor wij tot het aanhangige ontwerp worden gevoerd. (*Gedrukte stukken der Kamer*, 1910, II, bl. 782.)

Wij kunnen enkel naar dit verslag verwijzen, en wij bepalen er ons bij, een hoofdfeit te doen uitkomen, dat zich in den ontwikkelingsgang der gedachten deed gelden, namelijk de toetreding van den Bond der Belgische advocaten, die, op het initiatief van den heer Paul Janson, steller van een wetsontwerp, verscheidene vergaderingen wijdde aan de behandeling van dit vraagstuk ; op 15 Februari 1908 bracht zij een tweevoudigen wensch uit : de eene — die reeds verwezenlijkt is — tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijke doeleinden, de andere ten vóordeele van de gedachten welke door het onderhavige ontwerp worden gehuldigd.

Deze wensch luidde :

» De Bond der Belgische advocaten

» Verklaart :

» 1^o Dat rechtspersoonlijkheid dient te worden verleend aan al de » vereenigingen zonder winstgevend doel, die zulks verlangen, mits de een- » voudige formaliteit der registreering ;

» 2^o Dat de aldus verleende rechtspersoonlijkheid het recht om te » bezitten en te verkrijgen moet medebrengen, doch dat, wat de giften en » legaten betreft, de beschikkingen slechts van kracht zullen zijn in zoo- » verre zij door de Regeering, overeenkomstig de wet, werden toe- » gelaten. »

» Dit was in den grond, — voegde de achtbare heer Van Cleemputte in
 » zijn verslag er bij —, het voorstel van den achtbaren heer Tibbaut : de
 » registrering is niet meer dan de bekendmaking, en dezelfde vergadering
 » nam een en ander met dezelfde goedgunstigheid en tegelijkertijd aan; dit
 » strookt met wat de wetenschappelijke en artistieke vereenigingen in hun
 » verzoekschrift hebben opgegeven. »

*
* * *

Het onderhavige wetsontwerp schijnt de logische uitkomst, het praktische besluit dezer debatten te zijn. Zij zullen niet onvruchtbaar zijn geweest, daar zij in onze wetgeving, met de erkenning der rechtspersonen, een beginsel van gerechtigheid en van leven zullen hebben doen opnemen. De geest van samenhoorigheid heeft zich in de hedendaagsche maatschappij ontwikkeld met den vooruitgang der gedachten en ook met den overvloed van middelen, door de macht der voortbrenging opgeleverd. Die geest voelt de behoefte zich te uiten door ruime giften aan instellingen van openbaar nut. De groote vermogens, welke uit nijverheid en uit handel werden gewonnen, houden er vaak aan, zich nuttig te maken en de namen hunner bezitters te hechten aan wetenschappelijke, moreele, godsdienstige, liefdadige werken, welke geroepen zijn nog na hen voort te bestaan.

De gemeenschap heeft er belang bij, deze beweging te steunen, recht te doen aan de edelmoedige verzueringen welke niets anders vragen dan zich te kunnen doen blijken. Men dient hen toe te laten, tot het algemeen belang bij te dragen door het tot stand brengen en het begiftigen van vereenigingen of instellingen van moreel of openbaar belang, waarvan het wettelijk bestaan een blijvende hulde zal zijn en aan de verlichte bedrijvigheid van edelmoedige medeburgers en aan de hoofdhoedanigheid der Natie, die in den geest van vereeniging een harer groote moreele krachten zoekt.

Tot nog toe werden door den Belgischen wetgever slechts halve maatregelen getroffen. Hij bepaalde er zich in 't algemeen bij, het bestaan van instellingen of maatschappijen zonder winstgevend doel, welke door hunnen bijval ontzag hadden afgedwongen, te bevestigen door bijzondere wetten (1),

(1) *Vereenigingen en instellingen waaraan rechtspersoonlijkheid door bijzondere wetten toegekend werd.*

1. — Hoogescholen te Brussel en te Leuven. Wet van 12 Augustus 1911. *Staatsblad* van 21/22 dito.

2. — Internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel. Wet van 25 October 1919, *Staatsblad* van 5 November 1919.

3. — Koloniale School te Antwerpen. Wet van 8 Maart 1920. *Staatsblad* van 11 April 1920.

4. — Belgische Vaderlandsche Bond tegen het alcoholisme. Wet van 12 Maart 1920, *Staatsblad* van 25 dito.

5. — Maatschappij der ingenieurs en nijveraars. Wet van 12 Maart 1920. *Staatsblad* van 26 dito.

6. — Belgische Koninklijke Maatschappij van Aardrijkskunde. Wet van 12 Maart 1920, *Staatsblad* van 23 dito.

7. — Belgische Touring-Club. Wet van 12 Maart 1920. *Staatsblad* van 23 dito.

8. — Moto-Club van België. Wet van 12 Maart 1920. *Staatsblad* van 23 dito.

9. — Belgische Wielrijdersbond. Wet van 12 Maart 1920. *Staatsblad* van 23 dito.

terwijl de overige beheerscht bleven door de onvolledige regelen, van de onbenoemde overeenkomst, die geen rechtspersoon in 't leven roepen en de leden aanstellen als gemeenschappelijke bezitters.

Deze handelwijze was noch logisch, noch aanmoedigend. Zij bezwaarde de werking van het reeds overlaste Parlement en hinderde nog veel meer de werken bij hun ontstaan en hun eerste ontwikkeling, wanneer zij het meest behoefte hebben aan vrijheid van beweging. Daarop vestigden wij de aandacht bij de behandeling der wet, waarbij aan de hoogeschoolen te Brussel en te Leuven de rechtspersoonlijkheid werd verleend, welke men weigerde aan de Nieuwe Hoogeschool of Instituut voor Hoogere Studiën.

Zulke regeling is tegen de natuur. Zij weigert het bestaan te erkennen van de rechtspersonen tot het oogenblik waarop zij, ondanks die belemmeringen, een levenskracht hebben ontwikkeld buiten de wet om, welke ten slotte de wettelijke erkenning afdwong. Zij verplicht werken, die alle belangstelling waardig zijn, hun ontstaan en hunner ontwikkeling onder uitvluchten en toevallige practijken te bemantelen, wanneer men hen zou moeten het recht laten zich in volle vrijheid en volgens het gemeene recht te ontwikkelen.

Door het wetsontwerp zal een rechtstoestand in 't leven geroepen worden, die slechts voordeelig kan zijn voor de oprichting en den bloei van die duizenden inrichtingen, welke het sociale wezen in het land kenmerken en tot zijn intellectueel, moreel, liefdadig leven bijdragen tot groot voordeel van de gemeenschap.

België, dat reeds eene eereplaats bekleedde door zijne vrijzinnige wetgeving betreffende de gemeenschappelijke bedrijvigheid met een handelsdoel, zal onder de vooruitstrevende landen plaats nemen door de regeling van de gemeenschappelijke bedrijvigheid met moreel of intellectueel doel. Het bereidt haar een dubbelen juridischen steun welken zij vrij is al of niet te gebruiken, namelijk : eene nationale vereeniging voortvloeiende uit het onderhavige ontwerp dat de rechtspersonen onderwerpt aan het gemeene recht, en eene internationale vereeniging voortvloeiende uit de wet van 25 October 1919, krachtens welke het privaat initiatief kan overleg plegen van land tot land en op wetenschappelijk gebied kan handelen door internationale vereenigingen, in navolging van de officieele inrichtingen welke de Staten door verdragen tot stand brengen en waarvan de Volkenbond het meest treffend voorbeeld is wegens de ruime opvatting en het verheven doel.

*
* * *

10. — « Société royale de Philantropie de Bruxelles ». Wet van 23 Mei 1920. *Staatsblad* van 30 Mei 1920.

11. — Staatsuniversiteiten te Gent en te Luik. Wet van 3 Juli 1920. *Staatsblad* van 29 dito.

12. — Universitaire Stichting. Wet van 6 Juli 1920. *Staatsblad* van 29 dito.

13. — School voor Mijnbouw en Metaalbewerking. Technische faculteit van de provincie Henegouw, te Bergen. Wet van 7 Juli 1920. *Staatsblad* van 29 dito.

14. — Werk der Openlucht voor de Kinderen, te Brussel. Wet van 7 Augustus 1920. *Staatsblad* van 28 dito.

15. — Maatschappij tot bescherming der Kinderen-martelaars. Wet van 7 Augustus 1920. *Staatsblad* van 23 dito.

De Belgische instellingen, welke door bijzondere wetten rechtspersoonlijkheid hebben verkregen, zullen zich aan de organieke wet moeten onderwerpen en hunne statuten daarmee in overeenstemming brengen. Zij die, ten getale van zes, door de wet van 12 Mei 1920 werden erkend, werden daarvan uitdrukkelijk verwittigd.

Er dient nochtans een uitzondering te worden gemaakt voor de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doeleinden, voor de Hoogescholen te Brussel en te Leuven en voor de Universitaire Stichting, welke een bijzonder ruim rechtsstatuut hebben bekomen bij de wetten van 12 Augustus 1911 en van 6 Juli 1920.

De wet van 12 Augustus 1911 werd bijna eenparig aangenomen ten gevolge van de onderhandelingen gevoerd tusschen de Regeering en de Hoogescholen, zoodat aan deze laatste een bijzondere en zeer voordeelige regeling werd verzekerd. Het is een speciale wet, een uitzonderingswet, waarbij aan de Hoogescholen de meest volledige onafhankelijkheid tegenover de Openbare Machten wordt gelaten en haar in de toekomst de zelfstandigheid wordt verzekerd, welke zij in 't verleden hebben genoten.

De stukken der wetgeving zijn beteekenisvol. De Memorie van Toelichting is uitdrukkelijk :

« De Regeering, zegt zij, heeft geenszins op het oog, middellijk of onmiddellijk de vrijheid te bekorten die de hoogescholen thans genieten. Het is » haar een vaste overtuiging dat zij, bovenal, gesteld zijn op het behoud der » volstreckte onafhankelijkheid, welke zij steeds hebben genoten en waarin » zij, met volle recht, de reden vinden van hare leefbaarheid, het kenmerk » van haar wezen en de waarborg harer populariteit. Zij zouden er niet in » toestemmen, dat voorrecht, waarop zij prijsstelden, nêr te leggen in de » handen van de Staatsmacht, en waarschijnlijk zouden zij een weldaad » weigeren, mocht die voor haar eene belemmering worden. »

Het Parlement roemde niet minder de zelfstandigheid der Universiteiten als een vereischte voor hun bestaan. Dochters van de vrijheid, zijn zij haar hun bijval verschuldigd en zonder haar zouden zij niet kunnen leven.

« De wet, zegde de verslaggever, de heer Van Cleemputte in de Kamer, » weigert op welkdanige wijze ook in haar beheer tusschen te komen of » haar te controleeren. In het Hooger onderwijs is elke contrôle eene » onderwerping, en, daarenboven, wordt de beste contrôle uitgeoefend » door de Hoogescholen zelf ten overstaan van de openbare denkwijze.

» Anderdeels, zegde in den Senaat de verslaggever, Graaf Goblet » d'Alviella, gold het ook niet, aan de Hoogescholen, in ruil voor den » rechtstoestand haar door den Staat geschonken, vergulde ketens aan te » bieden, welke hare zelfstandigheid voor het heden en voor de toekomst » belemmeren. »

In de merkwaardige besprekingen, die in de Kamer hebben plaats gehad, vindt men talrijke blijken van vertrouwen in deze twee groote instellingen, die der vrijheid hebben eer aangedaan, die hun stempel hebben gedrukt op de hooge Belgische beschaving en die door de werken van professoren en

leerlingen den glans, welke om den naam van België in den vreemde schittert, hebben verhoogd.

Onder die omstandigheden zou het niet te begrijpen zijn dat men hun door eene terugwerkende kracht van de wet de waarborgen van onafhankelijkheid ontnam, die hun zoo plechtig werden gegeven. Het zou niet te begrijpen zijn dat, volgens de voorgestelde regeling der instellingen van openbaar nut, de Regeering het beheer er van ging controleeren en zich het recht toeëigende, bij voorkomend geval de afzetting van de beheerders te eischen. Ook is de Middenafdeeling het met de Regeering eens om hun in het genot te laten van het bijzonder statuut, verleend door de wet van 12 Augustus 1911.

De Universitaire Stichting, erkend door de wet van 6 Juli 1920, heeft eveneens een bevoorrecht toestand verkregen. Die is te danken aan de edelmoedigheid van de « Commission for Relief in Belgium », die het recht heeft een afgevaardigde in het beheer te benoemen. Door het opheffen van die bevoorrechte regeling, gewettigd door hunne edelmoedige daad en door hun verheven inzicht, zou men de bedoeling van de stichters miskennen.

De uitzondering geldt ook voor de Staatsuniversiteiten van Gent en Luik, — voor de Koloniale School te Antwerpen, — voor de School voor Mijnbouw en Metaalbewerking, technische faculteit van de provincie Henegouw, te Bergen, die door de Universitaire Stichting werden begiftigd en onderscheidenlijk rechtspersoonlijkheid hebben verkregen door de wetten van 3 Juli 1920, van 8 Maart 1920 en van 7 Juli 1920.

*
* *

De voorgestelde wet vergemakkelijkt het betrachten van doeleinden van blijvenden aard door vereenigingen met rechtspersoonlijkheid, en dit kan geen verwondering baren voor hen, die gelooven dat het recht een levend iets is en zich steeds hervormt in het bestendig trachten om zich aan te passen aan de economische en sociale toestanden. Deze wet wil de juridische vormen in overeenstemming brengen met de feitelijke toestanden, die zich voordoen onder onze oogen.

De werken die, ondanks de gebrekkige wetgeving van thans, blijven voortbestaan op het gebied dat voor hun bedrijvigheid werd gekozen, die de leden overleven en hun sociale taak van geslacht tot geslacht overmaken, zijn overtalrijk, zoodanig dat, indien zij door een geweldigen slag opeens kwamen te verdwijnen, ons Belgisch wezen daardoor diep zou gewijzigd zijn.

Door aan die werken de rechtspersoonlijkheid te schenken, doet de nieuwe wet niets anders dan een sociaal verschijnsel erkennen en de uiting daarvan vergemakkelijken.

Zij doet dit door aan de vereenigingen met een moreel doel de voordelen van de rechtspersoonlijkheid toe te kennen, wat sedert lange jaren de handelsvennootschappen hebben verkregen, en zij erkent dat de onbaatzuchtige werken met louter moreele bedoelingen evenveel aanzien verdienen als de maatschappijen opgericht tot het nastreven van stoffelijke voordelen.

Doch het verschil in de nagestreefde doeleinden brengt noodzakelijk-kerwijze verschil mede in de wijzen van de juridische regeling.

De handelsvennootschappen, evenals de burgerlijke maatschappij van de artikelen 1852 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, wordt beheerscht door het stoffelijk belang der deelgenooten en is bijgevolg beperkt door den tijd en het menschelijk bestaan; de wet bepaalt den langsten duur daarvan op dertig jaar behalve voor de uitzonderlijke, wel omschreven gevallen.

De vereeniging met moreel doel, evenals de instelling van openbaar nut, wordt beheerscht door het moreel doel, dat zij beoogt en dat kan aanspraak maken op onbeperkten duur.

Als logische gevolgtrekking vloeit daaruit voort, dat het bestaan van deze twee instellingen niet moet beperkt worden wat den duur betreft, en dat het belang der leden, der stichters of der beheerders moet kunnen afhankelijk gemaakt worden van het bereiken van het gemeenschap-pelijk doel in zooverre dat het deze en hunne erfgenamen elk recht doet verliezen op het vermogen van de vereeniging bij ontslagneming, afzetting of overlijden, en dat het het vermogen van eene ontbonden instelling doet overgaan op gelijkaardige instellingen.

Deze opvatting, waarop het Regeeringsontwerp steunt, maakt echter geen inbreuk op de vrijheid der overeenkomsten en der beschikkingen. Zij verbiedt niet aan de leden, noch aan de stichters, de draag-wijde daarvan te beperken binnen het kader der statuten, bij voorbeeld door het beperken van het bestaan van den rechtspersoon, of door aan de leden, stichters en erfgenamen het recht toe te kennen de leden of de bestuurders aan te wijzen, de rechten op het vermogen der vereeniging te bepalen, meer inzonderheid in geval van vereffening.

De wet is lenig genoeg om aan den ondernemingsgeest ruime baan te laten en om het opbloeien van edelmoedige betrachtingen in de meest verschei-den vormen toe te laten.

* * *

De Regeering wil daarbij hare zending van algemeen belang niet neder-leggen. In het wetsontwerp stelt zij een stelsel van inmenging voor, dat, al is het beperkt tot het streng noodzakelijke, nochtans voldoende doeltref-fend moet zijn en waarvan de voorwaarden merkelyk zullen verschillen naar gelang het vereenigingen of instellingen van openbaar nut geldt.

De Regeering heeft als gedragslijn aangenomen, waarborgen te zoeken tegen de misbruiken, minder door eene lastige inmenging dan door de openbaarmaking, door de contrôle vanwege openbare meening, door het verstandig samenstellen van de statuten en door de beschermende rol der rechtbanken.

Zij oordeelt dat men aan de burgers, die men wil aanzetten tot edel-moedige ondernemingen, op geen betere manier vertrouwen kan inboe-zemen dan door hen buiten den invloed van de politieke overheden te houden, die het klimmen en dalen der openbare meening ondergaan, die bij hun oordeel niet leven in de kalmere atmosfeer der rechterlijke overheid

en wier wisselvallige beslissingen onzekerheid kunnen laten bestaan omtrent het lot der instellingen welke aan hun gezag zijn onderworpen. De Middenafdeeling heeft zich bij die opvatting aangesloten en heeft zelfs, in overeenstemming met de Regeering, er de logische gevolgtrekking van gemaakt door aan de rechterlijke vordering een zoo ruim mogelijk arbeidsveld toe te kennen.

De vereeniging zonder winstgevend doel zal zeer weinig in voeling komen met de Regeering. Zij ontstaat en verdwijnt zonder inmenging van de Regeering, volgens den wil van de leden, juist zooals de burgerlijke maatschappij of de handelsvennootschap, en zij bekomt de rechtspersoonlijkheid van rechtswege vanaf den dag waarop de statuten, de namen, de voornamen, het beroep, de woonplaats van hare beheerders in de bijlagen van het *Staatsblad* zijn bekendgemaakt.

Zij regelt haar bestaan en geeft blijk daarvan volgens statuten, die zij vrijelijk kan opmaken, doch die de hoofdbestanddeelen moeten bevatten voor de normale werking van eene maatschappij of gemeenschap, en die tegelijkertijd de rechten der leden en die van derden moeten waarborgen.

Hare werking moet echter openbaar zijn, opdat niet enkel de leden en de schuldeischers, maar ook het volk over hare bedrijvigheid kunnen oordeelen. De openbaarheid van al wat in hoofdzaak tot de inrichting en het beheer behoort, is een van de zekerste waarborgen tegen de misbruiken. Deze openbaarheid betreft noodzakelijkerwijs de samenstelling van de vereeniging en van haar beheer, alsmede de rekeningen en de balansen.

Wordt echter een dezer voorschriften miskend, dan moet de bestraffing niet meer gevonden worden in de nietigheid of het niet-bestaan der vereeniging, maar in eene vermindering van hare juridische bekwaamheid. Dan kan zij, volgens het geval, de rechtspersoonlijkheid niet meer inroepen tegenover derden, die zulks wel kunnen doen gelden tegenover haar; dan kan zij ook geen schenkingen ontvangen.

De ontbinding en de vereffening zijn insgelijks afhankelijk van den wil der leden die, door de statuten of naar uitspraak der algemeene vergadering, bepalen wat er geworden zal van het vermogen der vereeniging, die uit vrijen wil of gerechtelijk ontbonden wordt. De rechtbanken kunnen kennis nemen van de zaak op verzoek van leden, van derden of van het Openbaar Ministerie, en doen uitspraak over de geschillen, welke kunnen oprijzen met de vereffenaars.

In hoofdzaak komt de voorgestelde regeling overeen met die, welke geldt voor de burgerlijke en handelsvennootschappen en welke, door eene lange ervaring, het vertrouwen van het volk heeft gewonnen.

De Regeering, die de Openbare Macht uitoefent, eischt slechts het recht om te beslissen over de giften gedaan aan vereenigingen zonder winstgevend doel, naar luid van artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, krachtens hetwelk de schenkingen onder de levenden of bij uiterste wilsbeschikking, gedaan ten behoeve van de godshuizen, van de armen eener gemeente of van instellingen van openbaar nut, afhankelijk worden gesteld van de machtiging bij Koninklijk besluit.

Zelfs met deze beperkingen, verwekt de tusschenkomst der Regeering eenige vrees. Mocht zij, door politieken drift beheerscht, met vooringegenomenheid tusschenbeide komen, dan zou zij het bestaan of de ontwikkeling der instellingen kunnen bedreigen en aldus bij de weldoeners, die de inrichters en de steun ervan zijn, het vertrouwen ontnemen.

De Middenafdeeling vroeg zich af, of het niet mogelijk ware, ook in deze zaak, het laatste woord aan de rechterlijke overheid te laten en bij de rechtbank een beroep toe te laten tegen de beslissing der Openbare Macht. De oplossing levert tal van moeilijkheden op. In deze zaak zou er niet alleen sprake zijn van het beschermen der burgerlijke rechten tegen de schade veroorzaakt door eene beslissing van het bestuur; deze beslissing zelf zou moeten aan eene herziening onderworpen worden. Het geldt dus een rechtstreeksch geschil tusschen de bestuursoverheid en de rechterlijke overheid, geschil dat de Grondwet heeft willen vermijden door het vestigen van het beginsel der scheiding van de machten. Anders ware het gesteld, zoo er eene rechtsmacht voor geschillen van bestuur bestond. De Belgische Wetgeving heeft echter dit punt in haren ontwikkelingsgang nog niet bereikt, punt dat in naburige landen reeds werd bereikt.

Naar alle waarschijnlijkheid zal de Regeering geen misbruik maken van haar recht van tusschenkomst. Mocht zij het doen, dan zou zij ingaan niet alleen tegen de bedoeling van den wetgever, maar ook tegen het goed begrepen belang van den Staat zelf; want zij zou een hinder stellen aan de vermenigvuldiging en de uitbreiding der instellingen, welke hare zending van algemeen belang moeten verlichten.

De Regeering heeft eene veel gewichtigere rol te vervullen in zake instellingen van openbaar nut die tot stand komen, niet krachtens overeenkomsten, maar krachtens eene eenzijdige wilsbeschikking, welke den begiftiger overleeft om het in de statuten aangewezen doel te bereiken. Zij moet machtiging verleen en tot de schenking, waardoor de instelling in het leven wordt geroepen, de statuten goedkeuren en, bij ontstentenis van eene gemeenschap die het eigendom bezit over de goederen, toezicht houden op het beheer, de benoeming van beheerders uitlokken, wanneer plaatsen openstaan, of, desnoods, zelf daartoe overgaan krachtens eene rechterlijke beslissing.

De Regeering mag echter geen inbreuk maken op de wilsbeschikking van den stichter, die ten grondslag dient aan de instelling en, in de statuten woordelijk omgezet, de verbindende keure uitmaakt zoo voor de beheerders als voor de openbare machten. Berooving is noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks te vreezen. Deze vrees zou daarenboven weggenomen worden door de beginselen van het burgerlijk recht, namelijk door het recht van herroeping der schenkingen wegens niet-uitvoering van de gestelde voorwaarden.

* * *

In dit algemeen deel der toelichting zal het volstaan te wijzen op hoofdstuk III, dat handelt over de fiscale bepalingen. Redematig is het, aan de rechtspersonen, wier levensduur onbeperkt is en wier goederen aldus aan de successierechten ontsnappen, eene vergoedende bijdrage in de lasten van

den Staat te vragen in den vorm van eene eens voor al bepaalde jaarlijksche belasting. In beginsel geeft dit tot geene betwisting aanleiding, doch met de toepassing is het anders gesteld. Is het bedrag van de belasting te hoog, dan wordt de wet daardoor ontzenuwd en heeft zij slechts een mooien titel. De belastbare zaak zelf zou ontsnappen. Er zouden noch vereenigingen, noch instellingen van openbaar nut tot stand komen. Nadat de Middenafdeeling, door middel van onderscheidene formules, getracht had verzachting te brengen in de uitwerking van de belasting van 50 centiem per 100 frank, welke het ontwerp voorstelt te heffen op de waarde van het bruto-actief, legde zij er zich op toe, tot een minnwelijke schikking te komen : daartoe stelt zij voor, het bedrag der belasting te verminderen tot op 10 centiem en de gezamenlijke goederen zonder aftrekking van de lasten tot grondslag te nemen.

Laten wij hopen dat de nieuwe wet vertrouwen inboezemen zal door de ruime strekking, waarop zij steunt, en een nieuwen spoorslag geven zal aan de instellingen met moreel doel, die den Staat in zijne zware taak ter zijde staan en eene gloriekroon voor hem uitmaken door de onbaatzuchtigheid, de toewijding, de vrijgevigheid en den geest van voorzorg zijner burgers.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

De artikelen der wet, gegroepeerd in drie titels luidende : Vereenigingen zonder winstgevend doel, Instellingen van openbaar nut, Fiscale bepalingen, laten toe, zonder moeite na te gaan hoe het mechanisme, dat wordt voorgesteld voor de werking der twee nieuwe typen van rechtspersonen, in beweging wordt gebracht.

Bij haar onderzoek daaryan bracht de Middenafdeeling daarin eenige wijzigingen, waarmee de Raadgevende Commissie van het Ministerie van Justicie zich vereenigde. Die, welke den grond der zaak betreffen, zijn niet talrijk en brengen geen storing in de algemeene regeling van het ontwerp. De meeste betreffen den tekst, die in overeenstemming werd gebracht met de terminologie der bestaande wetten in zake vennootschappen. Eenige nieuwe artikelen werden toegevoegd en men achtte het nuttig, eene nieuwe indeeling te maken volgens de stof, ten einde de studie van het geheel te vergemakkelijken.

Bij het onderzoek van de artikelen zullen wij ons houden aan de nummering van den tekst der Middenafdeeling, welke, overigens, in verband staat met de nummering van het wetsontwerp.

TITEL I.

Vereenigingen zonder winstgevend doel.

ART. 1, 2 en 2^{bis}. — *Bestanddeelen.*

Het eerste artikel is de bevestiging van het algemeen beginsel, dat de zaak beheerscht. Rechtspersoonlijkheid wordt van rechtswege verleend aan

elke vereeniging « zonder winstgevend doel ». De vereeniging behoeft geen aanvraag in te dienen ; zij verkrijgt haar recht op het wettelijk bestaan alleen door het feit dat zij tot stand komt. Dit tot stand komen geschiedt door de maatschappelijke overeenkomst, waaraan moet deelgenomen worden door een wettelijk minimum-getal van drie personen ; het heeft echter slechts uitwerksel vanaf den dag, waarop de statuten, alsmede de namen, het beroep en de woonplaats van hare overeenkomstig de statuten benoemde beheerders in de bijlagen van het *Staatsblad* zijn bekendgemaakt. Deze laatste bepaling wordt uit artikel 1 overgebracht in een artikel 2bis.

Het moreel doel, dat de vereeniging moet kenmerken, sluit het winstbejag buiten, met name de nijverheids- of handelsverrichtingen of die, waarbij een stoffelijk voordeel voor hare leden wordt betracht. De maatschappijen, die zoodanige handelingen verrichten, worden door het gemeene recht beheerscht en verdienen de bij het wetsontwerp verleende gunsten niet, onder andere het altijddurend bestaan.

De vereeniging houdt niet op, vereeniging zonder winstgevend doel te zijn, wanneer zij bijkomende stoffelijke aandeelen betracht, welke onontbeerlijk zijn opdat zij kunne bestaan en haar hooger moreel doel bereiken ; de bijdragen, de prijs der leveringen, de bezoldiging van diensten veranderen den aard van de instelling niet, wanneer deze zelf niet ontaardt door hare leden te verrijken. Zóó is de dienst van buffethouder, in een letterkundigen kring ingericht, slechts eene bijzaak, welke het maatschappelijk doel niet wijzigt.

Het najagen van eene stoffelijke winst, dat het niet winstgevend doel buitensluit, zou zich onrechtstreeks kunnen voordoen, bij voorbeeld door te speculeeren op de voordeelen of wiusten welke de verdeeling van het vermeerderd actief aan de leden zou overlaten na de ontbinding van de vereeniging. Dat zijn feitelijke zaken, waarover de rechtbanken te beslissen hebben.

Het eerste artikel beperkt het doel niet dat de gemeenschap wil bereiken. Door het ontwerp van de Regeering werden de eigenschappen, welke zij hebben mag, in algemeene bewoordingen vermeld ; het voegde er dadelijk de meer omvattende woorden bij : « of op elk ander gebied » ; zoo gold de opsomming, welke daarin voorkwam, enkel als voorbeeld.

Men had doen opmerken dat het ook het sportgebied had kunnen vermelden ; die opmerking was gegrond, vermits sport in de moderne tijden eene steeds grootere plaats inneemt en aanleiding geeft tot even talrijke als bedrijvige groepeeringsen. Het was dus logisch, de opsomming aan te vullen door de woorden : « van sport ». Dit was echter niet onontbeerlijk, daar de opsomming geen beperkingen stelde en de vereenigingen, evenals de enkelingen, onder hunne aansprakelijkheid en binnen de geoorloofde grenzen handelen.

De Middenafdeeling was van oordeel, dat het nog eenvoudiger zijn zou, eene opsomming te doen wegvallen, welke geen beperkingen stelt en slechts als eene uitlegging geldt.

In dit opzicht dient hier te worden gewezen op het verschil van de rege-

ling voorgesteld voor de instellingen van algemeen nut. Deze — wij zullen het bij artikel 18 vaststellen — steunen niet op overeenkomsten, maar op een reeds bestaande wil, dien de Regeering kan goedkeuren, indien zij binnen een bepaalden kring werkt.

De bekendmakingen, welke naar het stelsel van het wetsontwerp verplichtend zijn, zullen geschieden in de bijlagen van het *Staatsblad*, in de « Verzameling der akten betreffende de vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid genieten. » Hunne plaats daarin is van eigen aangewezen.

*
* * *

Artikel 2 legt de verplichting op, in de statuten sommige bepalingen op te nemen, bestemd om het publiek in te lichten over het leven van de vereeniging en om het belang harer leden te verdedigen. De opsomming daarvan volstaat om ze te wettigen, doch die opsomming moet aangevuld worden.

Het is noodig, van den aanvang af, de namen, de voornamen, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit der leden te doen kennen. Naar luid van artikel 6, moet de lijst daarvan jaarlijks worden openbaar gemaakt door de neerlegging ter griffie van de burgerlijke rechtbank. Deze aanduidingen zijn geschikt om het publiek in te lichten over den aard der vereeniging, beter dan dit door bepalingen zou kunnen gedaan worden.

De Middenafdeeling vroeg zich af, of er niet moest geëischt worden dat de vereeniging, bij haar ontstaan en gedurende haar bestaan, een minimum-aantal leden tellen zou. Zoo zij, bij hare oprichting, ten minste de twee leden moet tellen, die noodig zijn om eene overeenkomst te kunnen aangaan, kan men zich voorstellen dat zij haar bestaan met slechts één enkel lid voortzet. Deze oplossing wordt in sommige landen aangenomen. In andere landen eischt men een minimum van twee leden. De Middenafdeeling stelt voor er drie te eischen, volgens de oude zinspreuk: « *tres faciunt collegium* ».

Een lid wenschte het bestaan der vereeniging zonder winstgevend doel te beperken tot dertig jaar, doch tevens met voorbehoud van het recht van verlenging; de Middenafdeeling is echter van gevoelen dat de tijdduur moet overeenstemmen met het doel dat, meestal, niet door den tijd is beperkt. Deze oplossing werd reeds voor de mutualiteiten en de beroeps-vereenigingen aangenomen.

In de statuten moeten de onderscheidene aanwijzingen voorkomen welke de hoofdbestanddeelen uitmaken van de oprichting en de werking der vereeniging. Zij moeten het voorwerp uitmaken eener authentieke of onderhandsche akte en worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Staatsblad*.

Het gebrek aan openbaarmaking of de ontoereikende openbaarmaking kunnen den derde niet schaden, die ze tegen de vereeniging kan aanvoeren om haar de rechtsbekwaamheid te betwisten. Zij hebben de nietigheid van de vereeniging niet ten gevolge. Dezelfde gevolgen zijn voorzien bij de artikelen 5^{bis}, 6 en 6^{bis} wegens het gebrek aan bekendmaking of voor het geval dat de vereeniging niet meer ten minste drie vijfden Belgen onder hare

leden telt. Die bepalingen werden vereenigd in een artikel 17^{quater}. De voorgestelde oplossing dringt zich op na de rampspoedige ervaring, welke, in zake handelsvennootschappen, werd opgedaan door de nietigheid uit te spreken wegens de onregelmatigheid der akten.

Artikel 2^{bis} is slechts de herhaling van lid 2 van artikel 1.

ART. 3, 4, 4^{bis}, 4^{ter}, 5. — *Algemeene vergadering.*

De leden zèlf moeten waarborgen hebben tegenover het beheer. Het is om hunne medewerking beter te verzekeren dat er, krachtens artikel 3, eene beraadslaging van de algemeene vergadering noodig is voor de hoofdzakelijke handelingen : het wijzigen van de statuten, de benoeming en de afzetting van de beheerders, de goedkeuring der begrootingen en der rekeningen en de ontbinding der vereeniging. Het is onnoodig, n° 1 en 2 van artikel 3, die betrekking hebben op het ontstaan van den rechtspersoon, in de opsomming te vermelden.

*
* *

Artikel 4 legt de bijeenroeping van de vergadering op in de gevallen voorzien bij de statuten en, bovendien, wanneer een vijfde van de leden zulks aanvraagt.

*
* *

Het recht van de leden moet tegen de willekeur van de beheerders beschermd worden. In de artikelen 4^{bis} en 4^{ter} (vroegere artikelen 8 en 9) worden waarborgen van practischen aard voorgeschreven. Zij eischen namelijk, dat al de leden tot de algemeene vergaderingen worden opgeroepen; zij schrijven echter de wijze niet voor, welke kan verschillen volgens de plaatselijke gebruiken en overleveringen. Er wordt noch bekendmaking in het *Staatsblad*, noch aangeteekende brief vereischt. De gewone wijzen, alsdaar zijn het zenden van een mondeling of schriftelijk bericht door den bode, den deur- of huisbewaarder, ofwel de oproëping over de post, zijn toegelaten. Mochten er geschillen oprijzen, dan zouden de rechtbanken beslissen of er bedrog, opzet of fout werd gepleegd, waardoor de vereeniging of hare leden kunnen geschaad worden; bij voorkomend geval zouden zij de beslissing der onregelmatig opgeroepen vergaderingen kunnen nietig verklaren.

Het komt practisch voor, de leden vrij te laten zich ter vergadering te doen vertegenwoordigen door een ander lid of zelfs, zoo de statuten hen daartoe machtigen, door een derde. Dit maakt het voorwerp van een amendement uit. Daar de stoffelijke belangen der leden wijken voor het gemeenschappelijk nagestreefd doel, is het logisch de gelijkheid der stemmen en de stemming over de besluiten bij meerderheid van stemmen te vestigen als een beginsel. Doch, men zou de vrijheid der overeenkomsten onnoodig hinderen, indien men de leden belet daarover in de statuten anders te beschikken. Deze bemerking wettigt ook het recht, door de statuten af te wijken van den regel, krachtens welken het verboden is besluiten te nemen voor zaken, die niet op de dagorde voorkomen.

*
* *

Artikel 5 eischt, voor de wijzigingen in de statuten, behalve de vermelding van de zaak in den oproepingsbrief, de aanwezigheid van twee derden der leden en de stemming bij meerderheid van twee derden der stemmen. Wanneer de wijziging der standregelen strekt tot verandering van het doel der vereeniging, wordt gewoonlijk de toetreding van al de leden vereischt; doch deze voorwaarde komt overdreven voor in eene zaak, waar het afwezig zijn van persoonlijke belangen veel gemakkelijker aanleiding geeft tot onthouding of afwezigheid. Ook eischt artikel 5 slechts de eenparigheid van de leden aanwezig ter vergadering, welke geldig kan beraadslagen bijaldien zij twee derden der leden vereenigt. Doch men dient het geval te voorzien dat de vereeniging er niet toe geraakt, het gewenscht aantal leden te vereenigen, en, tenzij men haar wil tot werkeloosheid doorn, moet men haar toelaten eene tweede vergadering bijeen te roepen, welke zonder dit vereischte beslissingen kan nemen. In dit geval zou de goedkeuring van de beslissing door de rechtbank een waarborg zijn. Dit is de oplossing, welke de Middenafdeeling voorstelt.

ART. 5^{bis}, 6, 6^{bis}. — *Openbaarmaking.*

Daar het publiek moet kunnen kennis nemen van de wijzigingen in de statuten, van het beheer en van de samenstelling der vereeniging, is het logisch dat men de bekendmaking van deze hoofdzakelijke punten eischt. De jaarlijksche lijst van de leden, met de opgave van hunne nationaliteit en hunne woonplaats, moet worden neergelegd ter griffie van de burgerlijke rechtbank en al de akten moeten de melding dragen : « Vereeniging zonder winstgevend doel ». Deze bepalingen zijn ontleend aan de wetgeving betreffende de samenwerkende maatschappijen.

ART. 10. — *Ontslagneming, uitsluiting.*

Elk lid kan vrijelijk uit de vereeniging treden, bij voorbeeld, door middel van een eenvoudigen brief van ontslagneming gezonden aan het beheer; het verliest echter zijn recht op het vermogen der vereeniging en kan de terugbetaling der bijdragen niet vorderen.

Hetzelfde geldt voor het uitgesloten lid.

Met des te meer grond geldt dit voor de erfgenamen van een overleden lid.

De statuten kunnen echter het tegenovergestelde bepalen. Zij moeten kunnen aangepast worden aan de verschillende modaliteiten, waarvan de leden hunne hulpvaardige medewerking willen afhankelijk maken.

Het onbaatzuchtig doel, dat de leden gezamenlijk nastreven en dat boven de bekommernis der individueele belangen staat, moet het vermogen der vereeniging beveiligen tegen de aanspraken der leden; deze mogen, wanneer zij ontslag indienen of uitgesloten worden, de duurzaamheid van de inrichting niet in gevaar brengen; zij kunnen geen enkel recht laten gelden op het vermogen, dat werd tot stand gebracht voor duurzame doeleinden en waarin de betaalde bijdragen zijn begrepen.

Een lid kan zich vrijwillig uitsluiten door de betaling der bijdragen te weigeren; hij wordt geacht ontslag te hebben genomen. Het moet in elk geval vaststaan dat het wel eene weigering, niet een eenvoudige vergetelheid of vertraging is. Het beheer kan het op de gebruikelijke wijzen vaststellen zonder een deurwaarder te moeten doen optreden of een aangeteekenden brief te moeten zenden.

De uitsluiting door de algemeene vergadering is een strafmaatregel, waarvoor de meerderheid van twee derden der stemmen wordt vereischt. Zij veronderstelt ook dat de oproepingen behoorlijk zijn geschied met vermelding van die zaak op de dagorde. De rechten worden steeds gevrijwaard door het beroep bij de rechtbanken die, indien zij geen voogdij op de algemeene vergadering mogen uitoefenen, toch gerechtigd zijn om te onderzoeken of de aangeklaagde akten regelmatig zijn.

ART. 11, 12 en 12^{bis}. — *Beheer.*

De beheerraad is bevoegd om de zaken der vereeniging te leiden en haar bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte te vertegenwoordigen; het zou echter practisch voorkomen, de leemten in de statuten, die niet de opdracht van machten voorzien, aan te vullen.

In artikel 11 wordt, tot aanvulling van het eerste lid, de volgende wijziging voorgesteld :

« Hij (de beheerraad) kan, onder zijne verantwoordelijkheid, zijne bevoegdheden overdragen aan een zijner leden of zelfs, indien de statuten of de algemeene vergadering het hem toelaten, aan een derde ».

* * *

De burgerrechtelijke aansprakelijkheid is het gevolg van het genot der burgerlijke rechten. De vereeniging, door tot het burgerlijk leven te ontstaan, geniet de voordeelen daarvan, maar is ook aan de nadeelen blootgesteld; evenals dit het geval is met den enkeling, zal de aansprakelijkheid haar aanzetten tot voorzichtigheid en tot eerbiediging van andermans rechten. Elke goed geregelde vereeniging moet ten grondslag hebben dien gewonen regel der zedenleer, krachtens welken het recht van leven en handelen de verplichting meebrengt, de gevolgen zijner mislagen of der mislagen van zijne aangestelden te herstellen. Dat is het gemeene recht. De uitvoerende organen der vereeniging, die, naar het voorbeeld van de Engelsche trustees, kunnen verschillen van de organen der handelsvennootschappen, vertegenwoordigen haar en stellen hare aansprakelijkheid in de weegschaal.

De Middenafdeeling achtte het gepast, in artikel 12^{bis} den gewonen regel over te nemen, krachtens welken het bezit van onroerende goederen beperkt is voor de instellingen met een beperkt bestaan.

ART. 13 en 13^{bis}. — *Schenken.*

Het recht om schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil te aanvaarden is eene noodzakelijkheid voor de maatschappijen met moreele

doeleinden; meesttijds zal het de voornaamste bron hunner inkomsten zijn; deze bepaling, welke bij artikel 13 wordt bevestigd, is dan ook een van de grondslagen der ontworpen wet. Zij bedoelt echter veeleer het tot stand brengen van een aanzienlijk bezit, dat het vermogen vermeerderd en de toekomst verzekert.

Zij is van toepassing noch op de bijdragen, noch op den terugkoop daarvan, noch op de opbrengst van geldinzamelingen of inschrijvingen, waarvan het geheel bedrag over 't algemeen een aantal naamlooze giften van minder belang vertegenwoordigt, noch op de handgiften, met andere woorden op de giften van weinig aanzienlijke sommen.

Deze aanwijzingen werden verstrekt door het Departement van Financiën, dat aldus zijne rechtspraak beknopt samenvat en niet van plan is ze te wijzigen. Het heeft zich niet vereenigd met het ontwerp van de Raadgevende Commissie, die voorstelde, elke schenking « met inbegrip van de handgiften » te onderwerpen aan de machtiging van de Regeering. Er wordt dus geen nieuwigheid ingevoerd.

Tot de aldus opgevatte schenking moet door de Regeering machtiging verleend worden. Dat is een middel tot contrôle, gewettigd door het feit, dat de Staat een rechtswezen in 't leven roept, — wezen wiens bestaan niet is beperkt, dat bijgevolg zijne werking kan voortzetten gedurende een onbepaalden tijd en een vermogen kan bekomen, hetwelk aan de gewone oorzaken van vereffening ontsnapt.

In het algemeen gedeelte hebben wij gewezen op de vrees, die het gevaar van Staatswillekeur opwekt, en op de onmogelijkheid, in den tegenwoordigen stand van ons publiekrecht, een tegenwicht te vinden in een beroep bij de rechtbanken. De Regeering heeft er echter geen belang bij, misbruik te maken van haar recht van inmenging om de ontwikkeling der vereenigingen zonder winstgevend doel te dwarsboomen. Het land en het Parlement zouden niet toelaten dat de Regeeringswillekeur eene ruim opgevatte wet zou onvruchtbaar maken, wet die beantwoordt aan de behoefte, aan de edelmoedige betrachtingen het practisch middel te verschaffen om zich veilig te kunnen ontwikkelen.

Het voorrecht schenkingen te aanvaarden kan de vereeniging slechts dan verkrijgen wanneer zij zich onderwerpt aan de openbaarmaking, opgelegd door de artikelen 2^{bis} en 3^{bis}, en wanneer zij ter griffie van de burgerlijke rechtbank vanaf hare oprichting hare jaarlijksche rekeningen heeft neergelegd, of althans de rekeningen van hare tien laatste dienstjaren. Het is geen beperking, vermits hare toepassing afhangt van den vrijen wil der vereeniging, die in deze beperking eene aanmoediging zal zien tot betere zorg voor een geregeld beheer en voor de bekendmaking der rekeningen.

De Middenafdeeling achtte het gepast, door eene formeele bepaling — artikel 13^{bis} — aan te duiden dat de rechten van derden en van de reservataire erfgenamen der begiftigers en der erflaters op doelmatige wijze kunnen verdedigd worden door het beroep bij de rechtbanken.

ART. 14, 14^{bis}, 15, 15^{bis}, 15^{ter}, 15^{quater}, 17^{bis} en 17^{ter}. — *Ontbinding.*
Vereffening.

De rechterlijke macht is de beschermster van de private en van de openbare belangen; ook verleent artikel 14 haar de macht om over de ontbinding te beslissen. De Regeering komt er niet tusschen, en alzoo vervalt elk gevaar voor willekeur en recht- of onrechtstreeksche verbeurdverklaringen.

Het initiatief van een vraag tot ontbinding kan uitgaan van een lid, van een derde of van het openbaar ministerie dat het algemeen belang vertegenwoordigt. Hunne tusschenkomst kan om onderscheidene redenen worden gewettigd: onmogelijkheid voor de vereeniging om de vroegere verbintenissen na te leven, miskenning van haar doel door het besteden van haar vermogen aan andere doeleinden, schending van de statuten van de wet of van de openbare orde.

Doch ook hier nog wil het ontwerp het optreden van het gerecht beperken tot hoogst noodzakelijke maatregelen. Zij kan er zich bij bepalen, de aangeklaagde akten nietig te verklaren en alzoo het bestaan te redden van de vereeniging die, door deze rechterlijke ervaring geleerd, haar beheer of hare inrichting zal verbeteren.

Beroep kan, in elk geval, ingesteld worden tegen het vonnis, dat de ontbinding uitspreekt of over de vereffening uitspraak doet. Op dit gebied kan het moreel belang voor geen enkele schatting vatbaar zijn. De Middenafdeeling stelt een artikel 15^{bis} voor, waarbij het vraagstuk van het recht van beroep in zijn geheel wordt geregeld.

De ruime opgevatte geest van het ontwerp bestaat grootendeels in deze uitschakeling van de Regeeringsmacht ten bate van de Rechtbank, die buiten de politieke driften staat en een beschermend gezag uitoefent. Hij zal des te meer de edelmoedigheid der burgers aanwakken, daar hij zelfs den eerbied voor hun wil zal waarborgen.

* * *

Het gevaar van eene onrechtstreeksche verbeurdverklaring is vooral te vreezen op het oogenblik van de ontbinding. Uit dien hoofde heeft de Middenafdeeling, wanneer zij in artikel 14^{bis} den samenhang van het wetsontwerp uiteenzet, de tusschenkomst der Regeering uit dit gebied geweerd om de bevoegdheid uitsluitend aan de rechtbanken op te dragen.

De rechtbank benoemt den of de vereffenaars die, na de vereffening van het passief, de bestemming der goederen vaststellen overeenkomstig de statuten of de beslissingen der algemeene vergadering. Bij gebrek aan deze aanwijzingen, zullen zij nog steunen op het inzicht der leden door na te gaan welke bestemming het dichtst mogelijk het doel nabijkomt, waarvoor de vereeniging werd tot stand gebracht; en de leden, evenals de schuldeischer en het Openbaar Ministerie mogen van hunne beslissing in beroep komen bij de rechtbank.

De Regeering trekt zich terug : zij laat aan de belanghebbenden, aan de vereffenaars en aan de rechtbank de zorg over om de statuten toe te passen, het maatschappelijk doel te verklaren, en, zoo het nog mogelijk is, voor dat doel het vermogen van eene ontbonden vereeniging te bestemmen door de toekenning er van aan eene gelijkaardige instelling. Men zou geene regeling met meer volledige waarborgen voor de eerbiediging van den wil der leden kunnen vinden.

*
* *

De vrijheid van de overeenkomsten ligt ten grondslag aan de nieuwe regeling. De leden regelen zelf de bestemming van het sociaal vermogen; eens voor al stellen zij deze bestemming vast in de statuten en stellen zij alzoo het vermogen in veiligheid. Zij mogen bepalen, dat de goederen, ingeval van ontbinding, door de schenkers of dezer erfgenamen zullen teruggenomen worden, dat zij onder de leden in bepaalde verhoudingen zullen verdeeld worden, dat zij zullen toegekend worden aan eene bepaalde of onder gestelde vereischten te bepalen instelling. Hun wil geldt als wet voor de vereffening.

Zwijgen de statuten daarover, dan wordt de wilsbeschikking van de gemeenschap uitgedrukt door de algemeene vergadering die meesteres is over de bestemming van de vereeniging. Zij mag niet alleen de statuten wijzigen, maar ook de ontbinding uitspreken en de vereffening leiden volgens de bij de wet bepaalde vereischten.

Bij artikel 15 stelt de Middenafdeeling voor, het aannemen van de ontbinding afhankelijk te maken van de aanwezigheid van twee derden der leden en van de meerderheid van twee derden der stemmen. Is het getal vereischte leden niet aanwezig, dan kan eene tweede vergadering met de vereischte meerderheid geldig beslissen; deze beslissing moet echter aan de goedkeuring der burgerlijke rechtbank onderworpen worden, van welker vonnis kan in beroep gegaan worden.

*
* *

De regelen, bepaald voor de vereffening van eene vrijwillige ontbinding, zijn nagenoeg dezelfde als voor de ontbinding bij vonnis der rechtbank. Elke belanghebbende of het Openbaar Ministerie kunnen optreden om door een rechterlijk vonnis een of meer vereffenaars te doen benoemen, indien de statuten of de algemeene vergadering in de zaak niet hebben voorzien. Zij hebben het recht in beroep te gaan.

*
* *

Al wat de vereffening betreft : — besluiten der algemeene vergadering, beslissingen der rechtbanken, namen, beroep en woonplaats der vereffenaars — moet ter kennis van het publiek gebracht worden in de bijlagen van het *Staatsblad*. Dat is de waarborg voor de derde personen, die hunne rechten moeten kunnen doen gelden.

*
* *

Het actief kan slechts zijne bestemming ontvangen na de vereffening van het passief. Deze bestemming moet worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Staatsblad*; de schuldeischers mogen echter deze bestemming niet bij voortduur hangende houden. De Middenafdeeling stelt voor, hunne vordering te doen verjaren door verloop van vijf jaren.

ART. 17^{quater}. — *Strafmaatregelen, Bekendmaking, Nationaliteit.*

Bij verzuim van bekendmaking wordt de vereeniging niet nietig verklaard; doch hare rechtsbekwaamheid wordt er door verzwakt. De vereeniging wordt daardoor als verlamd; zij kan de voordeelen der rechtspersoonlijkheid niet doen gelden tegenover derden die deze echter kunnen inroepen tegenover haar; derde personen kunnen de gevolgen der misslagen van de vereeniging niet dragen.

Dezelfde strafmaatregel geldt ingeval de vereeniging niet, voor een overwegend deel, een Belgische vereeniging blijft. Aan dit vereischte moet worden voldaan door eene meerderheid der Belgische leden, meerderheid welke, krachtens artikel 17^{quater}, minstens op twee vijfden der leden moet worden gesteld.

Deze maatregel is niet een maatregel van wantrouwen tegen de medewerking van vreemdelingen. België is het classieke land der vrijheid en der gastvrijheid; het heeft de vreemdelingen uitgenoodigd hunne medewerking te verleenen om te zamen op wetenschappelijk gebied te arbeiden. Niet alleen laat het den vreemden rechtspersoon toe tot het uitoefenen zijner rechten; het verleent zelfs de rechtspersoonlijkheid aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijke doeleinden, die in België opgericht werden en waarvan het beheer slechts één Belg telt.

TITEL II.

Instellingen van openbaar nut.

ART. 18.

Het recht voor de private personen om instellingen van openbaar nut tot stand te brengen duidt een nieuwe richting aan. Het is niet voorzien in ons Burgerlijk Wetboek, dat het verruimt om het in overeenstemming te brengen met eenen juridischen ontwikkelingsgang dien men in vele landen vaststelt.

Door het Burgerlijk Wetboek werd het beheer der goederen van den mensch beperkt tot den duur van dezes leven. Krachtens dit Wetboek kan de mensch zich zelven niet overleven door voor zijne goederen beheerregelen te bepalen, welke in de toekomst van kracht zouden blijven. De plaatsvervulling is niet toegelaten.

Het oprichten van instellingen van openbaar nut bestemd om te blijven voortleven en, zonder vasten termijn, een doel na te jagen volgens bepaalde statuten, is een stout denkbeeld, dat geschikt is om de bronnen der vooruitziende milddadigheid vruchtbaar te maken en werken, door verlichte

weldoeners opgevat en in stand gehouden, ten goede te doen komen aan het algemeen belang.

Een privaats persoon, alleen en buiten elke overeenkomst handelend, kan dus door zijn eigen wil een rechtspersoon in 't leven roepen, die over zijn vermogen tot in 't oneindige zal beschikken, mits hij zijne onderrichtingen naleeft.

Men begrijpt dat de Regeering zich het recht voorbehoudt, eene belissing goed te keuren, die een aanhoudenden terugslag hebben kan op 's lands bedrijvigheid en goederen aan den omloop kan onttrekken tot beperkte doeleinden.

De Regeering heeft zelfs een gebied van werkzaamheid aangewezen. Instelling van openbaar nut wordt, volgens het wetsontwerp, geacht elke instelling die, met uitsluiting van stoffelijk winstbejag, de verwezenlijking nastreeft van een werk op gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde.

De opsomming van deze eigenschappen geldt niet als voorbeeld en zij is enger dan de opsomming, eerst gedaan door het wetsontwerp in het eerste artikel : zij is beperkt tot het gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst en opvoedkunde; van politiek, weldadigheid en vermaak is er geen sprake.

Het woord « philanthropie » heeft een zeer ruimen zin; het omvat de werken van weldadigheid; het kan zelfs, in een zekere mate, de werken van « vermaak » omvatten; immers, de ontspanning van het lichaam en van den geest kan een werk van philanthropie en zelfs van opvoedkunde worden.

Wellicht zou het niet ongepast zijn, bij de opsomming te voegen het woord « sport », dat niet met ijdelheid of vermaak gelijkstaat, doch doet denken aan hygiëne, gezondheid, lichamelijke opleiding, reizen, aardrijkskundige wetenschap en, in de Noorderlanden, eene ruime plaats inneemt in de lichamelijke opvoeding van het ras. Deze uitbreiding zou des te minder bezwaren opleveren daar de Regeering, bij elk geval van toepassing, het recht heeft hare goedkeuring te verleen of te onthouden.

Men dient echter te doen opmerken dat het wetsontwerp, naar de opvatting zijner ondertekenaars, ruim is. De omvang daarvan zou door eene wetsbepaling kunnen uitgebreid worden voor nieuwe werkkringen.

Men begrijpt dat door het ontwerp eene akte van beschikking wordt vereischt, hetwelk volkomen waarborgen geeft, m. a. w. een authentieke akte. Het eigenhandig testament kan echter door de omstandigheden opgelegd zijn.

Bij amendement op artikel 18 zou men aan de woorden : « bij authentieke akte » kunnen toe voegen de woorden : « of bij eigenhandig testament ».

ART. 19.

Het wetsontwerp draagt er zorg voor, die akten te onttrekken aan de betwistingen der erfgenamen en rechtverkrijgenden van den begiftiger. Het

ontneemt hun het recht, de geldigheid te betwisten van elke schenking gedaan om eene instelling van openbaar nut op te richten en aan de Regeering ter goedkeuring medegedeeld. Doch deze beperking laat onverkort de rechten van de schuldeischers en van de erfgenamen, die aanspraak hebben op het voorbehouden deel en die gerechtigd zijn om in beroep te komen bij de rechtbank. Kan, wanneer dit geschiedt, de geldigheid betwist worden? De tekst schijnt ontkennend te zijn. De Regeering, hieromtrent ondervraagd, verklaart het eens te zijn om hunne rechten té verzekeren; dit wordt duidelijker bepaald door een dubbel amendement, strekkende tot het overnemen van den eersten, door de Raadgevende Commissie voorgestelden tekst.

Het eerste amendement verbiedt aan de erfgenamen en rechtverkrijgenden, niet de geldigheid van de schenking te bestrijden, doch de authentieke verklaring *in te trekken*, welke door den stichter gedaan werd. Zij zijn zelfs verplicht, ingeval de stichters overleden zijn en zoo er geen testamentuitvoerder is, hetzij de authentieke akte, hetzij het testament aan de Regeering mede te deelen.

Krachtens het tweede amendement wordt een artikel 23^{bis} opgenomen: het bevestigt het gemeene recht door aan de schuldeischers of reservataire erfgenamen van de stichters, begiftigers of erflaters toe te laten, bij voorkomend geval de nietigverklaring van de handelingen, verricht in strijd met hunne rechten, en zelfs de ontbinding der instelling van openbaar nut, alsmede de vereffening harer goederen te vervolgen.

Die amendementen volstaan om den wil van den stichter te doen eerbiedigen gedurende de tijdruimte, welke aan de goedkeuring van de Regeering voorafgaat, en om de gevolgen daarvan binnen de grenzen van het Burgerlijk Wetboek te behouden.

De bezitneming, toegekend aan den testamentuitvoerder die gelast is de onderrichtingen van den erflater uit te voeren, is een maatregel, waardoor het bij de schenking bedoeld openbaar belang wordt gevrijwaard.

ART. 19^{bis}.

Bij het verleenen van hare goedkeuring stelt de Regeering de uitvoeringsmaatregelen vast. De akten van stichting zijn verbindend vanaf den dag, waarop zij aan de Regeering werden medegedeeld, of vanaf den dag van het overlijden van den stichter. Dat stemt overeen met den vermoedelijken wil van den stichter; deze kan niettemin andere schikkingen treffen.

ART. 20.

De rechtspersoonlijkheid zal alleen dan aan eene instelling verleend worden wanneer hare statuten door de Regeering goedgekeurd zijn. Vermits de schenker bestemd is om te verdwijnen en er geen deelgenooten eigenaars en beheerders der goederen bestaan, zijn de statuten der instelling, waarbij de wil van de oprichters is vastgesteld, het hoofdzakelijk bestanddeel van haar bestaan.

Ook eischt het ontwerp dat in die statuten de onontbeerlijke bepalingen voorkomen, waaronder het beoogde doel, de plaats van vestiging die noodzakelijk in België moet zijn, de namen, het beroep en de woonplaats der beheerders, evenals de wijze, waarop de nieuwe beheerders in 't vervolg zullen benoemd worden, en de bestemming der goederen ingeval de instelling ophoudt te bestaan.

ART. 20bis.

Zijn er wijzigingen in de statuten noodig, dan kunnen zij tot stand gebracht worden bij overeenkomst tusschen de meerderheid der fungeerende beheerders en de Regeering. Deze verplichte samenwerking is een waarborg tegen willekeur. Het wetsontwerp voorziet dat, zoo men het niet eens wordt, de wet zou kunnen beslissen over de onontbeerlijk geworden wijzigingen.

Er is geen sprake van, de instellingen van openbaar nut aan 's wetgevers willekeur over te leveren, doch het lot daarvan in uitzonderlijke gevallen beter te verzekeren. De eerbiediging van den scheppenden wil is de hoofdregel, die bij elke beslissing in acht moet genomen worden.

ART. 20ter.

De bekendmaking is noodig voor de statuten, de wijzigingen daarvan, de benoemingen, ontslagnemingen of afzettingen van beheerders, met den bijzonderen strafmaatregel vervat in artikel 29, die dezelfde is als die in artikel 17^{quater} en hier in bestaat, den rechtspersoon in een zekere mate onbekwaam te verklaren.

ART. 21.

De Raadgevende Commissie, die weet dat zij een volledig, gansch nieuw werk tot stand bracht, legde er zich met veel zorg op toe, de vervanging van de beheerders, die de voortzetting van het Werk moeten verzekeren, in haar verslag te voorzien.

Zij behandelt deze kiesche zaak met veel handigheid en laat de grootste ruimte mogelijk aan het vrije spel der combinatiën. De statuten moeten de te volgen regelen aanwijzen, zooals de onderlinge aanvulling, de benoeming, hetzij door eene openbare overheid, hetzij door particulieren, die kunnen aangesteld worden wegens hun staat of volgens vooraf bepaalde voorwaarden, bij voorbeeld de professoren van een universitaire faculteit, de geneesheer van een bepaald gasthuis, enz. Dat zijn slechts wenken. Doch wat er in deze vooruitzichten noodzakelijkerwijs onbepaald en duister voorkomt, zal zonder moeite op grond van de ervaring aangevuld worden. De hoofdzaak is, dat de vrijheid niet onnoodig belemmerd worde. Zij zal vruchtbaar genoeg zijn om de oplossingen te vinden en om ze geleidelijk te verbeteren. Het voorbeeld van de landen, zooals Engeland, welke sedert eeuwen dezen weg zijn opgegaan, kan enkel de taak vergemakkelijken.

ART. 22.

De bij artikel 22 voorziene openbaarmaking, welke de rekening van het verlopen dienstjaar en de begroting voor het aanstaande dienstjaar betreft, is aangepast aan het recht van contrôle van de Regeering. Zij moet geschieden door middel van de bijlagen van het *Staatsblad*, zooals voor de verree-

nigingen zonder winstgevend doel, die veeleer onder het toezicht van de openbare meening staan, en ook door de rechtstreeksche mededeeling aan de Regeering. Deze bekendmaking en deze mededeeling moeten geschieden binnen twee maanden na het opmaken van de rekening en van de begroo-ting.

ART. 22^{bis}, 23 EN 23^{bis}.

De bepalingen, die gelden voor de vereenigingen zonder winstgevend doel wat aangaat het beperkt bezit van de eigendommen, de machtiging van de Regeering tot het aanvaarden van schenkingen en het recht van de schuldeischers of erfgenamen, zijn van toepassing op de instellingen van openbaar nut.

ART. 24 EN 25.

De beheerders eener instelling van openbaar nut hebben de bevoegdheden, die hun door de statuten worden toegekend. Deze kunnen natuurlijk het overdragen van bevoegdheden voorzien zoowel voor het beheer als voor de gerechtelijke akten.

De goederen der instelling dienen als waarborg voor de uitvoering harer verbintenissen en ook voor de missingen van hare aangestelden of vertegenwoordigers. Dit is de toepassing van het gemeene recht op de natuurlijke personen.

ART. 26.

De Regeering oefent toezicht uit op de benutting der goederen, welke moet geschieden overeenkomstig het doel der instelling. Doch zij laat aan het Openbaar Ministerie de zorg over, de rechterlijke beslissingen uit te lokken, welke een slecht beheer verdient en waarvan de meest afdoende schijnt te zijn de afzetting der schuldige beheerders. Nieuwe beheerders kunnen aangewezen worden in overeenstemming met de statuten of, indien de rechtbank aldus beslist, door de zorgen van de Regeering. Deze overmacht van de Justitie is de beste waarborg, welke aan de schenkers kan worden gegeven tegen elke poging vanwege de Regeering om het werk van zijn doel af te leiden.

De rechtbanken of de Regeering zullen slechts waar het past en om gewichtige redenen kunnen tusschenbeide komen. Zij zullen zich niet laten geleiden door een geest van formalisme of van bureaucratie, die, in de meeste gevallen, den geest van initiatief, van hervorming en van vooruitziende milddadigheid, rijke bron van de sociale werken, doodt.

ART. 27 EN 28.

De ontbinding van de instelling kan door de omstandigheden worden opgelegd, namelijk wanneer zij niet bij machte is om er verder nog de diensten te bewijzen, waarvoor zij werd opgericht. Hier nogmaals is het de rechtbank, welke, op initiatief van het Openbaar Ministerie, beslist en de

vereffenaars benoemt die, na afbetaling der schulden, aan de goederen de door de statuten voorziene bestemming geven. Men moet echter alles voorzien, zelfs de onmogelijkheid de bestemming te geven, zooals die door de statuten is opgelegd. In dit uitzonderlijk geval is er geen ander middel dan aan de rechtbank toe te laten, machtiging te verleen aan de vereffenaars om de goederen over te geven aan de Regeering, die daaraan eene bestemming geven zal, welke zooveel mogelijk overeenkomt met het doel, waarvoor de instelling opgericht werd. Het is steeds de wil van den stichter, in de statuten ingeschreven, die dient te worden geëerbiedigd door alwie aan de vereffening deelneemt.

*
* *

Het recht om in beroep te gaan van de beslissingen der rechtbanken is een bijkomende waarborg. Dit recht bestaat, welke het bedrag van het geschil ook zij.

ART. 29.

Het verzuim van de bekendmakingen brengt de nietigheid niet meer tegenover derden, die, van hunnen kant, ze tegenover de instelling kunnen inroepen. Dat is ook de strafmaatregel, voorzien voor de regeling der vereenigingen zonder winstgevend doel.

TITEL III.

Fiscale bepalingen.

ART. 30 en 31.

De Staat, die aan instellingen met een onbeperkt bestaan toelaat goederen te bezitten, verliest daardoor een reeks normale inkomsten.

Hij verliest de rechten welke hij zou heffen bij het overlijden van de private personen die gezegde goederen in bezit zouden hebben, recht van overgang onder de levenden of successierecht naar gelang zij, die eigendomsrechten hebben, al of niet door eene tontine zijn verbonden.

Het is logisch dat de Staat eene vergoeding tracht te bekomen door een eens voor al vastgesteld jaarlijksch recht bestemd om de werkelijk ontvallen fiscale rechten te vervangen.

Het door het wetsontwerp voorgestelde recht bedraagt fr. 0.50 per 100 frank, zonder breuk, te heffen op de waarde van het bruto-actief. Het zal gelegd worden zoowel op de vereenigingen en instellingen, die reeds bestaan krachtens bijzondere wetten, als op die welke later opgericht worden; bij amendement stelt de Regeering voor, de internationale vereenigingen met wetenschappelijke doeleinden op gelijken voet te stellen.

De last kan zeer aanzienlijk worden voor de groote instellingen. Zóó zou van de Universitaire Stichting, indien zij beschikte over een kapitaal van 100 millioen, een jaarlijksche, eens voor al bepaalde belasting van 500,000 frank geheven worden, welke belasting bij de gewone

belasting wordt gevoegd en hare heilzame werking in gelijke mate vermindert. Evenzoo, zoo dit kapitaal werd verdeeld onder verscheidene instellingen van openbaar nut of vereenigingen zonder winstbejag. Het actief wordt belast, onverschillig of het productief ofwel niet productief is. De wet treft geheel het onroerend en roerend vermogen, niet alleen de kapitalen die inkomsten opleveren, maar ook het niet productief mobiliair, dat dient om het doel der vereeniging te bereiken en waarvan het onderhoud dikwijls veel kost, beddegoed van de gasthuizen, heekkundige toestellen, bibliotheek, enz., alsmede de onroerende goederen en de lokalen, welke des te hoogere uitgaven veroorzaken daar zij dienen voor diensten van openbaar nut : museums, godshuizen, klinieken, universitaire leerzalen, enz. Het passief wordt zelfs van het actief niet afgetrokken.

Het spreekt vanzelf dat de schatting de fiscale lasten eenigszins verminderen kan ; aan de goederen, die aldus voor een min of meer openbaar gebruik dienen, wordt niet dezelfde waarde toegekend als aan de opbrengende roerende en onroerende goederen. Het is niettemin waar dat die fiscale lasten zwaar zijn en de milddadigheid van de begiftigers kunnen inkrampen.

Het dient te worden gezegd dat de eens voor al bepaalde jaarlijksche belasting gevoegd wordt bij de belasting op het inkomen, m. a. w. bij de belastingen op de roerende en onroerende zaken. Om zich er van te overtuigen hoe aanzienlijk zij is, volstaat het vast te stellen, dat de belasting van fr. 0.50 per 100 frank op het geheele vermogen overeenkomt, in de veronderstelling dat het vermogen een interest van 5 t. h. opbrengt, met eene belasting van 10 frank ten honderd op het inkomen, en zij moet betaald worden zelfs op het vermogen dat, in plaats van interest op te brengen, improductief is of hooge onderhoudskosten veroorzaakt ! Zij is dus voor den rechtspersoon een last, die de cedulaire belasting verdubbelt, met deze verzwarende omstandigheid dat zij zelfs het liggend en niets opbrengend kapitaal treft.

De jaarlijksche belasting van fr. 0.50 komt overdreven voor en zou ten gevolge kunnen hebben dat de nieuwe juridische vormen, die aan de werken van moreel belang en van openbaar nut worden voorgelegd, niet zouden toegepast worden.

* * *

Het beheer beproefde nochtans die belasting te wettigen door de volgende beschouwingen :

« De bij artikel 30 van het ontwerp ingevoerde belasting is eene eens
» voor al bepaalde belasting. Zij heeft ten doel, de Regeering schadeloos te
» stellen voor het verlies dat zij zal ondergaan doordien de goederen,
» bestemd voor den dienst der vereenigingen zonder winstbejag, niet meer,
» zooals vroeger, aan de rechten van overgang bij overlijden onderhevig
» zullen zijn.

» Volgens de huidige regeling wordt over 't algemeen hetzij het recht
» van schenking, hetzij het successierecht van die goederen geheven bij het
» overlijden van de personen, op wier naam zij ingeschreven zijn.

- » In het eerste geval bedraagt het recht naar den regel 15 frank t. h.
- » In het tweede geval klimt het recht per reeksen, met een minimum van 10 frank t. h. en een maximum van 50 frank t. h. Zonder overdrijving kan het bedrag van 20 t. h. als een gemiddeld bedrag vastgesteld worden.
- » $15 \text{ t. h.} + 20 \text{ t. h.} = 35 \text{ t. h.} \frac{1}{2} = 17.50 \text{ t. h.}$
- » Men kan dus aannemen dat, onder de bestaande wetgeving, de goederen van gezegde vereenigingen onderhevig zijn, bij het overlijden van dezer eigenaars, aan een recht van fr. 17.50 t. h. ten bate van de Schatkist.
- » Anderzijds komt er, volgens de statistiek, een overgang bij overlijden nage- noeg om de 25 jaar voor. De jaarlijks te betalen belasting om de Schatkist schadeloos te stellen voor het verlies dat zij zal ondergaan doordien zij voortaan het recht van fr. 17.50 niet meer invorderen zal, moet dus gelijk zijn aan $\frac{1}{25}$ van 17.50, dus fr. 0 70 t. h.

» Wij hebben het bedrag verminderd tot fr. 0.50 t. h. met het doel de goederen der vereenigingen zonder winstbejag niet te zwaar te treffen en daar, anderzijds, de belasting zal geheven worden op de bruto-waarde der goederen.»

Op de wet van 16 Augustus 1920, waarbij de rechten van successie en van schenking met 50 t. h. worden verhoogd ten bate van de oud-strijders, kan men steunen om meer kracht te geven aan deze fiscale pleitrede, die van vroeger dagteekent.

Menig gegeven in die berekening geeft aanleiding tot betwisting. Die gegevens zijn ontleend aan veronderstelde gevallen, die niet altijd overeenstemmen met de werkelijke toestanden; het volstaat te wijzen op enkele daarvan.

Men onderstelt overdrachten bij overlijden tusschen vreemdelingen, wanneer de erfopvolging tusschen verwanten zeer veel voorkomt.

Men onderstelt eene zoo aanzienlijke nalatenschap dat, in het tarief der rechten, het geërfde aandeel onderhevig is aan het hooge recht van 20 t. h., wanneer zulke aandeelen niet de regel zijn.

Men onderstelt een gemiddelden bezitsduur van 25 jaar, wanneer gedocumenteerde economisten, zooals de heer Wauwermans, dien raamt op 30 tot 36 jaar.

Men berekent de belasting op het 25^e deel van het successierecht, te innen binnen een tijd van 25 jaar, wanneer de annuïteit, waarbij de interesten worden gevoegd, de te vestigen som binnen minder tijd bereikt.

De gegevens der berekening van het Departement van Financiën kunnen dus betwist worden. Zij zouden merkelyk gewijzigd worden, zoo men, in plaats van de goederen te beschouwen in betrekking tot werken of instellingen zonder rechtspersoonlijkheid, ze beschouwde in hunnen normalen toestand, dat wil zeggen in 't bezit van een gewonen eigenaar, die ze als erfgoederen nalaat aan zijne kinderen of verwanten, tenzij hij ze door verkoop deed wegvallen uit zijn vermogen. De rechten, welke de fiscus terecht kan doen vergoeden, zijn de rechten, die wegens deze verrichtingen zouden geheven worden en die lager zijn dan de rechten, waarop bedoelde berekening steunt.

Om de lasten van de voorgestelde belasting te kunnen verminderen, had de Middenafdeeling een dubbel amendement in overweging gegeven. Zij had voorgesteld, « de verzamelingen, de werktuigen en de mobiliare voorwerpen, uitsluitend gebruikt voor onderwijs, onderstand en eeredienst » vrij te stellen van de belasting. Zij had ook voorgesteld, alleen de gezamenlijke goederen te belasten na aftrek van de lasten, en zij had de gegrondheid van dit laatste amendement aangetoond door de volgende beschouwingen :

De heffing van de rechten op het bruto-actief is de regel toegepast voor de heffing van het registratierecht. Anders is het gesteld voor de successierechten, die op de netto-waarde worden geheven, m. a. w. op het actief, waarvan het passief is afgetrokken. Logischerwijze geldt het voorgesteld, eens voor al bepaald recht meer als een successierecht dan als een registratierecht, vermits het, feitelijk, vooral dit laatste recht vervangen moet, en men begrijpt dat het wetsontwerp bij artikel 32 en volgende voorstelt het te doen innen door de kantoren van de successierechten en naar de regelen van de successierechten. Wel is waar, beweert het Beheer thans dat het recht van schenking moet geheven worden ingeval, bij eene akte van vennootschap, bezitters van gemeenschappelijke goederen hun aandeel overdragen, door een beding van verkoop, op een overlevenden medeëigenaar. Het Beheer beschouwt die akte niet als eene akte van verkoop, maar als eene akte van schenking. Het is onnoodig dit nader te bespreken. Men kan echter vaststellen dat, zooals het verleden het aantoonst, die tontines veel zeldzamer zijn dan de gevallen van overgang bij overlijden, waarbij het successierecht geheven wordt.

Het zou dus logisch voorkomen, het eens voor al bepaald recht gelijk te stellen met het successierecht en het, evenals dit laatste, op de netto-waarde te heffen.

Dit zou des te minder bezwaar opleveren, daar het nieuw stelsel van belasting op het inkomen en op het globaal inkomen het optreden bemoeilijkt van derden, bereid om welwillend te verklaren dat zij schuldeischers van den rechtspersoon zijn. Die derde personen schuldeischers worden dubbel bedreigd door de belasting op roerende zaken en door de supertaxe.

* * *

De gedachtenwisselingen, die plaats hadden door het toedoen van de Raadgevende Commissie van het Departement van Justitie, hebben tot de volgende oplossing geleid : vaststelling van de eens voor al bepaalde belasting op fr. 0.10 per honderd frank, te heffen op het bruto-actief. De Middenafdeeling stelt voor, die aan te nemen.

ART. 32 en 33.

De verkoopwaarde, naar dewelke de belasting wordt vereffend, wordt berekend volgens de regelen bepaald voor de erfopvolgingen door de wet van 27 December 1817 en de wet van 11 October 1919; in artikel 15, n^o 2, dezer laatste wet wordt het vruchtgebruik, dat voor een onbepaalden tijd

ten behoeve van rechtspersonen gevestigd is, geraamd op een kapitaal gevormd uit twintigmaal het bedrag van het inkomen; dit inkomen wordt gerekend op 4 t. h. van de waarde van den vollen eigendom.

De aangifte van den omvang en van de waarde der goederen geschiedt insgelijks volgens de regelen der successierechten. Daaraan moet worden toegevoegd een afschrift van de verzekeringspolis, zoo er eene bestaat; bestaat er geene, dan moet de aangever dit nadrukkelijk vermelden.

ART. 34.

De boete, door artikel 34 voorzien voor het geval van vertraagde indiening der aangifte, kwam overdreven voor.

De Middenafdeeling is van gevoelen, dat zij zou kunnen bepaald worden op 5 frank voor elke week vertraging.

De voorgestelde regeling is die, welke van kracht is in zake successie.

ART. 35, 36, 37.

In deze artikelen wordt het stelsel van straf en van rechtspleging, geldende voor de successierechten, overgenomen.

ART. 38.

Bij artikel 38 zou men, voor de eerste toepassing van de slotbepalingen, den 1ⁿ Januari 1921 moeten vervangen door den 1ⁿ Januari volgende op het in werking treden van de wet.

Overgangsbepalingen.

ART. 39 en 40.

Artikel 39 verdient onze aandacht gaande te maken. Het vergemakkelijkt de regeling der bestaande toestanden door van de evenredige registratie- en overschrijvingsrechten vrij te stellen de overdracht, binnen een tijd van twee jaren, der roerende en onroerende lichamelijke goederen, welke reeds tot den dienst der bedoelde instellingen werden gebruikt, alsmede door de honoraria van den notaris voor de akte van overdracht te verminderen tot een maximum van 25 t. h. van het wettelijk tarief. Het bedoelt de vereenigingen of instellingen, die de rechtspersoonlijkheid bekomen, en tevens de vereenigingen die deze reeds hebben bekomen.

TITEL IV.

Afwijkingen.

ART 41.

Terecht stelt de Regeering voor, eenheid te brengen in de juridische regeling der instellingen en vereenigingen zonder winstgevend doel. Zij die, krachtens bijzondere wetten, reeds de rechtspersoonlijkheid hebben bekomen, kunnen zich

gemakkelijk voegen naar de nieuwe wet, welke het gemeene recht wordt en de meest onderscheidene soorten van inrichtingen toelaat. Hun wordt drie maanden, vanaf het inwerkingtreden van de wet, verleend om hunne statuten te herzien.

De internationale vereenigingen met wetenschappelijke doeleinden behouden de juridische regeling, welke de wet van 25 October, 1919 te hunnen behoeve in het leven riep; echter zullen zij onderworpen zijn aan de fiscale bepalingen der artikelen 30 en volgende. Wellicht worden zij daardoor belemmerd; doch het schijnt niet logisch te zijn, voor de nationale vereenigingen een minder gunstig terrein voor te bereiden dan voor de vereenigingen, waar de vreemdelingen de meerderheid kunnen zijn.

De Hoogescholen te Brussel en te Leuven, alsmede de Universitaire Stichting blijven onderscheidenlijk beheerscht door de wetten van 12 Augustus 1911 en van 6 Juli 1920. De redenen van die uitzondering werden in het algemeen gedeelte uiteengezet.

De Middenafdeeling is van gevoelen, dat dezelfde gunst dient te worden verleend aan de drie instellingen, waaraan de Universitaire Stichting ten goede kwam: de Staatshoogescholen te Gent en te Luik, de Koloniale School te Antwerpen en de School voor Mijnbouw en Metaalbewerking te Bergen. Zij zullen het juridische statuut behouden, dat hun onderscheidenlijk werd verleend door de wetten van 3 Juli 1920, van 8 Maart 1920 en van 7 Juli 1920.

BESLUIT.

Geen verzet hoegenaamd heeft zich in de Afdeelingen tegen het wetsontwerp geuit. De Middenafdeeling heeft het eenparig, behalve een onthouding, aangenomen. Zij verzoekt de Kamer, door hare stemming toe te treden tot dit werk van rechtvaardigheid en vooruitgang, dat een spoorslag wezen zal voor den privaten ondernemingsgeest in zijne edelmoedigste uiting en dat tegelijk de belangen van de bijzonderen, van de samenleving en van den Staat bevorderen zal.

De Verslaggever,
EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.



ANNEXE AU N° 198.

BIJLAGE VAN N° 198.

PROJET DE LOI

accordant la personnalité civile aux
associations sans but lucratif et aux
établissements d'utilité publique.

WETSONTWERP

waarbij aan de vereenigingen zonder
winstgevend doel en aan de instel-
lingen van openbaar nut rechts-
persoonlijkheid wordt verleend.

Texte du projet de loi

ET

Texte proposé par la Section centrale

Tekst van het wetsontwerp

EN

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

Projet de loi.

TITRE PREMIER.

Des associations sans but lucratif.

ARTICLE PREMIER.

Est douée de la personnalité civile toute association sans but lucratif, politique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, de bienfaisance, d'agrément ou autre dont les statuts ont été publiés par le *Moniteur*.

Cette personnalité lui sera acquise à compter du jour où les noms, professions, domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts, auront été publiés par le *Moniteur*.

Est considérée comme ayant un but lucratif toute association qui se livre à des opérations industrielles ou commerciales, ou qui cherche à procurer à ses membres un gain matériel.

ART. 2.

Les statuts d'une association sans but lucratif doivent mentionner :

1. La dénomination et le siège de l'association. Ce siège est nécessairement en Belgique.

2. L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée.

3. Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des membres.

4. Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale, ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions seront por-

Wetsontwerp.

EERSTE TITEL.

Vereenigingen zonder winstgevend doel.

EERSTE ARTIKEL.

Rechtspersoonlijkheid genietelke, geen winstgevend doel nastrevende, vereeniging op gebied van politiek, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde, weldadigheid, vermaak of elk ander gebied, waarvan de statuten door het *Staatsblad* bekend gemaakt werden.

Zij bezit die rechtspersoonlijkheid te rekenen van den dag waarop de namen, met beroep en woonplaats, van hare overeenkomstig de statuten aangewezen beheerders door het *Staatsblad* bekendgemaakt werden.

Wordt beschouwd als eene vereeniging met winstgevend doel, elke vereeniging die nijverheids- of handelszaken doet, of die tracht een stoffelijk voordeel aan hare leden te verschaffen.

ART. 2.

De statuten eener vereeniging zonder winstgevend doel moeten bepalen :

1. De benaming der vereeniging en de plaats waar zij haren zetel heeft. Die zetel moet noodzakelijk in België zijn.

2. Het doel of de doeleinden voor dewelke zij is opgericht.

3. De voorwaarden gesteld op het toetreden en het uittreden der leden.

4. De bevoegdheden der algemeene vergadering en de wijze waarop deze wordt bijeengeroepen, alsmede de voorwaarden waarin

Texte proposé par la Section centrale.

TITRE PREMIER

Des associations sans but lucratif.

ARTICLE PREMIER.

L'association sans but lucratif jouit de la personnification civile dans les conditions déterminées ci-après.

(Voir article 2^{ter})

L'association sans but lucratif est celle qui ne se livre pas à des opérations industrielles ou commerciales, ou qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel.

ART. 2.

Les statuts d'une association sans but lucratif doivent mentionner :

1. La dénomination et le siège de l'association. Ce siège doit être fixé en Belgique;

2. L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée;

2^{bis}. Le nombre minimum des associés qui ne pourra pas être inférieur à trois;

2^{ter}. Les noms, prénoms, professions, domiciles et nationalités des associés;

3. Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des membres.

4. Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale, ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions seront por-

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

EERSTE TITEL.

Vereenigingen zonder winstgevend doel.

EERSTE ARTIKEL.

De vereeniging zonder winstgevend doel geniet rechtspersoonlijkheid onder de hierna vermelde voorwaarden.

(Zie artikel 2^{ter})

De vereeniging zonder winstgevend doel is die, welke geen nijverheids- of handelszaken doet of welke niet tracht een stoffelijk voordeel aan hare leden te verschaffen.

ART. 2.

De statuten eener vereeniging zonder winstgevend doel moeten vermelden :

1. De benaming der vereeniging en de plaats, waar zij haren zetel heeft. Die zetel moet in België gevestigd zijn;

2. Het doel of de doeleinden, waarvoor zij is opgericht;

2^{bis}. Het minimum-getal leden; dit getal mag niet minder bedragen dan drie;

2^{ter}. De namen, de voornamen, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit der leden.

3. De voorwaarden gesteld tot het toelaten en het uittreden van de leden;

4. De bevoegdheden der algemeene vergadering en de wijze waarop deze wordt bijeengeroepen, alsmede de wijzen waarop hare besluiten ter kennis van de leden

tées à la connaissance des associés et des tiers.

5. Le mode de nomination et les pouvoirs des administrateurs.

6. Le taux des cotisations ou des versements à effectuer par les membres de l'association.

7. Le mode de règlement des comptes.

8. Les règles à suivre pour modifier les statuts.

9. L'emploi du patrimoine de l'association dans le cas où celle-ci serait dissoute.

10. Dans le cas d'omission dans les statuts de l'un ou l'autre des points énumérés ci-dessus, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité civile à l'égard des tiers, lesquels auront toutefois la faculté d'en faire état contre l'association.

(Voir le n° 10 ci-dessus.)

(Voir l'alinéa 2 de l'article premier.)

hare besluiten ter kennis van de leden en van derden worden gebracht.

5. De wijze waarop de beheerders worden benoemd en dezer bevoegdheden.

6. Het bedrag der bijdragen of der stortingen, waartoe de leden der vereeniging verplicht zijn.

7. De wijze waarop rekening en verantwoording moet gedaan.

8. De te volgen regelen voor het wijzigen van de statuten.

9. De bestemming van het vermogen der vereeniging in geval deze wordt ontbonden.

10. Wanneer een of ander der hooger opgesomde punten niet voorkomt in de statuten, kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

(Zie bovenstaande n° 10.)

(Zie lid 2 van het eerste artikel.)

tées à la connaissance des associés et des tiers;

5. Le mode de nomination et les pouvoirs des administrateurs;

6. Le taux *maximum* des cotisations ou des versements à effectuer par les membres de l'association;

7. Le mode de règlement des comptes;

8. Les règles à suivre pour modifier les statuts;

9. L'emploi du patrimoine de l'association dans le cas où celle-ci serait dissoute.

10. (Voir article 17^{ter}.)

Ces mentions sont constatées dans un acte authentique ou sous seing privé.

ART. 2^{bis} (voir l'alinéa 2 de l'article premier).

La personnalité civile est acquise à l'association à compter du jour où ses statuts, les noms, prénoms, profession, domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts, sont publiés aux annexes du *Moniteur*.

en van derden worden gebracht;

5. De wijze, waarop de beheerders worden benoemd, en dezer bevoegdheden; /

6. Het *maximum*-bedrag der bijdragen of der stortingen, waartoe de leden der vereeniging verplicht zijn;

7. De wijze waarop rekeningen verantwoording moet gedaan worden;

8. De na te komen regelen tot het wijzigen van de statuten;

9. De bestemming van het vermogen der vereeniging ingeval deze wordt ontbonden.

10. (Zie artikel 17^{ter}.)

Die vermeldingen worden in een authentieke of onderhandsche akte vastgesteld.

ART. 2^{bis} (zie lid 2 van het eerste artikel).

De vereeniging bezit rechtspersoonlijkheid vanaf den dag, waarop hare statuten, de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van hare overeenkomstig de statuten aangewezen beheerders in de bijlagen van het *Staatsblad* zijn bekendgemaakt.

ART. 3.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants :

1. La constitution de l'association.
2. L'obtention de la personnalité civile par la publication des statuts au *Moniteur*.
3. L'approbation et la modification des statuts.
4. La nomination et la révocation des administrateurs.
5. L'approbation des budgets et des comptes.
6. La dissolution de la société.

ART. 4.

L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs dans les cas prévus par les statuts, et, en outre, lorsqu'un cinquième des associés en ait la demande.

(*Voir l'article 8 du projet.*)

(*Voir article 9 du projet.*)

ART. 3.

Voor de volgende zaken wordt een besluit der algemeene vergadering geëischt :

1. Het stichten der vereeniging.
2. Het bekomen der rechtspersoonlijkheid door bekendmaking der statuten in het *Staatsblad*.
3. Het goedkeuren en wijzigen van de statuten.
4. Het benoemen en afzetten der beheerders.
5. Het goedkeuren der begrotingen en der rekeningen.
6. Het ontbinden der vereeniging.

ART. 4.

De vergadering moet door de beheerders bijeengeroepen worden in de door de statuten voorziene gevallen en bovendien wanneer één vijfde der leden zulks vraagt.

(*Zie artikel 8 van het ontwerp.*)

(*Zie artikel 9 van het ontwerp.*)

ART. 3.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants :

1. (Supprimé).
2. (Supprimé).

3. La modification des statuts ;

4. La nomination et la révocation des administrateurs ;

5. L'approbation des budgets et des comptes ;

6. La dissolution de la société.

ART. 4.

L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs dans les cas prévus par les statuts, ou lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande.

ART. 4^{bis} (ancien art. 8).

Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.

Les associés pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé ou, si les statuts l'autorisent, par un tiers.

ART. 4^{ter} (ancien art. 9).

Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres pré-

ART. 3.

Voor de navolgende zaken wordt eene beraadslaging van de vergadering vereischt :

1. (Weggelaten).
2. (Weggelaten).

3. Het wijzigen van de statuten ;

4. Het benoemen en het afzetten van de beheerders ;

5. Het goedkeuren van de begrotingen en rekeningen ;

6. Het ontbinden van de vereeniging.

ART. 4.

De vergadering moet door de beheerders bijeengeroepen worden in de gevallen voorzien bij de statuten, of wanneer een vijfde van de leden zulks aanyraagt.

ART. 4^{bis} (vroeger art. 8).

Al de leden der vereeniging moeten voor de algemeene vergaderingen opgeroepen worden. De dagorde moet bij den oproepingsbrief gevoegd zijn. Elk voorstel, dat onderteekend is door een aantal leden, bedragende een twintigste deel van het op de laatste jaarlijksche lijst voorkomend aantal, moet op de agenda worden gebracht.

De leden kunnen zich op de algemeene vergadering laten vertegenwoordigen door een ander lid of, zoo de statuten het toelaten, door een derde.

ART. 4^{ter} (vroeger art. 9).

Al de leden hebben gelijk stemrecht op de algemeene vergadering en de besluiten worden genomen bij meerderheid der stemmen

ART. 5.

L'assemblée générale peut modifier les statuts de l'association. Pour délibérer valablement sur cet objet, elle doit réunir les deux tiers des membres, et aucune modification ne peut être adoptée si ce n'est à la majorité des deux tiers des voix. Toutefois, si cette modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée par l'unanimité des membres présents à l'assemblée.

Toute modification aux statuts devra, dans le mois de sa date, faire l'objet d'une publication au *Moniteur*.

Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'un administrateur.

ART. 6.

La liste des membres de l'association doit, chaque année, être publiée

ART. 5.

De algemeene vergadering kan wijzigingen toebrengen aan de statuten der vereeniging. Om daarover op geldige wijze te beraadslagen moeten de twee derden der leden op de vergadering aanwezig zijn, en tot geen wijziging kan worden besloten tenzij met eene meerderheid van twee derden der stemmen. Wanneer deze wijziging echter een der doeleinden betreft, voor dewelke de vereeniging werd gesticht, is zij slechts geldig wanneer zij bij eenparigheid door de ter vergadering aanwezige leden wordt goedgekeurd.

Elke wijziging in de statuten moet, binnen ééne maand nadat er toe besloten is, door het *Staatsblad* bekend gemaakt worden.

Hetzelfde geldt voor elke benoeming, afstreding of afzetting van een beheerder.

ART. 6.

Jaarlijks moet de lijst van de leden der vereeniging in den loop

sents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Des résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément.

ART. 5.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée par l'unanimité des membres présents à l'assemblée.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quelque soit le nombre des membres présents ; mais cette décision doit être soumise à l'homologation du tribunal civil.

ART. 5 bis.

Toute modification aux statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, aux annexes du *Moniteur*.

Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'administrateurs.

ART. 6.

Une liste indiquant par ordre alphabétique les noms, prénoms, demeures et

van de aanwezige leden, behalve in de gevallen waarin de statuten of de wet het anders voorzien.

Bij het nemen van besluiten mag niet van de agenda afgeweken worden, tenzij de statuten zulks uitdrukkelijk toelaten.

ART. 5.

De algemeene vergadering kan over de wijzigingen in de statuten alleen dan geldig beraadslagen wanneer het voorwerp daarvan bijzonder is vermeld in den oproepingsbrief en wanneer twee derden van de leden op de vergadering aanwezig zijn. Tot geen wijziging kan worden besloten tenzij met eene meerderheid van twee derden der stemmen.

Echter, wanneer deze wijziging een der doeleinden betreft, waarvoor de vereeniging werd opgericht, is zij slechts geldig wanneer zij door de ter vergadering aanwezige leden eenparig goedgekeurd wordt.

Zijn twee derden van de leden op de eerste vergadering niet aanwezig of niet vertegenwoordigd, dan kan een tweede vergadering bijeengeroepen worden; deze kan beraadslagen, welk het getal aanwezige leden ook zij; deze beslissing moet echter door de burgerlijke rechtbank bekrachtigd worden.

ART. 5 bis.

Elke wijziging in de statuten moet, binnen ééne maand nadat er toe besloten is, in de *bijlagen van het Staatblad* bekendgemaakt worden.

Hetzelfde geldt voor elke benoeming, ontslagneming of afzetting van een beheerder.

ART. 6.

Elk jaar moet ter griffie van de burgerlijke rechtbank der plaats,

au *Moniteur* dans le courant du mois de décembre.

Cette liste mentionnera la nationalité et le domicile des associés.

der maand December door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Deze lijst moet de nationaliteit en de woonplaats der leden vermelden.

ART. 7.

En l'absence des publications prescrites par la loi, ou si les associés ne sont pas, pour les trois cinquièmes au moins, de nationalité belge, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité civile à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté de faire état contre elle.

ART. 8.

Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au vingtième du nombre figurant dans la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.

Les associés pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, membre de la société.

ART. 7.

Hebben de bij de wet voorgeschreven bekendmakingen niet plaats gehad, of bezitten ten minste drie vijfden der leden niet de Belgische nationaliteit, dan kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

ART. 8.

Alle leden der vereeniging moeten voor de algemeene vergaderingen opgeroepen worden. De dagorde moet bij den oproepingsbrief gevoegd zijn. Elk voorstel, dat onderteekend is door een aantal leden, bedragende het twintigste deel van het op de laatste jaarlijksche lijst voorkomend aantal, moet op de agenda worden gebracht.

De leden kunnen zich op de algemeene vergadering laten vertegenwoordigen door een gevolmachtigde, lid der vereeniging.

nationalité de tous les membres de l'association doit être déposée chaque année au greffe du tribunal civil du siège de l'association. Toute personne pourra en prendre gratuitement connaissance.

ART. 6^{bis}.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées des associations sans but lucratif, doivent mentionner la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres: Association sans but lucratif.

ART. 7.

(Reporté à l'article 17^{ter}.)

ART. 8.

(Reporté à l'article 4^{bis}).

waar de vereeniging is gevestigd, eene lijst neergelegd worden, waarop de namen, de voornamen, de woonplaats en de nationaliteit van al de leden der vereeniging naar alphabetische orde zijn vermeld. Elk persoon kan daarvan kosteloos inzage nemen.

ART. 6^{bis}.

Al de akten, facturen, aankondigingen, uitgaven en andere stukken, uitgaande van de vereenigingen zonder winstgevend doel, moeten de benaming der vereeniging vermelden met, onmiddellijk daarvoor of daarna, deze leesbaar en voluit geschreven woorden: Vereeniging zonder winstgevend doel.

ART. 7.

(Overgebracht naar artikel 17^{ter}).

ART. 8.

(Overgebracht naar artikel 4^{bis}).

ART. 9.

Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale. Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Les résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément. Toutefois, cette dérogation n'est pas applicable aux propositions ayant pour but une modification des statuts.

ART. 10.

Tout membre d'une association sans but lucratif est libre de s'en retirer en adressant sa démission aux administrateurs. Est réputé démissionnaire l'associé qui ne paye pas les cotisations qui lui incombent.

L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale et la majorité de deux tiers des voix. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

ART. 11.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans des actes judiciaires et extrajudiciaires.

ART. 9.

Alle leden hebben gelijk stemrecht op de algemeene vergadering. De besluiten worden genomen bij meerderheid der stemmen van de aanwezige leden, behalve in de gevallen waarin de statuten of de wet het anders voorzien.

Bij het nemen van besluiten mag niet van de agenda afgeweken worden, tenzij de statuten zulks uitdrukkelijk toelaten. Deze afwijking is echter niet toepasselijk op de voorstellen die ten doel hebben eene wijziging in de statuten aan te brengen.

ART. 10.

Elk lid eener vereeniging zonder winstgevend doel heeft de vrijheid zich terug te trekken door het indienen van zijn ontslag bij de beheerders. Wordt geacht ontslag te hebben genomen, elk lid dat de verschuldigde bijdragen niet betaalt.

De uitsluiting van een lid kan slechts door de algemeene vergadering en met meerderheid van de twee derden der stemmen uitgesproken worden. Het lid dat ontslag neemt of dat wordt uitgesloten, kan geen recht doen gelden op het maatschappelijk bezit en kan niet de teruggave eischen van de door hem betaalde bijdragen.

ART. 11.

De beheerraad leidt de zaken der vereeniging en vertegenwoordigt deze bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte.

ART. 9.

(Voir article 4^{ter} du texte proposé par la Commission.)

ART. 9.

(Zie artikel 4^{ter} van den tekst voorgesteld door de Commissie).

ART. 10.

Tout membre d'une association sans but lucratif est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission aux administrateurs. Est réputé démissionnaire l'associé qui ne paye pas les cotisations qui lui incombent.

L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale et à la majorité de deux tiers des voix. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut pas réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées à moins de stipulations contraires dans les statuts.

ART. 11.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous actes judiciaires et extrajudiciaires. *Il peut, sous sa*

ART. 10.

Aan elk lid eener vereeniging zonder winstgevend doel staat het vrij, uit de vereeniging te treden door het indienen van zijn ontslag bij de beheerders. Elk lid, dat de door hem verschuldigde bijdragen niet betaalt, wordt geacht ontslag te hebben genomen.

De uitsluiting van een lid kan slechts door de algemeene vergadering en met meerderheid van twee derden der stemmen uitgesproken worden. Het lid, dat ontslag neemt of dat wordt uitgesloten, heeft geen aanspraak op het maatschappelijk bezit en kan niet de teruggave eischen van de door hem betaalde bijdragen, *tenzij het anders is bepaald door de statuten.*

ART. 11.

De beheerraad leidt de zaken der vereeniging en vertegenwoordigt deze bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte. *Hij kan, onder*

Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

ART. 12.

L'association est responsable des fautes qui sont imputables, soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.

ART. 13.

Toute libéralité entre vifs ou testamentaire, au profit d'une association sans but lucratif devra être autorisée par le Gouvernement.

Cette autorisation ne pourra être accordée à une association que si elle a préalablement fait publier au *Moniteur* ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins ses comptes se rapportant aux dix derniers exercices annuels.

Le paiement par les associés des cotisations annuelles prévues par les statuts n'est pas considéré comme une libéralité.

Hij dient jaarlijks de verantwoording over het verlopen dienstjaar en de begrooting voor het volgende dienstjaar aan de goedkeuring der algemeene vergadering te onderwerpen.

ART. 12.

De vereeniging is aansprakelijk voor de misgrepen die, hetzij den door haar aangestelden personen, hetzij den organen waardoor haar wil wordt uitgevoerd, ten laste kunnen gelegd worden.

ART. 13.

Tot elke schenking onder de levenden of bij uiterste wilsbeschikking gedaan ten bate eener vereeniging zonder winstgevend doel, moet door de Regeering machtiging worden verleend.

Die machtiging kan slechts verleend worden, indien de vereeniging vooraf hare jaarlijksche verantwoording en rekening, van af den datum harer oprichting, of althans over de laatste tien dienstjaren, in het *Staatsblad* heeft bekendgemaakt.

De betaling van de jaarlijksche door de statuten bepaalde bijdragen der leden geldt niet als eene schenking.

responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même, si les statuts ou l'assemblée générale l'y autorisent, à un tiers.

Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

ART. 12. *

L'association est responsable des fautes imputables soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.

ART. 12bis.

L'association ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles nécessaires pour réaliser l'objet ou les objets en vue desquels elle est formée.

ART. 13.

Toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une association sans but lucratif doit être autorisée par un arrêté royal motivé.

Cette autorisation n'est accordée que si l'association s'est conformée aux dispositions des articles 2bis et 5bis et si elle a déposé au greffe du tribunal civil ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins ses comptes se rapportant aux dix derniers exercices annuels.

zijne verantwoordelijkheid, zijne bevoegdheden overdragen aan een zijner leden of zelfs, indien de statuten of de algemeene vergadering het toelaten, aan een derde.

Hij is verplicht, jaarlijks de rekening over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgende dienstjaar aan de goedkeuring der algemeene vergadering te onderwerpen.

ART. 12.

De vereeniging is aansprakelijk voor de misgrepen, die kunnen toegeschreven worden hetzij aan hare aangestelden, hetzij aan de organen, waardoor haar wil wordt uitgevoerd. Door de beheerders wordt geene persoonlijke verplichting aangegaan betreffende de verbintenissen van de vereeniging. Hunne aansprakelijkheid is beperkt tot de vervulling van de hun gegeven opdracht en tot de in hun beheer bedreven misgrepen.

ART. 12bis.

De vereeniging kan, in eigendom of anderszins, slechts de eigendommen bezitten, welke noodig zijn tot het bereiken van het doel of van de doeleinden, waarvoor zij is opgericht.

ART. 13.

Tot elke schenking onder de levenden of bij testament ten bate eener vereeniging zonder winstgevend doel, moet machtiging worden verleend door een met redenen omkleed Koninklijk besluit.

Die machtiging wordt alleen dan verleend wanneer de vereeniging de bepalingen der artikelen 2bis en 5bis heeft nageleefd en indien zij hare jaarlijksche rekeningen, vanaf hare oprichting of althans over de laatste tien dienstjaren, ter griffie van de burgerlijke rechtbank heeft neergelegd.

ART. 14.

Sera dissoute judiciairement à la requête, soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du Ministère Public, l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui, enfin, contreviendrait gravement, soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public.

Toutefois, le tribunal pourra, sur une demande tendant à la dissolution de l'association, se borner à prononcer l'annulation de l'acte incriminé.

Le jugement qui prononcera l'annulation d'une association sans but lucratif sera susceptible d'appel.

Toute décision judiciaire prononçant la dissolution d'une association sans but lucratif devra être publiée au *Moniteur*.

ART. 14.

De vereeniging, die niet in staat is de verplichtingen na te komen die zij op zich genomen heeft, die haar vermogen of de inkomsten van haar vermogen aanwendt tot andere doeleinden dan die voor dewelke zij werd opgericht, of die, ten slotte, zich aan zware overtreding schuldig maakt van hare statuten, van de wet of van de openbare orde, wordt, op vordering van een lid, van een belanghebbenden derde of van het Openbaar Ministerie, door de rechterlijke macht ontbonden.

Bij een verzoek tot ontbinding kan de rechtbank zich echter bepalen tot de nietigverklaring der aangeklaagde akte.

Van elk vonnis, waarbij de ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel wordt uitgesproken, kan in hooger beroep gegaan worden.

Elke gerechtelijke beslissing, waarbij de ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel wordt uitgesproken, moet door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 13^{bis}.

Les libéralités entre vifs ou testamentaires au profit d'une association sans but lucratif ne portent pas préjudice aux droits des créanciers ou héritiers réservataires des donateurs ou testateurs. Ils pourront poursuivre devant l'autorité judiciaire l'annulation des actes faits en fraude de leurs droits.

ART. 14.

Le tribunal civil du siège de l'association pourra prononcer, à la requête soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du Ministère Public, la dissolution de l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui contreviendrait gravement soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public.

En rejetant la demande en dissolution, le tribunal pourra néanmoins prononcer l'annulation de l'acte incriminé.

(Voir article 15^{bis}).

ART. 13^{bis}.

De schenkingen onder de levenden of bij testament ten bate eener vereeniging zonder winstgevend doel laten de rechten van de schuldeischers of reservataire erfgenamen der begiftigers of erflaters onverkort. Zij kunnen de nietigverklaring der handelingen, ten nadeele van hunne rechten verricht, voor de rechtbanken vervolgen.

ART. 14.

De burgerlijke rechtbank der plaats, waar de vereeniging is gevestigd, kan, op verzoek van een lid, van een belanghebbenden derde of van het Openbaar Ministerie, de ontbinding uitspreken van de vereeniging, die niet in staat is te voldoen aan de verbintenissen welke zij heeft aangegaan, die haar vermogen of de inkomsten van haar vermogen aanwendt tot andere doeleinden dan die, waarvoor zij werd opgericht, of die hare statuten, de wet of de openbare orde ernstig schendt.

De rechtbank, al wijst zij den eisch tot ontbinding af, kan niettemin de nietigverklaring van de aangeklaagde akte uitspreken.

(Zie artikel 15^{bis}).

ART. 13.

L'assemblée générale ne pourra prononcer la dissolution de l'association qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ART. 15.

De algemeene vergadering kan slechts bij meerderheid van twee derde der aanwezige leden tot de ontbinding der vereeniging besluiten.

ART. 14^{bis} (ancien art. 17).

En cas de dissolution judiciaire d'une association sans but lucratif le Tribunal désignera un ou des liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront la destination des biens.

Cette détermination sera celle que prévoient les statuts ou qu'indiquera l'assemblée générale convoquée par le ou les liquidateurs. A défaut de disposition statutaire ou de décision de l'assemblée générale, le ou les liquidateurs donneront aux biens une affectation qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

Les associés, les créanciers et le Ministère public peuvent se pourvoir devant le Tribunal contre la décision du ou des liquidateurs.

ART. 15.

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. Aucune décision ne sera adoptée que si elle est votée à la majorité des deux tiers des membres présents.

Toute décision relative à la dissolution, prise par une assemblée ne réunissant pas les deux tiers des membres de l'association est soumise à l'homologation du tribunal civil.

ART. 15^{bis} (ancien art. 14, al. final).

Le jugement qui prononce soit la dissolution d'une association soit l'annulation d'un de ses actes, est susceptible d'appel.

ART. 14^{bis} (vroeger art. 17).

Wordt eene vereeniging zonder winstgevend doel door de rechtbank ontbonden, dan stelt de rechtbank een of meer vereffenaars aan, die, na vereffening van het passief, de bestemming der goederen vaststellen.

Deze bestemming kan geen andere zijn dan die, voorzien door de statuten of aangewezen door de algemeene vergadering, welke de vereffenaar of de vereffenaars bijeenroepen. Zwijgen de statuten dienaangaande of wordt door de algemeene vergadering geen beslissing genomen, dan geven de vereffenaar of de vereffenaars aan de goederen eene bestemming, die zooveel mogelijk overeenkomt met het doel, waarvoor de vereeniging werd opgericht.

De leden, de schuldeischers en het Openbaar Ministerie kunnen bij de rechtbank in beroep komen van de beslissing van den vereffenaar of van de vereffenaars.

ART. 15.

De algemeene vergadering kan alleen dan de ontbinding der vereeniging uitspreken wanneer twee derden van hare leden aanwezig zijn. Wordt aan dit vereischte niet voldaan, dan kan een tweede vergadering bijeengeroepen worden; door deze wordt geldig beraadslaagd, welk het getal aanwezige leden ook zij. Geen beslissing wordt aangenomen, zoo zij niet de meerderheid van twee derden der aanwezige leden vereenigt.

Elke beslissing betreffende de ontbinding, genomen door eene vergadering waarop niet twee derden van de leden der vereeniging aanwezig zijn, moet door de burgerlijke rechtbank bekrachtigd worden.

ART. 15^{bis} (vroeger art. 14, slotaline).

Van het vonnis, waarbij wordt uitgesproken hetzij de ontbinding van eene vereeniging zonder winstgevend doel, hetzij de nietigverklaring van eene harer handelingen, kan in beroep gegaan worden.

La liquidation s'opérera dans ce cas par les soins d'un liquidateur ou de liquidateurs qui exercent leurs fonctions soit par application des statuts, soit en vertu d'une résolution de l'assemblée générale, soit à défaut, en vertu d'une décision de justice rendue à la requête de tout intéressé.

Les résolutions de l'assemblée générale relatives à la dissolution de l'association, aux conditions de la liquidation et à la désignation des liquidateurs seront publiées au *Moniteur*, ainsi que les noms, professions et adresses des liquidateurs. Ceux-ci devront avertir individuellement les créanciers et ayants droit pour qu'ils puissent faire valoir leurs réclamations en temps utile.

Seront également publiées au *Moniteur* les décisions de justice nommant des liquidateurs.

ART. 16.

En cas de dissolution volontaire d'une association sans but lucratif, ses biens devront recevoir la destination prévue par les statuts. Si les statuts sont muets à cet égard, l'assemblée réglera, sous l'approbation du Gouvernement, l'affectation des biens. En cas d'inaction de l'assemblée générale, ou s'il y a désaccord entre elle et le Gouvernement, celui-ci donnera aux biens une destination se rapprochant autant que possible du but en vue duquel l'association a été constituée.

In dit geval geschiedt de vereffening door een of meer vereffenaars, die daarmee worden belast hetzij door toepassing der statuten, hetzij krachtens een besluit der algemeene vergadering, hetzij, bij gebreke daarvan, krachtens op verzoek van een belanghebbende uitgesproken gerechtelijke beslissing.

De besluiten der algemeene vergadering betreffende de ontbinding der vereeniging, de voorwaarden der vereffening en de benoeming der vereffenaars, alsmede de namen met beroep en woonplaats, van die vereffenaars, worden door het *Staatsblad* bekendgemaakt. De vereffenaars moeten de schuldeischers en rechthebbenden elk in het bijzonder verwittigen opdat zij hunne eischen tijdig zouden kunnen doen gelden. De gerechtelijke beslissingen waarbij de vereffenaars worden benoemd, worden eveneens door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

ART. 16.

In geval van vrijwillige ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel, moet aan hare goederen de door de statuten voorziene bestemming gegeven worden. Wordt daarvan in de statuten geen gewag gemaakt, dan wordt de bestemming der goederen, onder nadere goedkeuring der Regeering, door de algemeene vergadering geregeld. Neemt de algemeene vergadering geene beslissing of is de Regeering het met haar niet eens, dan geeft de Regeering aan de goederen eene bestemming, die zooveel mogelijk

Il en est de même du jugement qui statue sur la décision du ou des liquidateurs ou sur l'homologation d'une décision de l'assemblée générale.

ART. 15^{ter} (ancien 16).

A défaut de disposition statutaire, la décision détermine l'affectation des biens.

La liquidation s'opère dans ce cas par les soins d'un liquidateur ou de liquidateurs qui exercent leurs fonctions soit par application des statuts, soit en vertu d'une résolution de l'assemblée générale, soit à défaut, en vertu d'une décision de justice qui pourra être provoquée par tout intéressé ou par le Ministère public.

ART. 15^{quater}.

Les résolutions de l'assemblée générale et les décisions de justice relatives à la dissolution de l'association, aux conditions de la liquidation et à la désignation des liquidateurs sont publiées, par extraits, aux annexes du *Moniteur*, ainsi que les noms, professions et adresses des liquidateurs.

(Voir art. 15^{ter}).

Dit geldt ook voor het vonnis, dat uitspraak doet over de beslissing van den vereffenaar of van de vereffenaars ofwel over de bekrachtiging van eene beslissing der algemeene vergadering.

ART. 15^{ter} (vroeger 16).

Bij gebrek aan bepaling in de statuten, bepaalt de beslissing de bestemming der goederen.

In dit geval geschiedt de vereffening door een of door meer vereffenaars, die daarmee worden belast hetzij door toepassing van de statuten, hetzij krachtens een besluit der algemeene vergadering, hetzij, bij gebreke daarvan, krachtens eene gerechtelijke beslissing, waartoe elke belanghebbende of het Openbaar Ministerie optreden kan.

ART. 15^{quater}.

De besluiten der algemeene vergadering en de beslissingen der rechtbanken betreffende de ontbinding der vereeniging, de voorwaarden der vereffening en de benoeming der vereffenaars, alsmede de namen, met beroep en woonplaats, van de vereffenaars, worden, bij wijze van uittreksels, bekendgemaakt in de bijlagen van het *Staatsblad*.

(Zie artikel 15^{ter}.)

Il ne pourra être fait emploi de l'actif qu'après l'acquittement du passif.

ART. 17.

En cas de dissolution judiciaire d'une association sans but lucratif le Tribunal désignera un ou des liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront sous l'approbation du Gouvernement, la destination des biens. Cette détermination sera celle que prévoient les statuts; dans le cas de silence des statuts le Gouvernement donnera aux biens une affectation qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

TITRE II.

Des établissements d'utilité publique.

ART. 18.

Toute personne peut, moyennant l'approbation du Gouvernement, affecter par « un acte authentique »

overeenstemt met het doel voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

Van het actief kan slechts gebruik gemaakt worden na vereffening van het passief.

ART. 17.

Wordt eene vereeniging door den rechter ontbonden, dan stelt de rechtbank een of meer vereffenaars aan die, na vereffening van het passief, de bestemming der goederen vaststellen onder nadere goedkeuring der Regeering. Die bestemming kan geen andere zijn dan die welke door de statuten wordt voorzien. Zwijgen de statuten dienaangaande; dan geeft de Regeering aan de goederen eene bestemming die zooveel mogelijk overeenkomt met het doel voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

TITEL II.

Instellingen van openbaar nut.

ART. 18.

Elk persoon mag, mits nadere goedkeuring door de Regeering, al zijne goederen of een deel daarvan,

ART. 17bis.

Il ne pourra être procédé à l'affectation de l'actif qu'après l'acquittement du passif.

(Voir art. 14bis.)

ART. 17ter.

L'affectation des biens sera publiée aux annexes du Moniteur.

Elle ne peut préjudicier aux droits des tiers.

L'action des créanciers est prescrite par cinq ans à partir de cette publication.

17quater (10° de l'art. 2).

Encas d'omission des publications et formalités prescrites par les articles 2bis, 5bis, 6 et 6bis, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre elle.

Il en est de même si les trois cinquièmes des associés ne sont pas de nationalité belge.

TITRE II.

Des établissements d'utilité publique.

ART. 18.

Toute personne peut, moyennant l'approbation du Gouvernement, affecter par acte authentique ou par

ART. 17bis.

Van het actief kan slechts gebruik gemaakt worden na vereffening van het passief.

(Zie art. 14bis.)

ART. 17ter.

De bestemming der goederen wordt in de bijlagen van het Staatsblad bekendgemaakt.

Zij mag de rechten van derden niet schaden.

De vordering der schuldeischers verjaart door verloop van vijf jaren vanaf die bekendmaking.

ART. 17quater (n° 10° van art. 2.)

Ingeval de bekendmakingen en de formaliteiten, voorgeschreven door de artikelen 2bis, 5bis, 6 en 6bis, werden verzuimd, kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover, derden die echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

Evenzoo, wanneer twee vijfden van de leden niet tot de Belgische nationaliteit behooren.

TITEL II.

Instellingen van openbaar nut.

ART. 18.

Elk persoon mag, mits goedkeuring door de Regeering, al zijne goederen of een deel daarvan, bij

ou par « testament olographe » tout ou partie de ses biens à la création d'un établissement d'utilité publique doué de la personnalité civile.

Est réputée institution d'utilité publique toute institution qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel tend à la réalisation d'une œuvre d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.

ART. 19.

La validité de toute donation authentique faite en vue de créer un établissement d'utilité publique et communiquée au Gouvernement aux fins d'approbation ne pourra être contestée par les héritiers et ayant cause du donateur.

Si la création de l'établissement d'utilité publique résulte d'un acte de dernière volonté, le testateur pourra désigner un exécuteur testamentaire ayant la saisine, chargé de réaliser ses intentions et, à défaut d'exécuteur testamentaire, ou en cas d'inaction de celui-ci, un arrêté royal prescrira les mesures nécessaires à l'exécution du testament.

bij authentieke akte bestemmen voor het oprichten eener instelling van openbaar nut, die rechtspersoonlijkheid geniet.

Instelling van openbaar nut wordt geacht elke instelling die, met uitsluiting van stoffelijk winstbejag, de verwezenlijking nastreeft van een werk op gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde.

ART. 19.

De erfgenamen en de rechtverkrijgenden van den begiftiger kunnen de geldigheid niet betwisten van eene met het oog op het stichten eener instelling van openbaar nut gedane schenking, die aan de Regeering ter goedkeuring is voorgelegd.

Indien de oprichting eener instelling van openbaar nut het gevolg is eener beschikking bij uitersten wil, kan de erflater een testamentuitvoerder met bezitrecht benoemen, dewelke met de uitvoering zijner inzichten is belast, en bij gebreke van een testamentuitvoerder of wanneer deze niet optreedt, worden bij koninklijk besluit, de noodige maatregelen voorgeschreven ter uitvoering van het testament.

testament olographe tout ou partie de ses biens à la création d'un établissement d'utilité publique qui jouit de la personnalité civile dans les conditions déterminées ci-après.

Seuls seront considérés comme étant d'utilité publique les établissements qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel, tendent à la réalisation d'une œuvre d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.

ART. 19.

Toute déclaration authentique faite par le fondateur en vue de créer un établissement d'utilité publique est communiquée par lui au Gouvernement aux fins d'approbation.

Si le fondateur décède avant la communication de la déclaration au Gouvernement, ou s'il n'y a pas d'exécuteur testamentaire, les héritiers ou ayant cause doivent communiquer au Gouvernement soit l'acte authentique, soit les dispositions testamentaires.

Jusqu'à l'approbation, le fondateur peut rétracter sa déclaration. Ce droit n'appartient pas aux héritiers ou ayant cause.

Si la création de l'établissement d'utilité publique résulte d'un acte de dernière volonté, le testateur pourra désigner un exécuteur testamentaire ayant la saisine, chargé de réaliser ses intentions.

authentieke akte of bij eigenhandig testament bestemmen tot het oprichten eener instelling van openbaar nut, die rechtspersoonlijkheid bezit onder de hierna bepaalde voorwaarden.

Alleen de instellingen, die, met uitsluiting van stoffelijk winstbejag, de verwezenlijking nastreven van een werk op gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde, worden geacht instellingen van openbaar nut te zijn.

ART. 19.

Elke authentieke verklaring, door den stichter gedaan met het oog op het oprichten van eene instelling van openbaar nut, wordt door hem aan de Regeering ter goedkeuring overgemaakt.

Sterft de stichter vóór het overmaken van de verklaring aan de Regeering of is er geen testamentuitvoerder, dan moeten de erfgenamen of rechtverkrijgenden de authentieke akte ofwel de bepalingen van het testament aan de Regeering overmaken.

Zoolang de goedkeuring niet is gegeven, kan de stichter zijne verklaring intrekken. De erfgenamen of rechtverkrijgenden zijn daartoe niet gerechtigd.

Indien de instelling van openbaar nut tot stand is gebracht krachtens eene beschikking bij uitersten wil, kan de erflater een testamentuitvoerder met bezitrecht benoemen om zijne inzichten ten uitvoer te leggen.

En cas d'approbation par le Gouvernement, et sauf la volonté contraire du fondateur, les droits de l'établissement d'utilité publique remonteront soit au jour où l'acte de fondation aura été communiqué au Gouvernement, soit au jour du décès du fondateur.

ART. 20.

La personnalité civile ne sera conférée à une institution que si ses statuts sont approuvés par le Gouvernement.

Les statuts doivent nécessairement mentionner :

1. L'objet ou les objets en vue desquels l'institution est créée.

2. Le siège de l'institution, lequel doit nécessairement se trouver en Belgique.

3. Les noms, professions et domicile des administrateurs, ainsi que le mode selon lequel de nouveaux administrateurs seront désignés ultérieurement.

4. La destination des biens au cas où l'institution viendrait à disparaître.

Ils sont publiés au *Moniteur*.

Est également publiée au *Moniteur* toute nomination, démission ou révocation d'un administrateur.

A moins d'un accord entre le Gouvernement et la majorité des administrateurs en fonctions, les statuts d'un établissement d'utilité publique ne pourront être modifiés que par la loi.

Indien de schenking door de Regeering wordt goedgekeurd, gelden, behalve wanneer de stichter er anders over beschikt, de rechten der instelling van openbaar nut hetzij vanaf den dag waarop de stichtingsakte aan de Regeering werd overgemaakt, hetzij vanaf den dag waarop de stichter overleden is.

ART. 20.

Aan eene instelling wordt slechts rechtspersoonlijkheid verleend indien hare statuten door de Regeering goedgekeurd zijn.

De statuten moeten noodzakelijk bepalen :

1. Het doel of de doeleinden waarvoor de instelling is opgericht.

2. De plaats waar de instelling haar zetel heeft; deze moet noodzakelijk in België zijn.

3. Den naam, met beroep en woonplaats, der beheerders, alsmede de wijze waarop nieuwe beheerders in het vervolg zullen benoemd worden.

4. De bestemming der goederen ingeval de instelling ophoudt te bestaan.

De statuten worden door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Elke benoeming, afstreding of afzetting van een beheerder wordt insgelijks door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Behalve wanneer de Regeering en de meerderheid der fungeerende beheerders het eens zijn, kunnen de statuten eener instelling van openbaar nut slechts door de wet gewijzigd worden.

ART. 19^{bis}.

L'arrêté royal d'approbation prescrira les mesures d'application.

Sauf la volonté contraire du fondateur, les droits de l'établissement d'utilité publique remonteront soit au jour où l'acte de fondation aura été communiqué au Gouvernement, soit au jour du décès du fondateur.

ART. 20.

L'institution ne jouira de la personnalité civile que si ses statuts sont approuvés par le Gouvernement.

Les statuts doivent mentionner :

1. L'objet ou les objets en vue desquels l'institution est créée;

2. La dénomination et le siège de l'institution. Ce siège doit être fixé en Belgique;

3. Les noms, professions, domiciles et nationalités des administrateurs, ainsi que le mode selon lequel de nouveaux administrateurs seront désignés ultérieurement;

4. La destination des biens au cas où l'institution viendrait à disparaître.

ART. 19^{bis}.

De toepassingsmaatregelen worden door het Koninklijk besluit tot goedkeuring voorgeschreven.

Béhalve wanneer de stichter er anders over beschikt, gelden de rechten der instelling van openbaar nut hetzij vanaf den dag, waarop de stichtingsakte aan de Regeering werd overgemaakt, hetzij vanaf den dag, waarop de stichter is overleden.

ART. 20.

De instelling geniet slechts rechts-persoonlijkheid wanneer hare statuten door de Regeering zijn goedgekeurd.

De statuten moeten vermelden :

1. Het doel of de doeleinden, waarvoor de instelling is opgericht;

2. De benaming der instelling en de plaats, waar zij haren zetel heeft. Deze moet in België gevestigd zijn;

3. De namen, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit der beheerders, alsmede de wijze, waarop nieuwe beheerders in het vervolg zullen benoemd worden;

4. De bestemming der goederen, ingeval de instelling ophoudt te bestaan.

ART. 21.

Les statuts d'un établissement d'utilité publique pourront décider que les administrateurs qui cessent d'exercer leur mandat seront remplacés par les soins des administrateurs demeurés en fonctions, ou encore que les administrateurs seront, en cas de vacance, désignés soit par une autorité publique, soit par des particuliers, soit par une ou des collectivités de particuliers, dans les conditions que les statuts spécifient.

ART. 22.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique sont tenus de communiquer au Gouvernement dans les deux premiers mois de l'année, le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Le compte et le budget devront être publiés au *Moniteur*.

ART. 21.

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen bepalen dat in de vervanging van beheerders, die ophouden hun mandaat te vervullen, door de nog fungeerende beheerders wordt voorzien, of dat, in geval van vacature, de beheerders, 't zij door een openbaar bestuur, 't zij door particulieren, 't zij door eene of meer collectiviteiten van particulieren, in de door de statuten gestelde voorwaarden, worden benoemd.

ART. 22.

Binnen de eerste twee maanden van elk jaar dienen de beheerders eener instelling van openbaar nut de rekening en verantwoording over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgend dienstjaar ter kennis van de Regeering te brengen.

De rekening en verantwoording en de begroting moeten door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 20^{bis}. (Alinéa final de l'art. 20.)

Les statuts d'un établissement d'utilité publique ne peuvent être modifiés que par la loi ou par un accord entre le Gouvernement et la majorité des administrateurs en fonctions.

ART. 20^{ter}.

Les statuts, leurs modifications, les nominations, démissions ou révocations d'un administrateur sont publiés aux annexes du « Moniteur ».

ART. 21.

Les statuts d'un établissement d'utilité publique peuvent décider que les administrateurs qui cessent d'exercer leur mandat seront remplacés par les soins des administrateurs demeurés en fonctions, ou bien, que les administrateurs seront, en cas de vacance, désignés dans les conditions que les statuts spécifient, soit par une autorité publique, soit par un établissement public ou d'utilité publique, soit par une association ou une société douée de la personification civile, soit par des particuliers.

ART. 22.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique sont tenus de communiquer au Gouvernement leur compte et leur budget chaque année dans les deux mois de leur confection.

Le compte et le budget sont publiés dans le même délai aux annexes du « Moniteur ».

ART. 20^{bis}. (Slotalinea van art. 20.)

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen slechts door de wet of bij overeenkomst tusschen de Regeering en de meerderheid der fungeerende beheerders gewijzigd worden.

ART. 20^{ter}.

De statuten, de wijzigingen der statuten, de benoeming, de ontslagneming of de afzetting van een beheerder worden in de bijlagen van het Staatsblad bekendgemaakt.

ART. 21.

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen bepalen dat ter vervanging van de beheerders, die ophouden hun mandaat te vervullen, door de nog fungeerende beheerders wordt voorzien, ofwel, dat, bij het openvallen eener plaats, de beheerders worden benoemd, op de wijzen bepaald door de statuten, hetzij door eene openbare overheid, hetzij door eene openbare instelling of eene instelling van openbaar nut, hetzij door eene vereeniging of eene maatschappij welke rechtspersoonlijkheid bezit, hetzij door particulieren.

ART. 22.

Elk jaar moeten de beheerders eener instelling van openbaar nut hunne rekening en hunne begrooting aan de Regeering overmaken binnen twee maanden nadat zij opgemaakt zijn.

De rekening en de begrooting worden binnen dezelfde tijdruimte bekendgemaakt in de bijlagen van het « Staatsblad ».

ART. 23.

Toute libéralité entre vifs et testamentaire adressée à un établissement d'utilité publique doit être autorisée par le Gouvernement.

ART. 23.

Voor elke schenking onder de levenden en bij uiterste wilsbeschikking ten bate eener instelling van openbaar nut moet door de Regeering machtiging worden verleend.

ART. 24.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts. Ils représentent l'établissement dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Les biens de l'établissement répondent des engagements contractés en son nom.

ART. 24.

De beheerders eener instelling van openbaar nut hebben de bevoegdheden, die hun door de statuten worden toegekend. Zij vertegenwoordigen de instelling bij gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

De goederen der instelling blijven borg voor de in haar naam aangegane verbintenissen.

ART. 25.

L'établissement d'utilité publique est civilement responsable des actes

ART. 25.

Eene instelling van openbaar nut is burgerlijk verantwoordelijk voor

ART. 22bis.

L'établissement d'utilité publique ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ART. 23.

Toute libéralité entre vifs ou testamentaire adressée à un établissement d'utilité publique doit être autorisée par le Gouvernement.

ART. 23bis.

La création d'un établissement d'utilité publique et les libéralités entre vifs, ou testamentaire, au profit d'un tel établissement ne portent pas préjudice aux droits des créanciers ou héritiers réservataires des fondateurs, donateurs ou testateurs.

Ceux-ci pourront poursuivre devant l'autorité judiciaire l'annulation des actes faits en fraude de leurs droits et même, éventuellement, la dissolution de l'établissement d'utilité publique et la liquidation de ses biens.

ART. 24.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts. Ils représentent l'établissement dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Les biens de l'établissement répondent des engagements contractés en son nom.

ART. 25.

L'établissement d'utilité publique est civilement responsable des fautes

ART. 22bis.

De instelling van openbaarnut kan, in eigendom of anderszins, slechts de eigendommen bezitten, welke tot het vervullen van hare zending noodig zijn.

ART. 23.

Voor elke schenking onder de levenden of bij testament ten bate eener instelling van openbaar nut moet door de Regeering machtiging worden verleend.

ART. 23bis.

Het oprichten van eene instelling van openbaar nut en de schenkingen onder de levenden of bij testament ten bate van eene zoodanige instelling laten de rechten van de schuldeischers of reservataire erfgenamen der stichters, begiftigers of erfmakers onverkort.

Dezen kunnen de nietigverklaring der handelingen, ten nadeele van hunne rechten verricht, en zelfs, bij voorkomend geval, de ontbinding der instelling van openbaar nut en de vereffening harer goederen voor de rechtbanken vervolgen.

ART. 24.

De beheerders eener instelling van openbaar nut hebben de bevoegdheden, die hun door de statuten worden toegekend. Zij vertegenwoordigen de instelling bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte.

De goederen der instelling blijven borg voor de in haar naam aangegane verbintenissen.

ART. 25.

Eene instelling van openbaar nut is burgerlijk verantwoordelijk voor de

et omissions qui sont imputables soit à ses préposés, soit ceux qui personnifient l'œuvre en vue de laquelle l'institution a été créée.

ART. 26.

Le Gouvernement veille à ce que les biens d'un établissement d'utilité publique soient affectés à l'objet pour lequel l'institution a été créée. Si les biens sont détournés de leur destination, si les administrations font preuve de négligence ou d'impéritie, s'ils ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les statuts, s'ils disposent des biens de l'institution pour des fins contraires à l'ordre public, le Ministère public doit provoquer la destitution, par une décision du pouvoir judiciaire, des administrateurs en défaut.

De nouveaux administrateurs seront alors désignés en conformité des statuts ou si le Tribunal le décide ainsi, par les soins du Gouvernement.

ART. 27.

Si le Gouvernement estime que l'établissement d'utilité publique est incapable de rendre à l'avenir les services pour lesquels il a été institué, il peut inviter le Ministère public à poursuivre, devant le pouvoir judiciaire, la dissolution de l'institution. Si cette dissolution est prononcée, le juge nommera un ou des liquidateurs qui, après paiement du passif, donneront aux biens la destination prévue par les statuts. Si la

de daden en verzuimen die ten laste kunnen gelegd worden van de door haar aangestelde personen, of van degenen die het werk belichamen voor hetwelk de instelling werd opgericht.

ART. 26.

De Regeering ziet na dat de goederen eener instelling van openbaar nut gebruikt worden voor het doel waarvoor de instelling is opgericht. Worden de goederen niet gebruikt voor het doel waartoe zij bestemd zijn, geven de beheerders blijk van nalatigheid en onverschilligheid, komen zij de verplichtingen niet na, die hun door de wet of de statuten worden opgelegd, wenden zij de goederen der instelling voor doeleinden aan, die met de Openbare orde in strijd zijn, dan moet het Openbaar Ministerie, door eene beslissing der rechterlijke macht, de afzetting der schuldige beheerders uilokken.

Nieuwe beheerders worden alsdan in overeenstemming met de statuten of, indien de rechtbank aldus beslist, door de Regeering aangewezen.

ART. 27.

Is de Regeering van oordeel dat eene instelling van openbaar nut niet in staat is om verder nog de diensten te bewijzen waarvoor zij opgericht werd, dan kan zij het Openbaar Ministerie verzoeken de ontbinding der instelling vóór de rechtbank te vervolgen. Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechter een of meer vereffenaars die, na afbetaling der schulden, aan de goederen de door

de ses préposés, administrateurs ou autres organes qui le représentent.

ART. 26.

Le Gouvernement veille à ce que les biens d'un établissement d'utilité publique soient affectés à l'objet pour lequel l'institution a été créée. *Le tribunal civil du siège de la fondation peut, à la requête du Ministère public, prononcer la révocation des administrateurs qui auront fait preuve de négligence ou d'impéritie, qui ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les statuts, disposent des biens de l'institution contrairement à leur destination ou pour des fins contraires à l'ordre public.*

Dans ce cas, les nouveaux administrateurs seront nommés en conformité des statuts, ou, si le tribunal le décide, par le Gouvernement.

ART. 27.

Si l'établissement d'utilité publique est devenu incapable de rendre à l'avenir les services pour lesquels il a été institué, *le tribunal, à la requête du Ministère public, pourra prononcer la dissolution de l'institution.*

Si la dissolution est prononcée, le juge nomme un ou des liquidateurs qui, après apurement du passif, donnent aux biens la destination prévue par les statuts. *Au cas où*

misgrepen van hare aangestelden, beheerders of andere organen die haar vertegewoordigen.

ART. 26.

De Regeering zorgt er voor, dat de goederen eener instelling van openbaar nutgebruikt worden tot het doel, waarvoor de instelling werd opgericht. *De burgerlijke rechtbank der plaats, waar de stichting is gevestigd, kan, op verzoek van het Openbaar Ministerie, de afzetting uitspreken van de beheerders die blijken geven van nalatigheid of onverschilligheid, die de verplichtingen, hun door de wet of de statuten opgelegd, niet nakomen, de goederen der instelling aanwenden in strijd met hunne bestemming of voor doeleinden in strijd met de openbare orde.*

In dit geval worden de nieuwe beheerders overeenkomstig de statuten of, indien de rechtbank aldus beslist, door de Regeering benoemd.

ART. 27.

Is de instelling van openbaar nut niet meer in staat om verder nog de diensten te bewijzen waarvoor zij opgericht werd, dan kan de rechtbank, op verzoek van het Openbaar Ministerie, de ontbinding der instelling uitspreken.

Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechter een of meer vereffenaars die, na afbetaling der schulden, aan de goederen de bij de statuten voorziene bestem-

chose ne peut se faire, les liquidateurs à ce autorisés par la Justice, remettront les biens au Gouvernement, qui leur donnera une destination se rapprochant autant que possible de l'objet en vue duquel l'institution a été créée.

ART. 28.

Tous jugements prononcés en vertu des articles 26 et 27 seront susceptibles d'appel.

ART. 29.

En cas d'omission des publications prescrites par la loi, l'établissement d'utilité publique ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre lui.

TITRE III.

Dispositions fiscales.

ART. 30.

Il est établi une taxe annuelle sur la valeur brute des biens corporels, meubles et immeubles situés en Belgique et de tous les biens incorporels possédés par les établissements d'utilité publique et par les associations sans but lucratif jouissant de la personnalité civile.

N'entrent pas dans la composition de la masse des biens imposables :

a) Les intérêts, les termes de rente, les loyers et fermages et, plus généralement, les fruits civils de toute nature ainsi que les cotisa-

de statuten voorziene bestemming geven. Is dit niet mogelijk, dan doen de vereffenaars, door den rechter daartoe gemachtigd, de goederen over aan de Regeering, die er eene bestemming aan geeft, welke zooveel mogelijk overeenkomt met het doel voor hetwelk de instelling opgericht werd.

ART. 28.

Van alle krachtens de artikelen 26 en 27 uitgesproken vonnissen kan in hooger beroep worden gegaan.

ART. 29.

Wanneer de door de wet voorgeschreven bekendmakingen niet werden gedaan, kan de instelling van openbaar nut zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn haar tegenover de instelling in te roepen.

TITEL III.

Fiscale bepalingen.

ART. 30.

Eene jaarlijksche belasting wordt geheven op de bruto-waarde van de roerende en onroerende lichamelijke goederen, gelegen in België, en van alle onlichamelijke goederen welke eigendom zijn van de instellingen van openbaar nut en van de vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid genieten.

Maken geen deel uit van de gezamenlijke belastbare goederen :

a) De interesten, de rentetermijnen, de huur- en pachtgelden en, meer in 't algemeen, de burgerlijke vruchten van allen aard, alsmede de

cette destination ne pourrait être réalisée, les liquidateurs à ce autorisés par le tribunal, remettront les biens au Gouvernement. Celui-ci leur attribuera une destination se rapprochant autant que possible de l'objet en vue duquel l'institution a été créée.

ART. 28.

Tous jugements prononcés par application des articles 26 et 27 seront susceptibles d'appel.

ART. 29.

En cas d'omission des publications prescrites par la loi, l'établissement d'utilité publique ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre lui.

TITRE III.

Dispositions fiscales.

ART. 30.

Les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique *sont assujettis* à une taxe annuelle.

Celle-ci est établie sur la masse des biens possédés en Belgique.

La masse des biens imposables ne comprend pas :

a) Les intérêts, les termes de rente, les loyers et fermages et, plus généralement, les fruits civils de toute nature ainsi que les cotisa-

ming geven. *Indien deze bestemming niet zou kunnen gegeven worden*, doen de vereffenaars, door de rechtbank daartoe gemachtigd, de goederen over aan de Regeering. Deze geeft er eene bestemming aan, welke zooveel mogelijk overeenkomt met het doel, waarvoor de instelling opgericht werd.

ART. 28.

Van alle krachtens de artikelen 26 en 27 uitgesproken vonnissen kan in hooger beroep worden gegaan.

ART. 29.

Wanneer de door de wet voorgeschreven bekendmakingen niet werden gedaan, kan de instelling van openbaar nut zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn haar tegenover de instelling in te roepen.

TITEL III.

Fiscale bepalingen.

ART. 30.

De vereenigingen zonder winstgevend doel en de instellingen van openbaar nut *zijn onderhevig* aan eene jaarlijksche belasting.

Deze wordt geheven van de gezamenlijke goederen, welke zij in België bezitten.

Tot de gezamenlijke belastbare goederen *behooren niet* :

a) De interesten, de rentetermijnen, de huur- en pachtprizen en, meer in 't algemeen, de burgerlijke vruchten van allen aard, alsmede de jaar-

tions et souscriptions annuelles, dus et non capitalisés;

b) Les fruits naturels, perçus ou non;

c) Les provisions de toute nature, susceptibles d'être considérées comme représentant des revenus.

Sont soumis à la taxe, les établissements et associations susvisés qui possèdent la personnification civile au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

ART. 31.

La taxe est fixée à cinquante centimes par 100 francs sans fraction.

ART. 32.

Elle est liquidée sur la valeur vénale des biens.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi, les dispositions de l'article 11, litt. C et D de la loi du 27 décembre 1817 et les dispositions des n^{os} 2 et 3 de l'article 15 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 33.

Le paiement de la taxe est effectué dans les trois premiers mois de chaque année, au bureau des droits de succession du siège de l'établissement ou de l'association, sur la remise d'une déclaration rédigée dans la forme prescrite par l'art. 16, litt. A, § V et litt. D de la loi du 11 octobre 1919, et faisant connaître

jaarlijksche bijdragen en inschrijvingen, die nog verschuldigd zijn en niet gekapitaliseerd;

b) De ingeoogste of niet ingeoogste natuurlijke vruchten;

c) Voorraad van elken aard die geacht kan worden inkomsten te vertegenwoordigen.

Zijn de belasting verschuldigd: de hoogerbedoelde instellingen en vereenigingen die, op 1 Januari van het jaar der heffing, rechtspersoonlijkheid genieten.

ART. 31.

De belasting is bepaald op vijftig centiem per 100 frank, zonder breuk.

ART. 32.

Zij wordt verrekend op de verkoopwaarde der goederen.

Op de door deze wet opgelegde belasting zijn toepasselijk de bepalingen van artikel 11, litt. C en D der wet van 27 December 1817 en de bepalingen der n^{os} 2 en 3 van artikel 15 der wet van 11 October 1919.

ART. 33.

De betaling van de belasting geschiedt binnen de eerste drie maand van elk jaar, ten kantore voor successierechten van den zetel der instelling of der vereeniging, onder inlevering van eene in den door artikel 16, litt. A § V en litt. D der wet van 11 October 1919 voorgeschreven vorm opgemaakte aangifte,

tions et souscriptions annuelles, d'us et non capitalisés ;

b) Les fruits naturels, perçus ou non ;

c) Les provisions et objets destinés à la consommation courante ;

Les associations et établissements susvisés qui possèdent la personnalité civile sont soumis à cette taxe à partir du 1^{er} janvier *qui suit la date de leur constitution.*

ART. 31.

La taxe est fixée à dix centimes par 100 francs sans fraction.

ART. 32.

La taxe est liquidée sur la valeur vénale des biens.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi, les dispositions de l'article 11, litt. C et D de la loi du 27 décembre 1817 et les dispositions des n^{os} 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 33.

Le paiement de la taxe est effectué dans les trois premiers mois de chaque année, au bureau des droits de succession du siège de l'établissement ou de l'association, sur la remise d'une déclaration rédigée dans la forme prescrite par l'art. 16, litt. A, § V et litt. D de la loi du 11 octobre 1919, et faisant connaître

lijksche bijdragen en inschrijvingen, die nog verschuldigd zijn en niet gekapitaliseerd ;

b) De ingeoogste of niet ingeoogste natuurlijke vruchten ;

c) De voorraden en voorwerpen bestemd voor gewoon verbruik.

Bedoelde vereenigingen en instellingen, die rechtspersoonlijkheid bezitten, zijn aan die belasting onderworpen vanaf den 1^{er} Januari *volgende op hunne oprichting.*

ART. 31.

De belasting is bepaald op tien centiem per 100 frank, zonder breuk.

ART. 32.

De belasting wordt verrekend op de verkoopwaarde der goederen.

Op de door de wet opgelegde belasting zijn toepasselijk de bepalingen van artikel 11, litt. C en D, der wet van 27 December 1817 en de bepalingen der n^{os} 2 en 3 van artikel 15 der wet van 11 October 1919.

ART. 33.

De betaling van de belasting geschiedt binnen de eerste drie maanden van elk jaar, ten kantore voor successierechten van de plaats waar de instelling of de vereeniging is gevestigd, onder inlevering van eene aangifte, opgemaakt in den door artikel 16, litt. A § V en litt. D der wet van 11 October 1919 voor-

la consistance et la valeur des biens à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Sont applicables à cette déclaration, les dispositions de l'article 17 de la loi précitée du 11 octobre 1919.

ART. 34.

Si la taxe n'est pas payée dans le délai fixé par l'article 33, l'intérêt légal au taux réglé pour la matière civile est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Il est encouru, en outre, une amende de 50 francs par semaine de retard, toute semaine commencée étant considérée comme complète, si la déclaration, dont il est question à l'article précédent, n'est pas déposée dans le délai imparti.

ART. 35.

En cas d'omission de biens ou d'insuffisance d'estimation constatée dans la déclaration souscrite pour l'assiette de l'impôt, il est encourue une amende égale au droit éludé.

ART. 36.

Les insuffisances d'évaluation peuvent être établies pour les biens meubles comme pour les biens

die den toestand en de waarde vermeldt der goederen op 1 Januari van het aanslagjaar.

De bepalingen van artikel 17 van voornoemde wet van 11 October 1919 zijn op die aangifte toepasselijk.

ART. 34.

Is de belasting niet betaald binnen den bij artikel 33 bepaalden termijn, dan kan de wettelijke interest berekend volgens den voor de burgerlijke zaken bepaalden maatstaf, van rechtswege gevorderd worden, te rekenen van den dag, waarop de betaling had moeten geschieden.

Bovendien wordt, zoo de in voorgaand artikel bedoelde aangifte niet binnen den voorzienen termijn werd ingediend, eene geldboete van 50 frank geheven voor elke week vertraging, waarbij elke begonnen week als volle week geldt.

ART. 35.

Bij verzuim in de opgave der goederen, of indien onderschatting wordt vastgesteld in de voor den grondslag der belasting ondertekende aangifte, wordt eene geldboete geheven, die gelijk is aan het ontdoken recht.

ART. 36.

Het feit der onderschatting kan, zoowel voor de roerende als voor de onroerende goederen, worden

la consistance et la valeur des biens à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Sont applicables à la déclaration, les dispositions de l'article 17 de la loi précitée du 11 octobre 1919.

ART. 34.

Si la taxe n'est pas payée dans le délai fixé par l'article 33, l'intérêt légal au taux réglé pour la matière civile est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Il est encouru une amende de 5 francs par semaine de retard, si la déclaration dont il est question à l'article précédent n'est pas déposée dans le délai imparti.

ART. 35.

En cas d'omission de biens ou d'insuffisance d'estimation constatée dans la déclaration souscrite pour l'assiette de l'impôt, il est encouru une amende égale au droit éludé.

ART. 36.

Les insuffisances d'évaluation peuvent être établies pour les biens meubles comme pour les biens

geschreven vorm en waarbij de toestand en de waarde der goederen op 1 Januari van het aanslagjaar worden vermeld.

De bepalingen van artikel 17 van voornoemde wet van 11 October 1919 zijn op die aangifte toepaseelijk.

ART. 34.

Wordt de belasting niet betaald binnen den bij artikel 33 bepaalden termijn, dan kan de wettelijke interest, berekend volgens den voor de burgerlijke zaken bepaalden maatstaf, van rechtswege gevorderd worden, vanaf den dag, waarop de betaling had moeten geschieden.

Er wordt eene geldboete van 5 frank geheven voor elke week vertraging, zoo de bij het voorgaand artikel bedoelde aangiften niet binnen den voorzienen termijn werd ingediend.

ART. 35.

Bij verzuim in de opgave der goederen, of indien onderschatting wordt vastgesteld in de voor den grondslag der belasting ondertekende aangifte, wordt eene geldboete geheven, die gelijk is aan het ontdoken recht.

ART. 36.

Het feit der onderschatting kan, zoowel voor de roerende als voor de onroerende goederen, worden vast-

immeubles par la voie de l'expertise, suivant le mode et dans les formes prescrites par la loi du 17 décembre 1851.

La connaissance du fond et de la forme de l'expertise est réservée au tribunal de première instance dans le ressort duquel l'établissement ou l'association a son siège.

ART. 37.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi :

1° les articles 18 et 22 de la loi du 17 décembre 1851 et l'article 11 de celle du 11 octobre 1919;

2° Les dispositions des dites lois, de la loi du 27 décembre 1817 et de celle du 30 août 1913, relatives au privilège et à l'hypothèque légale du Trésor, aux prescriptions, à la restitution ainsi qu'aux poursuites et instances ;

3° Les dispositions de l'article 42, 3° alinéa, de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 38.

Le présent titre entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1921. En conséquence, la taxe annuelle sera acquittée pour la première fois dans les trois premiers mois de l'année 1921.

ART. 39.

Les biens corporels meubles et immeubles qui seront affectés aux services d'établissements d'utilité publique ou d'associations sans but lucratif à la date où la personnification civile leur sera acquise, pourront leur être transférés par les personnes auxquelles ils appartiennent

vastgesteld bij een onderzoek door deskundigen, op de wijze en in den vorm, voorgeschreven door de wet van 17 December 1851.

Van inhoud en vorm van het onderzoek door deskundigen neemt kennis de rechtbank van eersten aanleg in wier gebied de instelling of de vereeniging haar zetel heeft.

ART. 37.

Op de bij deze wet vastgestelde belasting zijn toepasselijk :

1° De artt. 18 en 22 der wet van 17 December 1851 en artikel 11 der wet van 11 October 1919 ;

2° De bepalingen van voornoemde wetten, der wet van 27 December 1817 en van die van 30 Augustus 1913 betreffende het voorrecht en de wettelijke hypotheek der Schatkist, de verjaring, de teruggave, alsmede vervolging en aanleg ;

3° De bepalingen van artikel 42, 3° lid, der wet van 11 October 1919.

ART. 38.

Deze titel wordt van kracht op 1 Januari 1921. Bijgevolg moet de jaarlijksche belasting voor de eerste maal binnen de eerste drie maanden van het jaar 1921 worden voldaan.

ART. 39.

De roerende en onroerende lichamelijke goederen, die voor den dienst van instellingen van openbaar nut of van vereenigingen zonder winstgevend doel gebruikt worden op den datum dat deze inrichtingen rechtspersoonlijkheid verkrijgen, kunnen aan deze laatste

immeubles par la voie de l'expertise, suivant le mode et dans les formes prescrites par la loi du 17 décembre 1851.

La connaissance du fond et de la forme de l'expertise est *attribuée* au tribunal de première instance dans le ressort duquel l'établissement ou l'association a son siège.

ART. 37.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi :

1° Les articles 18 et 22 de la loi du 17 décembre 1851 et l'article 11 de celle du 11 octobre 1919;

2° Les dispositions des dites lois, de la loi du 27 décembre 1817 et de celle du 30 août 1913, relatives au privilège et à l'hypothèque légale du Trésor, aux prescriptions, à la restitution ainsi qu'aux poursuites et instances;

3° Les dispositions de l'article 42, 3° alinéa, de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 38.

Le présent titre entrera en vigueur le 1^{er} janvier suivant la promulgation de la loi.

Disposition transitoire.

ART. 39.

Les biens corporels meubles et immeubles qui sont affectés aux services d'associations sans but lucratif ou d'établissements d'utilité publique à la date où la personnification civile leur sera acquise, *peuvent* leur être transférés par les personnes auxquelles ils appartiennent,

gesteld bij een onderzoek door deskundigen, op de wijze en in den vorm voorgeschreven door de wet van 17 December 1851.

Van inhoud en vorm van het onderzoek door deskundigen neemt kennis de rechtbank van eersten aanleg, in wier gebied de instelling of de vereeniging haar zetel heeft.

ART. 37.

Op de bij deze wet vastgestelde belasting zijn toepasselijk :

1° De artikelen 18 en 22 der wet van 17 December 1851 en artikel 11 der wet van 11 October 1919;

2° De bepalingen van voornoemde wetten, van de wet van 27 December 1817 en van die van 30 Augustus 1913 betreffende het voorrecht en de wettelijke hypotheek der Schatkist, de verjaring, de teruggave, alsmede de vervolging en aanleg;

3° De bepalingen van artikel 42, 3^{de} lid, der wet van 11 October 1919.

ART. 38.

Deze titel wordt van kracht op 1 Januari volgende op de afkondiging der wet.

Overgangsbepaling.

ART. 39.

De roerende en onroerende lichamelijke goederen, die voor de diensten van vereenigingen zonder winstgevend doel of van instellingen van openbaar nut gebruikt worden op den datum waarop zij rechtspersoonlijkheid verkrijgen, kunnen aan deze laatste door de personen,

ment, à l'abri des droits proportionnels d'enregistrement et de transcription, si le transfert a lieu dans les deux années de la dite date

Quant aux biens susvisés qui sont affectés aux services d'associations sans but lucratif possédant actuellement la personnalité civile et qui appartiennent à des tiers, leur transmission aux dites associations jouira des mêmes immunités fiscales, si elle est effectuée dans les deux années de la présente loi au *Moniteur*.

Les honoraires proportionnels dus aux notaires du chef des actes relatifs aux transmissions dont il s'agit aux deux alinéas qui précèdent, sont réduits à 25 p. c. du tarif légal.

ART. 40.

La déclaration visée à l'article 33 ci-avant est exempte du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

door de personen, aan wie zij toebehooren, overgedragen worden, zonder dat de evenredige registratie- en overschrijvingsrechten moeten worden voldaan, mits de overdracht binnen twee jaar na voornoemden datum plaats hebbe.

Wat hoogerbedoelde goederen betreft, die gebruikt worden voor den dienst van thans rechtspersoonlijkheid genietende vereenigingen zonder winstgevend doel, en die aan derden toebehooren, geniet hunne overdracht aan voornoemde vereenigingen hetzelfde voorrecht van fiscale vrijstelling, indien zij geschiedt binnen twee jaar na de bekendmaking dezer wet door het *Staatsblad*.

Voor de akten, die op de in de twee voorgaande paragrafen bedoelde overdrachten betrekking hebben, zijn de evenredige honoraria der notarissen verminderd tot 25 t. h. van het wettelijk tarief.

ART. 40.

De in bovenstaande artikel 33 bedoelde aangifte is vrij van zegel- en registratierecht.

en exemption des droits proportionnels d'enregistrement et de transcription, si le transfert a lieu dans les deux années de la dite date.

La même exemption est accordée au transfert des biens susvisés qui sont affectés aux services d'associations sans but lucratif possédant actuellement la personnalité civile et qui appartiennent à des tiers, si le transfert aux dites associations a lieu dans les deux années de la mise en vigueur de la présente loi.

Les honoraires proportionnels dus au notaire du chef des actes relatifs aux transmissions dont il s'agit aux deux alinéas qui précèdent, ne pourront dépasser 25 p. c. du tarif légal.

ART. 40.

La déclaration visée à l'article 33 ci-devant est exempte du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

TITRE IV.

Dérogations.

ART. 41.

Les institutions et associations sans but lucratif qui ont obtenu la personnalité civile par des lois antérieures sont soumises aux dispositions de la présente loi. Elles auront à y conformer leurs statuts dans les trois mois de son entrée en vigueur.

Exception est faite 1° pour les associations internationales à but

aan wie zij toebehooren, overgedragen worden, met vrijstelling van de evenredige registratie- en overschrijvingsrechten, mits de overdracht binnen twee jaren na voornoemden datum geschiedt.

Dezelfde vrijstelling geldt voor de overdracht van bedoelde goederen, die worden gebruikt voor de diensten van vereenigingen zonder winstgevend doel, welke thans rechtspersoonlijkheid bezitten, en die aan derden toebehooren, indien de overdracht aan gezegde vereenigingen geschiedt binnen twee jaren na het in werking treden van deze wet.

Voor de akten betreffende de overdrachten, bedoeld bij de twee vorige alinea's, mogen de evenredige honoraria der notarissen niet 25 t.h. van het wettelijk tarief overschrijden.

ART. 40.

De bij bovenstaande artikel 33 bedoelde aangifte is vrij van zegel- en registratierecht.

TITEL IV.

Afwijkingen.

ART. 41.

De instellingen en vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid hebben verkregen krachtens vroegere wetten, zijn aan de bepalingen dezer wet onderworpen. Zij moeten hunne statuten in overeenstemming daarmee brengen binnen drie maanden na het in werking treden dezer wet.

Daarvan zijn vrijgesteld :

1° De internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel, die door



scientifique qui demeurent régies par la loi du 25 août 1919. Toutefois le Titre III de la présente loi leur est applicable;

2° Pour les Universités de Bruxelles et de Louvain, qui demeurent régies par la loi du 12 août 1911;

3° Pour la Fondation Universitaire qui demeure régie par la loi du 6 juillet 1920.

4° Pour les Universités de l'État, à Gand et à Liège, qui demeurent régies par la loi du 3 juillet 1920;

5° Pour l'École coloniale d'Anvers qui demeure régie par la loi du 8 mars 1920;

6° Pour l'école des Mines et de Métallurgie, Faculté technique de la province du Hainaut, à Mons, qui demeure régie par la loi du 7 juillet 1920.

de wet van 25 Augustus 1919 beheerscht blijven. Titel III dezer wet is echter op haar van toepassing;

2° De Hoogeschoolen van Brussel en Leuven, die door de wet van 12 Augustus 1911 beheerscht blijven;

3° De Universitaire Stichting, die door de wet van 6 Juli 1920 beheerscht blijft;

4° De Rijkshoogeschoolen te Gent en te Luik, die door de wet van 3 Juli 1920 beheerscht blijven;

5° De Koloniale school te Antwerpen, die door de wet van 8 Maart 1920 beheerscht blijft;

6° De School voor Mijnbouw en Metaalbewerking, Technische Faculteit van de Provincie Henegouw, te Bergen, die door de wet van 7 Juli 1920 beheerscht blijft.

